

# D é b a t

## Sommaire

Préface de l'édition de 1997

Collectif des Prisonnier(e)s des Cellules Communistes Combattantes (Belgique)

### **LUTTE ARMÉE ET POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE (I)**

(Pour un débat avec l'OCML Voie Prolétarienne)

#### **Une longue introduction**

##### **Lutte armée et politique révolutionnaire**

- A. Comment se pose le problème aujourd'hui
- B. Le rôle politique de la propagande armée
- C. La lutte armée comme élément stratégique du processus révolutionnaire
- D. La critique léniniste du terrorisme anarchiste est juste
- E. Expériences et leçons, évolution et influence de la lutte armée communiste
- F. Violence d'avant-garde ou violence de masse : un faux dilemme

#### **Une brève conclusion**

Comité Directeur de Voie Prolétarienne (France)

### **VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE ET CONSTRUCTION DU PARTI, AUJOURD'HUI, EN EUROPE**

#### **Le contexte politique de la lutte armée**

- A. Une position générale
- B. La lutte armée en Europe
- C. La situation en France

#### **Les caractères prêtés à la lutte armée**

- A. Porter des coups à l'ennemi
- B. Rompre avec le réformisme
- C. Lutte armée et légalisme
- D. La lutte armée comme élément stratégique

#### **Le rôle de la politique**

- A. L'impact de la lutte armée
- B. Parti et lutte armée
- C. Les conditions de la lutte armée

#### **Autocritiques**

- A. Les oscillations de Voie Prolétarienne
- B. Le dysfonctionnement des CCC

### **Quelles tâches aujourd'hui ?**

- A. Une ambition démesurée
- B. Quelle éducation à la violence et à l'illégalité ?
- C. Quelles garanties pour l'avenir ?

### **En conclusion**

Collectif des Prisonnier(e)s des Cellules Communistes Combattantes (Belgique)

### **LUTTE ARMÉE ET POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE (II)**

(Poursuite du débat avec l'OCML Voie Prolétarienne)

#### **Une brève introduction**

#### **Lutte armée et politique révolutionnaire (II)**

- A. Contexte et conditions de la lutte armée
- B. Les caractères prêtés à la lutte armée
- C. La stratégie révolutionnaire
  - Comment se pose le problème
  - Le caractère stratégique de la lutte armée
  - La stratégie révolutionnaire
  - Quelques mots encore sur l'expérience des Cellules et les leçons qu'il convient d'en tirer
  - Quelle version de la conception insurrectionnelle aujourd'hui ?

#### **Pour conclure à présent**

M.P.M. — Arenas — (Espagne)

### **SUR LA STRATEGIE DE LA LUTTE ARMEE REVOLUTIONNAIRE**

Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant (Italie)

### **CONTRIBUTION AU DEBAT**

## Présentation

Début 1992, les prisonniers des Cellules Communistes Combattantes (Belgique) et l'organisation Voie Prolétarienne (France) décidaient d'ouvrir un débat contradictoire. Les premiers produisaient « Lutte armée et politique révolutionnaire », la seconde y répondait avec « Violence révolutionnaire et construction du Parti, aujourd'hui, en Europe ». Les deux documents étaient réunis dans une brochure diffusée à l'automne.

Souhaitant aller plus loin dans la réflexion et la confrontation, les camarades belges se remettaient alors au travail. En octobre 1993, ils présentaient un deuxième document, prolongeant le premier et intégrant les apports de l'échange de l'année précédente. Pour leur part, les camarades français décidaient d'en rester là.

La publication de la brochure des deux textes initiaux n'était pas passée inaperçue. En avril 1994, Arenas — dirigeant du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) — y réagissait à travers un article dans la revue Resistencia : « Sur la stratégie de la lutte armée révolutionnaire ». En octobre de la même année, la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant (Italie) rendait publique une intéressante contribution à la discussion.

Signalons qu'aucun des rédacteurs des trois textes postérieurs ne connaissait la part de travail en cours simultanément à la sienne. Cela explique certainement nombre de désaccords dans la forme, — que nous invitons le lecteur attentif à ramener à leurs justes proportions de fond.

Nous avons pensé important de rassembler maintenant tous ces matériaux dans une seule édition de qualité. Ils traitent d'une question centrale sans cesse plus d'actualité, toujours plus pressante. Ils éclairent d'une formidable façon la grande question de la stratégie révolutionnaire, qui se pose aujourd'hui ouvertement aux forces se revendiquant de la lutte communiste.

Nous espérons aussi que cette édition favorisera de nouveaux apports politico-théoriques sérieux et constructifs.

**Les Editeurs**, 19 juin 1997

## Collectif des Prisonnièr(e)s des Cellules Communistes Combattantes

### **LUTTE ARMÉE ET POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE (I)**

(Pour un débat avec l'OCML Voie Prolétarienne)

#### Une longue introduction

Au moment d'ouvrir un débat avec l'Organisation Communiste Marxiste-Léniniste Voie Prolétarienne, nous nous posons la question : pourquoi si tard ? Nous voulons commencer par y réfléchir.

Formellement, l'initiative de la discussion nous revient. Mais nous croyons sincèrement que l'attitude de VP au sein du mouvement communiste révolutionnaire a constitué un important catalyseur de notre décision. Et si l'on peut considérer l'ouverture d'un débat fraternel comme étant déjà en soi un succès, nous pensons que le mérite dans ce cas en revient aux camarades de VP. Nous tenions à le souligner d'emblée.

Depuis quelques années se dessine au sein du mouvement révolutionnaire international une nouvelle tendance à l'échange et la confrontation d'idées — mais qui reste encore fort modeste et sélective. Nous sommes convaincus que cette tendance, malgré ses faiblesses, témoigne d'un double progrès : une capacité de réflexion et discussion théorico-politiques issue de l'expérience d'une part et la volonté de dépasser les limites de cette expérience d'autre part. Nous ne pouvons donc que l'encourager et tâcher de nous y inscrire de façon constructive. C'est dans tel esprit que nous présentons le travail qui suit.

Le cadre particulier de cette contribution est un échange entre militants communistes révolutionnaires se revendiquant unanimement du Marxisme-Léninisme, mais pourtant en désaccord sur un point fondamental : Voie Prolétarienne ne juge pas nécessaire dès aujourd'hui la pratique de la lutte armée, pour notre part nous sommes persuadés de sa nécessité immédiate. Pareille divergence de vue est essentielle et c'est naturellement sur elle que va se concentrer toute notre attention (beaucoup d'autres désaccords entre VP et nous relevant sans aucun doute directement ou indirectement de cette divergence d'opinion centrale).

On pourrait croire que le caractère totalisant du problème rend le débat impossible, inévitablement stérile. Tel n'est pas notre avis. Contrairement à de nombreux camarades du courant « combattant », nous n'estimons pas la reconnaissance, ou non, de la nécessité actuelle de la lutte armée (voire sa pratique) comme la frontière entre forces révolutionnaires et forces révisionnistes, réformistes, opportunistes, etc. Et cela de deux façons distinctes.

D'abord, nous n'incluons pas dans le mouvement révolutionnaire les courants politiques qui mènent la lutte armée au service d'objectifs radicaux-réformistes avoués ou nationalistes (petits-)bourgeois. Et au sein même du mouvement combattant pour la révolution existent de nombreuses forces égarées par le subjectivisme, dont les lignes politiques sont à ce point erronées que finalement elles desservent plus le processus révolutionnaire qu'elles ne le servent. La pratique armée n'est donc en aucun cas un critère de référence suffisant en soi.

Ensuite, bien que nous jugions que la lutte armée soit dès maintenant dans les conditions de nos pays une « nécessité stratégique et tactique du combat pour la révolution », et que fidèles au principe d'unicité de la juste ligne nous condamnions expressément l'orientation actuellement non armée de VP, nous pensons toutefois que cette organisation contribue aujourd'hui à sa façon au progrès révolutionnaire. Au travers de ce que nous connaissons du discours et de la pratique de VP, nous croyons pouvoir reconnaître une force authentiquement révolutionnaire (quoique, bien entendu, s'appuyant sur une analyse stratégique erronée), servant objectivement le processus révolutionnaire (quoique précisément handicapée par l'erreur en question et les lacunes qui s'y rattachent).

L'OCML Voie Prolétarienne tranche de façon salutaire sur les faux révolutionnaires qui rejettent la lutte armée en prétendant abusivement qu'elle irait à l'encontre du Marxisme-Léninisme, alors qu'en fait ils la rejettent et la craignent parce qu'elle va à l'encontre de leur crétinisme parlementaire, qu'elle dénonce leur fétichisme syndicaliste et stigmatise leur opportunisme politique. Pour illustrer ces cliques lamentables et néfastes citons-en le fleuron national, le Parti du Travail de Belgique, qui se singularisa par l'hystérie et la malhonnêteté de ses gesticulations dès l'apparition de notre organisation (campagnes acharnées d'intox « CCC = CIA », etc.) Mais n'oublions pas non plus l'éventail complet des groupes révisionnistes, trotskystes, ultra-gauchistes, etc. qui, pour avoir eu une réaction moins affolée et ordurière face à l'émergence d'une lutte armée dans le pays, occupèrent malgré tout consciencieusement leur place en queue du cortège contre-révolutionnaire bourgeois.

Des réponses spécifiques ont déjà été apportées aux manœuvres et diffamations des opportunistes établis. Nous pouvons signaler « La critique contemplative » des camarades du PCE(r), qui démasque le verbiage de l'autoproclamé Mouvement Révolutionnaire Internationaliste, ou encore la « Lettre ouverte aux militants de base de PTB... et aux autres » que notre organisation avait jugé bon de publier en 1985 pour dévoiler les intrigues ignobles de la direction du dit parti. Mais en tout état de cause la meilleure dénonciation de ces cliques opportunistes reste tout simplement la vraie politique révolutionnaire communiste. Par contraste tangible, la vraie pratique communiste met à nu la compromission honteuse des opportunistes avec le système qu'ils prétendent combattre alors qu'en fait ils le soutiennent en s'y creusant de confortables niches.

Il en va donc différemment, selon nous, en ce qui concerne Voie Prolétarienne. Et outre les orientations politiques générales (thèses, analyses, etc.) propres à cette organisation et qui la distinguent déjà précisément de ce qu'il est convenu d'appeler « l'extrême gauche institutionnelle », nous voulons surtout ici en souligner la grande morale. Nous voulons louer la correction avec laquelle ces camarades traitent de nos positions (ils les considèrent et exposent généralement fidèlement, ne les déforment ni ne les manipulent comme c'est l'usage dans la presse bourgeoise et dans l'extrême-gauche corrompue); la confiance qu'ils portent à l'intelligence critique du mouvement révolutionnaire (et finalement des masses) quand ils relaient des documents de notre courant parce qu'au-delà des désaccords ils en jugent l'étude utile; ou encore la solidarité qu'ils ont coutume de témoigner aux luttes des combattants emprisonnés (lors des grèves de la faim, par exemple).

Autant nous tenons à ce que toute clarté soit faite parmi les forces révolutionnaires « combattantes » (principalement selon la ligne de fracture entre le courant marxiste-léniniste et les autres, mais aussi au sein même du courant m.-l.), autant nous jugeons indispensable de distinguer ceux qui — quoi qu'ils en disent — rejettent la lutte armée par révisionnisme, réformisme ou opportunisme consommé, de ceux qui la rejettent selon nous par sincère défaut d'analyse et sans renier en rien la cause et la morale révolutionnaires.

Nous espérons vivement que les camarades de l'OCML VP s'investiront avec intérêt dans l'échange que nous proposons ici, de même que de nombreux autres camarades y interviendront à leur tour. Par principe, nous croyons qu'une discussion entre sincères révolutionnaires marxistes-léninistes divisés sur l'importante question de la nécessité immédiate de la lutte armée doit être suffisamment honnête, intelligente et riche pour permettre un apport consistant à leur cause commune. Apport qui peut éventuellement se traduire de diverses façons : une clarification des positions respectives, un rapprochement théorico-politique, et dans le cadre particulier de cet échange, pourquoi pas, l'affinement d'une incisive critique collective aux déviations qui nous avoisinent respectivement (que ce soit, en ce qui nous concerne, la critique au subjectivisme et au militarisme d'organisations comme la RAF ou AD que nous avons côtoyées, ou en ce qui concerne Voie Prolétarienne, la critique à l'opportunisme et au légalisme petit bourgeois — et à l'immoralité — de faux révolutionnaires à la PTB avec lesquels elle est parfois injustement confondue).

La petite brochure diffusée par Partisan (l'organe de l'OCML VP) en mai 1991 et intitulée « Situation en Europe et lutte armée (Débat avec un lecteur) » est le premier objet de notre intervention. Ce document présente l'avantage d'être relativement récent — donc d'exposer les idées actuelles des camarades — et tout entier consacré au sujet qui nous occupe. Mais il présente aussi l'inconvénient d'être une réponse spécifique aux propos particuliers d'une personne qui défend une conception de la lutte armée révolutionnaire qui n'est pas la nôtre (une conception militaro-subjectiviste très proche d'Action Directe). Notre propre critique aux positions de Voie Prolétarienne sur la lutte armée diffère fondamentalement de celle du lecteur critique de Partisan, et ceci explique pourquoi les arguments avancés en réponse dans la brochure de mai 1991 ne nous contentent pas. Ajoutons même que nous pourrions en reprendre bon nombre à notre compte puisqu'ils relèvent simplement de principes généraux du Marxisme-Léninisme — dont la rédaction du lecteur critique fait bien peu de cas malgré une kyrielle de références aux Présidents Mao et Gonzalo, ou encore à Staline.

Outre cette brochure, nous citerons trois documents de VP, trois textes que ces camarades eux-mêmes considèrent représentatifs de leur position et de son évolution. Le premier est la brochure diffusée en supplément au 15<sup>e</sup> numéro de l'ancien organe de l'OCML VP, Pour le Parti, en mai 1979 et intitulée « Pour une violence révolutionnaire ». Le second est le dossier consacré à l'expérience des Brigades Rouges dans Pour le Parti n°34 (février 1981). Le dernier est l'analyse publiée dans Partisan n°12 (juin-juillet 1986) sous le titre « Terrorisme et politique ».

L'ancienneté de ces documents en réduit quand même l'intérêt. Depuis leurs parutions respectives l'analyse de VP sur la question de la lutte armée a évolué et s'est affinée. On mesurera le chemin parcouru en comparant un extrait de la brochure de 1979 et un autre de celle de 1991 :

« Portée par les petits-bourgeois révoltés, tenants de l'excitation minoritaire, de l'action par le fait, elle [la lutte armée] exprime un mépris profond de la classe ouvrière, qu'elle s'appelle anarchie, terrorisme ou autonomie. (...) Le terrorisme est l'enfant de la crise ET de la trahison des « partis communistes ». Il tire le mouvement ouvrier en arrière — pour le ramener au temps de la bande à Bonnot. » (« Pour une violence révolutionnaire », pp. 2-3.)

« En période de crise [révolutionnaire], nous serons tous d'accord que l'insurrection est à l'ordre du jour, puisque la question du pouvoir est posée. En période de situation révolutionnaire, la guérilla a sans doute un rôle central dans la maturation des contradictions, pour avancer et éduquer le prolétariat à la réalisation de ses tâches historiques, pour miner et faire basculer le système capitaliste. Pour ce qui est de la période actuelle (que nous jugeons donc **non** révolutionnaire, ce qui ne veut pas dire (...) qu'elle soit stable), c'est beaucoup moins clair. Il faudrait d'ailleurs distinguer les phases de repli de la classe ouvrière de celles où elle est à l'offensive. Pour nous le problème n'est pas résolu (...). » (« Situation en Europe et lutte armée », p. 19.)

Nous prenons acte de l'évolution de la position de l'OCML Voie Prolétarienne et des portes qu'elle laisse ouvertes, tout comme nous remarquons les constantes de cette position (rejet du réformisme armé, de la propagande par le fait, etc.) Que les camarades de VP soient convaincus que nous ne leur faisons aucun mauvais procès si à l'occasion nous traitons de leurs anciennes positions et analyses ! Mais simplement, nous l'avons dit, au-delà de l'échange bilatéral nous espérons aussi mettre cette contribution au service d'autres militants, et notamment de certains qui défendent encore aujourd'hui ces thèses dont VP s'est un jour écartée, selon nous avec raison.

## Lutte armée et politique révolutionnaire

### A. Comment se pose le problème aujourd'hui

Dans la brochure de mai 1991, les camarades de VP semblent vouloir amener leur lecteur critique à une conclusion qui selon nous... ne conclut rien du tout. Ils s'attachent en effet

dans un premier temps à exposer avec rigueur la définition léniniste de la situation révolutionnaire et, dans un second, à démontrer que la situation actuelle en Europe n'y correspond pas. On ne peut que leur donner raison sur ces deux points. Il est incontestable que la critique du lecteur souffrait de confusion à ce propos et nous reconnaissons à l'exposé comme à l'analyse de VP une grande justesse. **Mais en quoi ces arguments suffiraient-ils à résoudre le problème posé ?**

Si nous comprenons bien le point de vue de V.P, les camarades distinguent trois cas de figure : la situation non révolutionnaire, la situation révolutionnaire et la situation de crise révolutionnaire. La dernière correspond à la période insurrectionnelle et, vu que tout le monde est d'accord pour dire que cette phase est obligatoirement (et quasi exclusivement) militaire, nous ne lui accorderons pas vraiment d'attention dans ce débat particulier. Reste donc la situation non révolutionnaire et la situation révolutionnaire.

Dans la même brochure, nous avons découvert que Voie Prolétarienne accordait à « la guérilla » un rôle au cours de la situation révolutionnaire : « un rôle — précisons-le — central dans la maturation des contradictions, pour avancer et éduquer le prolétariat à la réalisation de ses tâches historiques... » Peut-on en conclure que la guérilla n'a pas de rôle à jouer dans la situation non révolutionnaire ? « C'est moins clair... » biaisent les camarades. Pour notre part nous pensons que cela n'est pas une réponse et qu'il y a là au moins une lacune dans la position de VP.

Il ne s'agit pas ici d'une analyse avec laquelle nous serions en désaccord mais d'un trou, un vide dans la trame des analyses : il manque celle qui démontrerait l'inopportunité de la lutte armée (sous quelque forme que ce soit) avant que la situation devienne révolutionnaire. Et les documents de VP antérieurs à la brochure de mai 1991 ne sont naturellement d'aucun secours à ce propos puisque dans ceux-là la lutte armée était exclusivement cantonnée au domaine insurrectionnel.

Telle que nous la percevons la position des camarades de VP a donc fortement évolué — mais s'est en même temps créée une inconséquence. D'une position initiale dogmatique réservant exclusivement la lutte armée au domaine militaire de l'insurrection, les camarades sont passés à une position lui reconnaissant « un rôle central dans la maturation des contradictions, pour avancer et éduquer le prolétariat à la réalisation de ses tâches historiques... » lors de la situation révolutionnaire, mais sans aucune explication quant au fait qu'ils réservent maintenant exclusivement ce rôle à cette situation particulière. Un silence insatisfaisant et d'autant plus gênant que l'on se rapproche du cœur du problème.

Certes il convient d'être prudent et de ne pas s'engager à la légère à cet égard. Reconnaître l'opportunité théorique de la lutte armée avant même l'apparition d'une situation révolutionnaire... c'est affirmer la nécessité de la lutte armée ici et maintenant. Mais il nous semble quand même que l'essentiel du chemin théorique a été fait par les camarade de l'OCML Voie Prolétarienne quand ils en arrivent à reconnaître à la lutte armée **un rôle politique**.

Nous voilà au cœur du problème. **C'est sur ce rôle politique** et non le concept ou l'actualité de la situation révolutionnaire **que doit porter le débat concernant la lutte armée aujourd'hui en Europe de l'ouest**.

## B. Le rôle politique de la propagande armée

Le rôle imparté par les Cellules Communistes Combattantes à leur activité militaire en 1984/1985 était essentiellement politique : la propagande armée. Dans sa brochure de 1979, VP évacuait de façon très commode le concept de la propagande armée (pourtant pratiquée à grande échelle à l'époque par les Brigades Rouges) et ne parlait que de « propagande par le fait » (un renvoi aussi expéditif qu'abusif aux anarchistes de la fin du siècle passé et des premières années de celui-ci). Cette filouterie a heureusement disparu dans les documents ultérieurs pour faire place, par exemple dans « Terrorisme et politique », à une série d'interrogations critiques :

« La violence étant considérée comme un des moyens essentiels de la prise du pouvoir et de la transformation de la société, quelle éducation politique des masses peut-il y avoir **dès aujourd'hui** sur cette question ? (...) Est-il envisageable d'organiser la violence de masse, ou bien de mener des actes exemplaires, de violence minoritaire ? Avec quel travail politique, dans quelle perspective, avec quel travail d'organisation ? Le débat sur ce type d'actions, d'actes de terrorisme politique, est-il important ? N'est-il pas beaucoup plus important de s'attacher à organiser la violence de masse, dans les usines, les quartiers ? N'y a-t-il pas beaucoup plus à apprendre de l'expérience des mineurs anglais que des Brigades Rouges ? » Etc.

Il faudra donc attendre la brochure récente « Situation en Europe et lutte armée (Débat avec un lecteur) » pour que, nonobstant une ultime hésitation (un « sans doute »), les camarades de Voie Prolétarienne reconnaissent enfin une fonction politique à la lutte armée. Pour notre part — et nous aimerions connaître l'avis des camarades là-dessus — nous concevons le rôle politique révolutionnaire de la lutte armée de la manière suivante.

L'action armée vaut déjà en ce qu'elle aboutit généralement à une perte matérielle pour l'ennemi. Aux premiers stades du processus révolutionnaire cela revêt avant tout une importance indirecte, via l'impact politique qui s'en dégage, mais ce n'est quand même pas négligeable en soi. Retenons toutefois l'essentiel : l'impact politique de l'action de guérilla. Un coup porté à l'ennemi, cela signifie à la fois qu'il est possible de porter l'attaque dans son camp et qu'il existe dans le nôtre des forces résolues à le faire. Ce double message répandu par toute action de lutte armée révolutionnaire coûte, aux premiers stades du processus, bien plus cher à la position dominante du régime que les dégâts concrets de l'action de guérilla.

La lutte armée entreprise d'ouverture dans le processus révolutionnaire dans un pays capitaliste à régime démocratique est donc fondamentalement politico-militaire : elle vise en priorité des objectifs politiques par des moyens militaires. Ce qui impose bien entendu que l'action militaire soit exclusivement déterminée en fonction de ses objectifs politiques. La propagande armée traduit cette conception dans la réalité.

À quels objectifs politiques peut prétendre la lutte armée révolutionnaire pour autant qu'elle soit correctement orientée et menée à cette fin ? La pratique armée matérialise l'idée même de lutte révolutionnaire au travers d'une manifestation de pouvoir, d'une émancipation lucide et assumée du fonctionnement démocratique bourgeois. Une lutte à prétention révolutionnaire mais œuvrant seulement dans le cadre général du système est porteuse d'un vice de base objectif et souffrira toujours à présent — et à juste titre — d'un manque de crédibilité historique et politique aux yeux du prolétariat.

L'expérience des partis de la II<sup>e</sup> Internationale a enseigné qu'une insertion entière dans la légalité bourgeoise, même si à l'origine elle se veut contrôlée (et même provisoire), débouche inévitablement sur le réformisme et l'opportunisme. Lénine soulignait déjà le problème et son importance dans « La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale » :

« Tout le monde est d'accord pour dire que l'opportunisme n'est pas un effet du hasard, ni un péché, ni une bévue, ni la trahison d'individus isolés, mais le produit social de toute une époque historique. Cependant, tout le monde ne médite pas suffisamment sur la signification de cette vérité. L'opportunisme est le fruit de la légalité. (...) Pour un socialiste il ne saurait y avoir qu'une seule conclusion : le pur légalisme, le légalisme sans plus des partis "européens" a fait son temps et est devenu, de par le développement du capitalisme au stade pré-impérialiste, le fondement de la politique ouvrière bourgeoise. Il est nécessaire de le compléter par la création d'une base illégale, d'une organisation illégale, d'un travail social-démocrate illégal, sans abandonner pour autant une seule position légale. » (Œuvres complètes, tome 21, pp. 254 et 262).

Et l'expérience des partis de la III<sup>e</sup> Internationale a confirmé le phénomène : que l'on considère la faillite révisionniste des PC institutionnalisés, aujourd'hui en voie de décomposition ou de liquidation.



La lutte armée — nous l'avons dit dès l'introduction — n'offre évidemment pas de garantie absolue contre les déviations opportunistes ou autres, mais elle place les protagonistes de la lutte des classes à un haut niveau d'antagonisme et réduit par là à quasi rien la marge de manœuvre du réformisme. Preuve en est donnée par ce simple exemple : les réformistes se sont toujours détournés des organisations révolutionnaires armées avec autant de conviction qu'ils mettaient à rejoindre en rangs serrés des partis à prétention révolutionnaire mais dont les orientations stratégiques étaient scrupuleusement respectueuses de l'espace délimité par la bourgeoisie pour les forces d'opposition. Mao Tsé-toung écrivait à ce propos : « Une guerre révolutionnaire agit comme une sorte de contrepoison, non seulement sur l'ennemi dont elle brisera la ruée forcenée, mais aussi sur nos propres rangs, qu'elle débarrassera de tout ce qu'ils ont de malsain. » (« De la guerre prolongée »)

La lutte armée présente donc deux qualités stratégiques/politiques indissociables : elle est pratique révolutionnaire totalisante et elle apparaît en tant que telle. Non seulement elle trace matériellement une ligne de démarcation bien nette entre l'ennemi et nous (au contraire d'une lutte intégrée au cadre démocratique bourgeois), mais de surcroît cette ligne de démarcation tangible révèle au prolétariat l'existence d'une initiative réellement révolutionnaire, réellement irréductible.

Ces qualités font aussi de l'action armée un excellent vecteur pour la propagande et le discours révolutionnaire. Pour autant qu'elle soit menée de façon judicieuse, c'est-à-dire contre des objectifs clairement perçus comme hostiles par les masses et sans léser ces dernières, l'action armée permet de répandre au sein du prolétariat des principes idéologiques, des thèses politiques, stratégiques, nombreuses et précises. À ce niveau, bien sûr, la lutte armée doit être épaulée par une activité d'agit-prop traditionnelle (diffusions de tracts, publications diverses, prises de parole, etc.) On comprend donc que l'agit-prop est indissociable de la lutte armée en même temps qu'elle lui est nécessaire.

Aux premiers stades du processus révolutionnaire, la raison de l'action armée est surtout idéologique et politique. Au fur et à mesure que ce processus gagne en ampleur, acquiert de maturité, se rapproche de son objectif véritable qui est la prise du pouvoir par le prolétariat et la destruction de la bourgeoisie (de son État, ses forces armées, etc.), la raison de l'action armée devient surtout militaire. Et si l'importance réelle du rôle politique et stratégique initial de l'action armée n'apparaît pas au premier coup d'œil — et que pour cette raison il soit éventuellement permis d'en discuter —, il n'en va pas de même en ce qui concerne son rôle militaire ultérieur. Comme les camarades de l'OCML Voie Prolétarienne semblent parfaitement d'accord avec nous sur ce dernier point, nous ne nous y attarderons pas ici.

### C. La lutte armée comme élément stratégique du processus révolutionnaire

Notre conception de la lutte armée (conception politico-militaire débouchant en premier lieu sur la notion de propagande armée) s'appuyant sur les caractères historiques généraux de nos sociétés et l'objectif inaliénable de la révolution prolétarienne, elle permet d'écarter une certaine objection — très répandue et fort usée d'ailleurs — que VP reprend à son compte : la lutte armée serait prématurée, l'heure serait à « un patient travail d'organisation et de politisation des éléments avancés de la classe ouvrière » et non au « ralliement des masses à la révolution ».

Opposer cet argument à la praxis armée des Cellules Communistes Combattantes en 1984/1985 ou à d'autres forces du courant marxiste-léniniste au sein du mouvement révolutionnaire européen démontre seulement une profonde incompréhension de la nature stratégique de cette praxis. Nous ne concevons pas la lutte armée comme Lénine dans son célèbre article « La guerre de partisans » (nous développons quelque peu cette question dans le document « Sur le Parti combattant » — mai 1991). Nous pensons qu'il est possible et nécessaire d'entreprendre la lutte armée aux premiers stades du processus révolutionnaire, à savoir précisément dans les moments où ne se pose pas encore la question de « rallier les masses à la révolution », mais seulement et impérativement celle

« d'organiser et politiser [**sur une base révolutionnaire**] les éléments avancés de la classe ouvrière ».

Si nous demandions aux critiques (honnêtes ou malhonnêtes) de la lutte armée aujourd'hui comment eux conçoivent le travail d'organisation et de politisation des avant-gardes, ils répondraient quelque chose du genre « par la propagande, l'agitation et le développement des structures militantes » (et ne manqueraient pas d'insister sur la patience que requiert tel travail). Pensent-ils donc qu'à travers la lutte armée nous fassions autre chose ? (et souffrions d'une impatience irréprouvable ?). Nous nous souvenons d'une contribution de militants allemands dans laquelle ils demandaient aux tenants de la critique contemplative où il était écrit une fois pour toutes que la propagande révolutionnaire ne serait que du papier imprimé ! Et allant plus avant, le camarade Oriach rappelle que la rupture révolutionnaire de l'initiative d'agit-prop varie selon les situations : distribuer un tract socialiste dans la Russie des Romanov exposait à la déportation. « À la limite — ajoute-t-il — accrocher un drapeau rouge à l'époque tsariste était une dissidence aussi radicale que poser une petite bombe aujourd'hui. »

On aurait tort de négliger la portée stratégique de tel argument. Nonobstant le contenu des textes mis en circulation lors de l'initiative de propagande révolutionnaire (contenu dont la justesse et la qualité sont naturellement essentielles), la valeur et l'efficacité de cette initiative varient selon qu'elle s'inscrit dans le train-train de la démocratie bourgeoise ou qu'elle rompt ouvertement avec le régime. Ce dernier d'ailleurs ne s'y trompe pas : il reste indifférent, à l'extrême bienveillant, envers les groupes — relevant de la liberté d'association — qui distribuent des journaux et des tracts — relevant de la liberté d'expression — et il réprime graduellement l'activité politique publique en faveur de la lutte armée (rares sont les pays européens où la diffusion ou même seulement la détention de déclarations d'organisations combattantes ne fait pas encore l'objet de poursuites judiciaires). Nous n'attachons bien évidemment pas, à la manière des subjectivistes, une valeur mythique à la démonstration de rupture ou de rébellion. Nous pensons simplement que l'insertion du travail d'agit-prop dans le cadre d'une lutte totalisante contre le régime est le gage même de son efficacité.

Il faut dire ici quelques mots concernant un point très important : l'organisation, finalement le Parti. L'organisation ne se développe ni hors ni avant la lutte. Elle prend naissance dans la lutte révolutionnaire, y grandit de pair avec le développement et la maturation des forces révolutionnaires dans la radicalisation de l'affrontement des classes, jusqu'à acquérir la dimension objective de Parti de classe.

Comment serait-il imaginable d'engager réellement le processus de construction organisationnelle, de cheminement vers le Parti, sans travailler à la création objective des conditions subjectives mêmes du progrès révolutionnaire et donc du progrès organisationnel ? Que l'on nous pardonne de le citer une nouvelle fois, mais le propos du camarade Oriach nous semble extrêmement pertinent à ce sujet :

« Elle [la lutte armée] doit se faire l'expression concrète du processus d'émergence politique de l'avant-garde organisée du prolétariat, avant-garde qui est le lieu où se catalyse la conscience de classe du prolétariat, ce qui est la fonction historique du Parti et place, par conséquent, la lutte armée comme partie intégrante et indissociable du processus de construction du Parti. » (« La lutte armée, nécessité stratégique et tactique du combat pour la révolution », ch. V, pt. 6.)

L'effroyable sclérose frappant le large éventail des petits groupes qui rejettent la lutte armée aujourd'hui en même temps qu'ils prétendent la rallier demain (en cas de situation révolutionnaire) révèle combien l'extrême gauche apparue en opposition au révisionnisme des PC issus de la III<sup>e</sup> Internationale en a malgré tout hérité d'un des principaux vices de base. Car finalement, ces partis de la période 1920-1960 n'ont-ils pas été les premiers durant des décennies à vouloir préparer dans la légalité (ou para-légalité) bourgeoise une insurrection... toujours reportée ? Et ne sont-ils d'ailleurs pas en leur temps arrivés à un

succès inégalable de mobilisation dans cette voie improductive, illusoire ? Depuis plus ou moins trente ans maintenant une variété incroyable de petites forces végètent tant bien que mal, se partageant — avec une redoutable patience — entre un travail d'organisation et de politisation systématiquement stérile, les délices étranges de la scolastique et du dogmatisme, et une critique contemplative des réelles initiatives révolutionnaires souvent promptement expédiées à l'aide de la vieille tarte à la crème qu'est la « propagande par le fait ».

À cet égard nous avons eu le plaisir de voir évoluer le discours de Voie Prolétarienne dans la bonne direction. Tandis que dans la brochure de 1979 toutes les organisations combattantes — dites « terroristes » — se voyaient d'office accusées de ressusciter la Bande à Bonnot, la brochure de mai 1991 se limite raisonnablement à rappeler qu'un retour à cette propagande par le fait est exclu.

#### D. La critique léniniste du terrorisme anarchiste est juste

Il n'est pas surprenant que la propagande par le fait ait souvent servi d'épouvantail cautionnant le rejet de la lutte armée. D'une part, cette option a fait à juste titre l'objet d'une condamnation définitive par le Marxisme-Léninisme ; d'autre part, elle rappelle dans l'apparence l'orientation des organisations combattantes actuelles, puisqu'il s'agit dans chaque cas de mener des actions armées pour amener les prolétaires à l'action révolutionnaire. Cependant, un rapide examen politique montre le gouffre qui sépare notre conception de la propagande armée de la conception traditionnelle de la propagande par le fait, qui connut son heure de gloire au début du siècle avec les Ravachol, Henri et autres Vaillant.

La logique stratégique de la propagande par le fait était limpide. Un révolutionnaire posait un acte révolutionnaire individuel et idéaliste (régicide, attentat à la bombe contre le parlement, etc.) et son action était censée amener quelques opprimés à la même conscience individuelle et idéaliste de la justesse et de la possibilité de combattre le régime. Conscience qui devait naturellement les entraîner à leur tour et chacun de son côté à poser des actes semblables, le tout engendrant un effet boule de neige à travers lequel s'inverserait progressivement le rapport de force révolution/réaction. Le mécanisme opéra tactiquement durant une certaine période (juste le temps nécessaire à démontrer son vice idéaliste) en ce que la répression féroce de la bourgeoisie n'empêcha pas que de nombreux révolutionnaires reprennent le flambeau de leurs camarades exécutés. Mais l'échec stratégique de la propagande par le fait fut entier dans la mesure où les anarchistes, s'ils parvinrent à maintenir vivante la flamme de l'action révolutionnaire par un haut esprit de sacrifice, n'arrivèrent jamais à allumer — ne fût-ce même qu'un tout petit peu — le feu de la guerre sociale qu'ils appelaient de leurs vœux.

Nos divergences avec l'anarchie sont bien entendu complètes (philosophiques, idéologiques, politiques, etc.), mais cela n'est pas l'objet de ce travail. Nous nous contenterons ici de souligner ce qui différencie au niveau politico-stratégique *notre* lutte armée de la propagande par le fait des anarchistes. Pour notre part, nous ne faisons pas de l'action armée l'alpha et l'oméga du processus révolutionnaire : nous la mettons au service d'un élément historique inconnu des anarchistes, l'organisation et la conscientisation, dont le degré le plus élevé est le Parti de classe.

Les Cellules Communistes Combattantes n'ont jamais eu l'idée de mener des actions armées à titre individuel afin que d'autres personnes s'y consacrent à leur tour au même titre, par contagion idéaliste, et qu'au travers d'une progression arithmétique inexorable on s'en retrouve un beau soir à la veille de la révolution sociale. L'activité armée de notre organisation s'est inscrite d'emblée dans une perspective *partitiste* visant à révéler au sein du prolétariat le projet révolutionnaire de classe et sa validité (de même que la validité de la force qui y œuvre, puis l'incarne), à y populariser les principes communistes, les thèses marxistes-léninistes, etc.

À la différence de la propagande par le fait, la propagande armée communiste ne mesure par ses succès au nombre de personnes entraînées à prendre individuellement les armes après chaque opération. Elle les mesure à la pénétration du projet et des thèses révolutionnaires au sein du prolétariat — à l'élévation de sa conscience *pour soi* — et à l'accroissement des capacités et de l'influence du Parti (ou des forces organisationnelles en marche vers le Parti). La guérilla croît seulement dans un second temps, via les structures *partitistes*, lorsque ces structures ont pu capitaliser et traduire matériellement les progrès de politisation et d'unification de la classe permis par la propagande armée.

En fait, si des similitudes existent entre la pratique de propagande par le fait des anarchistes et des manifestations récentes de lutte, nous pensons qu'il faut les chercher du côté du courant dit « anti-impérialiste » dans le mouvement révolutionnaire « combattant ». Car la lutte du « Front Anti-Impérialiste », comme la propagande par le fait, rejette toute conception organisationnelle centralisée tendant à se réaliser en Parti de classe, ce qui est somme toute naturel compte tenu que ce courant partage avec les anarchistes de pure eau bien des éléments idéologiques et politiques (désintérêt du matérialisme historique, rejet de l'analyse scientifique des classes, refus du Parti dirigeant et de la ligne de masse, revendication individualiste libertaire, etc.) comme en témoignent particulièrement en France l'expérience d'Action Directe et en Belgique celle de son excroissance aventureuse dénommée « FRAP ».

## E. Expériences et leçons, évolution et influence de la lutte armée communiste

Il n'est pas inintéressant de noter que l'évolution de la position de l'OCML Voie Prolétarienne est sensible à l'évolution du mouvement révolutionnaire combattant lui-même. Nous passerons sur la brochure de 1979 au dogmatisme rabique, qui aborde le phénomène de dix années de lutte armée en Europe de l'ouest comme s'il s'agissait — toutes initiatives confondues — de la résurrection de la Bande à Bonnot ou de Narodnaïa Volia. Toutefois, nous reconnaitrons quand même qu'en 1979 le mouvement révolutionnaire « combattant » souffrait d'énormes faiblesses théoriques, politiques et stratégiques (bien plus graves encore qu'aujourd'hui!) de même que d'une confusion interne à la hauteur de son hétérogénéité inavouée. Si on ajoute à ce tableau un grand manque de communication qui laissait dans l'inconnu les thèses et objectifs d'importantes fractions du mouvement, on peut comprendre la difficulté d'une analyse exacte de la part d'une force extérieure. À la vision fautive et grossière de VP à cette époque correspondait le flou extrême d'un mouvement « combattant » où avoisinaient sans gêne apparente les expériences et les orientations les plus variées, des plus fertiles aux plus stériles.

Les grandes victoires remportées par les Brigades Rouges au cours de la période 1978-1981 ont manifestement forcé les camarades de VP à une révision de leur première analyse. Cette révision est flagrante dans le dossier consacré à l'expérience des BR dans Pour le Parti de février 1981. Ces victoires contribuèrent aussi à la maturation des éléments subjectifs constitutifs de notre organisation. Elles faisaient la démonstration pratique de la justesse politico-stratégique de la voie de la guérilla urbaine dans la lutte communiste en Europe occidentale et de cette façon elles encouragèrent puissamment la genèse des Cellules Communistes Combattantes.

Si les grandes luttes et victoires des Brigades Rouges durant ces années focalisèrent l'attention intéressée et bienveillante des camarades de VP, les rudes défaites accusées dans les années suivantes allaient se répercuter tout autant — mais inversement! — dans leur point de vue. Sans doute était-ce là encore une manifestation de cette faiblesse générale de part et d'autre dont nous parlions plus haut. Quoi qu'il en soit, on pouvait lire dans Partisan n° 12 (juin-juillet 1986) :

« Après l'apothéose de l'action Aldo Moro et de l'affaire d'Urso, les BR se sont précisément retrouvées incapables d'avancer. L'immense sympathie acquise dans ces actions ne servira à rien, face à la répression d'une part, aux flottements politiques d'autre part. Les masses resteront spectatrices et les BR disparaîtront progressivement, seul un petit noyau tentant de poursuivre la réflexion et la réorientation nécessaire. C'est bien de l'échec d'une stratégie

politique qu'il faut parler. (...) Les textes disponibles [des textes abordant l'autocritique entamée par les BR] montrent en tous les cas bel et bien que le rapport entre travail politique et travail militaire était au centre du débat, et qu'il fallait sérieusement autocritiquer les déviations militaristes des BR, remettre au premier plan le travail politique et d'organisation. »

C'est ce qui s'appelle s'échiner à faire entrer le bébé dans le siphon et c'est ainsi que l'on bouche la tuyauterie de la baignoire. Plus sérieusement, qu'il nous soit permis en toute humilité devant l'expérience des Brigades Rouges d'évoquer les leçons de la lutte de notre organisation, car elle a reproduit — à sa modeste échelle — les déviations et les erreurs dont il est question ici.

La ténuité des liens organiques entre les Cellules Communistes Combattantes et la classe ouvrière nous impose la prudence, mais de très nombreux indices ont révélé que l'effet visé par l'activité politico-militaire de notre organisation fut réellement obtenu. Avant de rejoindre les Cellules — et leurs structures clandestines — en octobre 1985, Pascale et Didier ont eu l'occasion durant toute une année de travail public d'agit-prop d'entrer en contact avec différents secteurs prolétariens et d'apprécier leurs réactions à l'apparition et au développement de la propagande révolutionnaire. Les leçons qu'elle et lui ont tirées de cette expérience sur le terrain — et qui ont notamment déterminé leur engagement combattant — ont été systématiquement confirmées par d'autres expériences d'agit-prop en direction du prolétariat.

Notre organisation bénéficiait indiscutablement d'une sympathie large et confuse dans de nombreuses couches populaires, mais ce sentiment procédait infiniment plus du rejet du régime et de la politicaillerie bourgeoise, de la revanche, que d'une réelle adhésion au projet communiste, au Marxisme-Léninisme, ou à la stratégie de la guerre révolutionnaire prolongée. À côté de cette sympathie aussi répandue que vague, inévitablement fragile, l'activité des Cellules Communistes Combattantes suscitait deux réactions opposées et clarificatrices qui méritent d'être soulignées. D'abord, une haine farouche de la part de toute la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie intellectuelle qui lui sert de porte-voix (politiciens réformistes, personnalités «progressistes», journalistes, juristes, etc.) Ensuite une adhésion assez remarquable — quoique encore attentiste — de la part des secteurs prolétariens d'avant-garde.

L'expérience des camarades qui ont mené l'agit-prop publique en 1984/1985 est là pour confirmer combien les campagnes de propagande armée engendraient des potentialités énormes de développement et progrès révolutionnaires, combien finalement la valeur stratégique de la propagande armée est fantastique et irremplaçable. Mais plus loin force nous est de reconnaître que ces potentialités ont été bradées : elles n'ont jamais fait l'objet d'une véritable estimation ni exploitation pour les convertir en forces révolutionnaires actives. C'est naturellement là une erreur dont l'entière responsabilité incombe aux Cellules Communistes Combattantes. Comment en est-on arrivé précisément à tel gâchis ? Plusieurs explications se recourent.

Il y a eu d'ouverture une mauvaise perception de ce que doit être la dialectique propagande armée / exploitation politico-organisationnelle des fruits de la propagande armée. Bien qu'à l'époque déjà théoriquement attachées au projet du Parti combattant, les Cellules n'ont pas su en traduire correctement les données dans leur situation propre. L'inexpérience et un défaut d'analyse ont amené notre organisation, sur base de la conception — juste au demeurant, nous en restons persuadés — du développement révolutionnaire par bonds organisationnels (petites cellules initiatrices éparses, convergence politique et unification organisationnelle, Parti combattant), à penser qu'une division tacite des tâches entre forces révolutionnaires légales et illégales pouvait permettre aux dernières, au premier stade du processus, de se concentrer sur les tâches politico-militaires. Or, même à ce stade initial une gestion centralisée de tous les aspects politiques et militaires de la lutte est nécessaire : elle seule permet de doser correctement les investissements politiques et militaires et de leur assurer ainsi une interaction dialectique et productive. Certes l'agit-prop publique en tant que

telle est inaccessible aux structures combattantes pour d'évidentes raisons de sécurité, mais même embryonnaires elles doivent déjà assurer elles-mêmes l'exploitation politique de leur travail de propagande armée et non se laisser enfermer dans une division des tâches apparemment naturelle mais en fait aveuglante et paralysante.

Cette erreur de base en a entraîné d'autres, sans doute inévitables, aux effets directement néfastes. Primo, de la part des forces combattantes une tendance à la surestimation systématique de la qualité des forces légales en place. Secundo, de la part des forces légales une tendance à leur propre surestimation en même temps qu'à une installation quasi corporative. Signalons aussi de la part de tous une tendance à négliger le développement structurel et la formation de cadres sûrs et compétents, et on aura réuni les principaux éléments qui ont conduit aux difficultés, puis à l'éloignement et finalement à l'errance politique des forces légales. Les forces combattantes se sont retrouvées pratiquement démunies de tout relais militant public de base, unifié et capable. Et dans l'expérience particulière des Cellules, il faut encore ajouter une déviation de type militariste, déviation certes inexcusable mais qui s'explique par les succès du travail politico-militaire dépassant largement les espérances initiales.

Cette déviation regrettable au sein même de l'activité de notre organisation retarda gravement la prise de conscience (et encore l'application de mesures rectificatives) du dysfonctionnement de la dialectique vitale propagande armée / exploitation politico-organisationnelle de la propagande armée. Cette même déviation amena à la multiplication des actions de guérilla alors même qu'il apparaissait qu'elles ne pourraient être exploitées, donc à un investissement militaire toujours plus disproportionné par rapport aux besoins politiques (et conséquemment toujours plus aux dépens de la restructuration organisationnelle nécessaire pour faire face à ces besoins). Sur un autre plan, nous pensons aussi que cette déviation militariste fut à l'origine de la vulnérabilité de notre organisation à l'attaque policière de l'hiver 1985. Ce qui n'aurait dû être qu'un mauvais coup dans la lutte prit la dimension d'une défaite sévère.

En ne craignant pas d'invoquer l'échec accusé par les Brigades Rouges après dix années de lutte offensive ou, toutes proportions gardées, notre propre défaite de 1986, nous voulons démontrer aux camarades de l'OCML Voie Prolétarienne combien ils auraient tort d'interpréter ces assauts brisés comme la démonstration de l'inadéquation absolue de la lutte armée dans les conditions actuelles. Bien sûr la tentation est grande, et d'autant que nombre d'ex-militants des BR (ou de l'UCC) préconisent eux-mêmes maintenant l'abandon — provisoire ? — de la lutte armée, mais il faut se montrer plus exigeant dans l'analyse politique, se méfier des conclusions hâtives et superficielles, tendancieuses.

À notre avis, malgré son échec, l'expérience des Brigades Rouges a clairement démontré combien la lutte armée était dorénavant indissociable de l'activité révolutionnaire dans les pays capitalistes à régime démocratique, tout comme à son échelle et aussi malgré son échec l'expérience des Cellules Communistes Combattantes a permis d'entr'apercevoir la justesse de la stratégie de la guerre révolutionnaire prolongée.

La lutte armée en période non révolutionnaire, au stade initial du processus de lutte révolutionnaire — c'est-à-dire précisément quand son exploitation est mise en discussion par les camarades de VP — n'a de sens qu'en tant que propagande armée (et opérations logistiques, mais c'est une autre affaire). Et tout ce que nous attendions de (l'amorce de) la propagande armée nous l'avons vu apparaître. Jamais le projet révolutionnaire n'a resurgi avec autant de puissance, jamais l'accueil réservé par la classe ouvrière au discours révolutionnaire communiste n'a été meilleur que quand les Cellules assenaient avec entrain des coups politiques (via des actions militaires) au régime et à la bourgeoisie. L'incapacité — **corrigible par la réflexion et l'expérience** — d'exploiter ces potentialités ne peut être confondue avec une non apparition de ces potentialités, et seule une non apparition aurait pu amener à conclure à l'inopportunité de l'usage de lutte armée.

À notre avis il en va de même et d'une façon bien plus flagrante avec l'expérience et la défaite des Brigades Rouges. La lutte armée développée par cette organisation lui a permis de jouer un rôle d'avant-garde révolutionnaire indiscutable au sein de la classe ouvrière italienne et là fut prouvée la valeur de la propagande armée comme méthode pour révéler et crédibiliser le projet révolutionnaire historique de classe auprès du prolétariat. Que par la suite les BR aient été incapables de gérer le mouvement qu'elles avaient déclenché et les forces qu'elles avaient fait surgir, voilà qui ne peut masquer le fait que ce mouvement et ces forces avaient été gagnés par la propagande armée ! Les limites de l'expérience des Brigades Rouges, leurs propres faiblesses (hétérogénéité politique, versatilité idéologique, etc.) et les erreurs qu'elles ont commises (par exemple, vouloir entraîner les masses sur le terrain de la lutte armée alors que la situation n'était pas de crise révolutionnaire), ne sont pas inhérentes à la pratique armée. Par contre, les succès de l'expérience des BR le sont bel et bien.

Les multiples plaidoyers de l'OCML Voie Prolétarienne et de ses pairs en faveur du « patient travail d'organisation et de politisation des éléments avancés de la classe ouvrière » n'infirmen en rien, à notre sens, la validité intrinsèque de la lutte armée communiste. Précisément parce que cette lutte armée, comme l'expérience des BR ou la nôtre et d'autres encore en témoignent, crée les conditions subjectives et objectives dont ce « patient travail » a besoin. Et que l'on nous pardonne cette mesquinerie : si une difficulté à dépasser l'étape atteinte devait témoigner de l'incorrection entière de l'itinéraire choisi, que penser des voyageurs qui s'épuisent — patiemment — sans jamais réussir à commencer le voyage ?

#### F. Violence d'avant-garde ou violence de masse : un faux dilemme

Dans le chapelet de questions achevant le texte « Terrorisme et politique » au sommaire du numéro de Partisan de juin-juillet 1986, on trouve l'interrogation suivante :

« N'est-il pas beaucoup plus important de s'attacher à organiser la violence des masses, dans les usines, les quartiers ? N'y a-t-il pas beaucoup plus à apprendre de l'expérience des mineurs anglais que des Brigades Rouges ? »

À la même époque, comme un écho, un certain Becker — adepte forcené de la critique contemplative — déclarait dans une brochure intitulée « La voie erronée de la guérilla urbaine en Europe Occidentale » : « Un jour de révolte à Birmingham inflige aux impérialistes cent fois plus de dommages matériels que des années de leur guérilla urbaine — mais le dommage le plus important est sans doute le fait d'avoir porté des coups politiques et idéologiques à la bourgeoisie et ses prétentions à une société juste et satisfaisante — à côté desquels les actions des terroristes font pâle figure. »

Dans leur document « La critique contemplative » (Resistencia n°4, novembre 1986) les camarades du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) ont démasqué Mr. Becker et ses fadaïses opportunistes. À cette occasion ils se montrent légitimement excédés par ce qu'ils qualifient très pertinemment de « faux dilemme » : « La violence de quelques-uns ou la violence de beaucoup ». Ils précisent que : « ... personne ici n'a dit que la révolution puisse être l'affaire de quelques élus, si héroïques, ardents ou disposés au sacrifice qu'ils se montrent. (...) Notre attention se concentre sur la recherche des voies qui permettront aux masses d'approcher leur but, en abandonnant les voies de garage et les chemins battus (qui, comme cela est déjà parfaitement démontré, ne mènent nulle part). N'est-ce pas là, précisément, la mission de tout parti authentiquement communiste ? » (In Correspondances Révolutionnaires n°8, octobre-décembre 1990.)

On ne peut légitimement opposer, comme s'il fallait faire un choix, grève des mineurs anglais d'un côté et expérience des Brigades Rouges de l'autre. Dans le premier cas il s'agit d'une puissante lutte prolétarienne revendicative, dans le second d'une activité communiste en direction de la classe. Le rapport entre ces deux données est d'interaction et non d'exclusion. Face à une grande lutte ouvrière comme celle des mineurs anglais dans la première moitié des années 1980, les communistes doivent agir d'une double façon. Ils doivent appuyer cette lutte telle qu'elle est et ils doivent en même temps saisir les

possibilités qu'elle leur offre pour étendre leur influence politique et leurs ramifications organisationnelles. L'expérience des BR doit donc être étudiée de ce point de vue car elle est riche d'enseignements, non pas dans la prétention absurde de remplacer les luttes des masses mais dans la recherche d'une efficiente interaction avec elles au profit de l'avancée révolutionnaire.

Le faux dilemme opposant violence minoritaire et majoritaire débouche inévitablement sur des schémas opportunistes rejetant des notions du Marxisme-Léninisme aussi importantes que, par exemple, l'analyse historique ou le concept d'avant-garde. Violence minoritaire (*partitiste*) et violence majoritaire ne s'excluent nullement dans le cadre stratégique de la guerre révolutionnaire prolongée, pas plus que lutte armée et « patient travail de politisation et d'organisation » ou encore guérilla et insurrection. Rien ne pousse à choisir entre ces données et tout force à les combiner au profit du progrès révolutionnaire : la violence des masses bénéficiera de l'influence, de l'expérience et des forces accumulées par la violence révolutionnaire communiste, le « patient travail de politisation et d'organisation » trouvera dans la propagande armée un atout majeur et l'insurrection viendra à son heure couronner la guerre de guérilla.

### Une brève conclusion

Bien des points de notre propos restent sûrement à préciser, explorer, analyser. Nous en sommes conscients. Mais cela ne nous empêche pas d'être pleinement convaincus de la justesse des idées que nous avons avancées dans ce travail, justesse selon nous établie malgré la défaite de notre organisation en 1986 et, dans une certaine mesure, grâce à elle.

Nous avons coutume au moment d'achever une rédaction de nous excuser de la piètre forme de notre travail. Nous n'y manquerons pas cette fois-ci, en toute sincérité. Nous espérons que nos lecteurs ne se sont pas fatigués trop vite de nos lourdeurs de style, répétitions inutiles, abus de la langue de bois, etc. Nous tâchons de nous améliorer à cet égard, mais bien écrire aussi s'apprend !

Un dernier problème spécifique et très important doit être abordé. Il concerne le sujet même de la discussion... et la difficulté d'en traiter publiquement. Comment en effet débattre sereinement — librement — sous le nez des flics des questions qui doivent être réglées hors de leur contrôle ? Certes on peut ramener tant que faire se peut l'affaire au domaine théorique le plus strict, abstrait. Mais comment oublier que pour nous la théorie est un guide pour l'action ? Nous nous rendons compte aussi de la *facilité* de notre situation : les soucis tactiques ne nous rongent vraiment pas là où nous sommes pour l'instant. Alors nous voulons rassurer les camarades de l'OCML Voie Proletarienne de notre compréhension du problème. Nous nous en remettons entièrement à eux pour juger de la façon dont ils peuvent poursuivre le débat. Nous savons qu'ils chercheront la manière la plus profitable à notre cause commune, la cause du communisme.

### **Collectif des prisonnièr(e)s des Cellules Communistes Combattantes**

Premier mai 1992



## Comité Directeur de Voie Prolétarienne

### **VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE ET CONSTRUCTION DU PARTI, AUJOURD'HUI, EN EUROPE**

Nous avons accepté le débat proposé par les camarades emprisonnés des Cellules Communistes Combattantes en Belgique pour une double raison.

D'abord parce qu'ils proposent **un vrai débat**, pour approfondir la voie de la révolution communiste dans nos pays, débat constructif et dénué de mesquineries sectaires. Nous sommes d'ailleurs presque gênés des fleurs qu'ils nous envoient, dans la mesure où les camarades nous donnent une importance que nous ne sommes pas sûrs d'avoir. Ce style de débat tout à fait correct ne veut évidemment pas dire recherche d'une unité au rabais, leur contribution, comme la nôtre montrant au contraire le souci de défendre son point de vue et de convaincre. Ce style de débat est trop rare pour que nous refusions la proposition, d'autant (comme le remarquent justement les camarades) que nous avons oscillé à ce propos.

De plus, il s'agit **d'une question importante**, qui sème la confusion parmi les militant(e)s qui se réclament du communisme. Jouons cartes sur table: un certain nombre de militant(e)s (en France du moins), sont réduit(e)s à l'impuissance politique et stérilisé(e)s par la fascination qu'exerce encore l'expérience passée de la lutte armée en Europe. Impuissance faute de perspective qui réponde aujourd'hui à cette attente... Nous voulons tordre le cou à une certaine forme de romantisme autour de la lutte armée, comme solution hypothétique face aux difficultés actuelles du communisme militant.

Pourquoi avec les CCC? Parce que ce sont les camarades qui nous l'ont proposé, sous une forme qui nous convenait. Le courant *combattant* en Europe a toujours retenu notre attention, plus particulièrement sa fraction qui se réclamait du Marxisme-Léninisme. Et dans celle-ci, les débats au sein des Brigades Rouges, puis la constitution des CCC nous intéressaient particulièrement, dans la mesure où *primo* nous partagions une même critique des (ex-)pays de l'Est et *secundo* nous nous rejoignons sur un projet théorique commun, la construction du Parti et le travail pour faire émerger une conscience communiste dans l'avant-garde ouvrière. Outre, bien entendu, l'accord avec la place de la lutte armée dans l'histoire, même si nous jugeons qu'elle n'est pas d'actualité en France, ni probablement en Belgique.

#### Le contexte politique de la lutte armée

##### A. Une position générale

Avant de revenir sur nos divergences, il nous faut revenir sur les conditions de cette forme de lutte. C'est en effet une constante de tout le courant *combattant* européen de traiter de la lutte armée «en général», sans caractériser le contexte dans lequel elle se déroule. Il n'y a rien de plus faux.

Le fameux texte de Lénine «La guerre de partisans» (cité par les camarades) commence ainsi:

«En premier lieu, le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à quelque forme de combat unique et déterminée. (...) Absolument hostile à toutes les formules abstraites, à toutes les recettes de doctrinaires, le marxisme veut que l'on considère attentivement la lutte **de masse** qui se déroule et qui, au fur et à mesure du développement du mouvement, des progrès de la conscience des

masses, de l'aggravation des crises économiques et politiques, fait naître sans cesse de nouveaux procédés, de plus en plus variés, de défense et d'attaque. (...)

« En second lieu, le marxisme exige absolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect **historique**. Poser cette question en dehors des circonstances historiques, concrètes, c'est ignorer l'abc du matérialisme dialectique. À des moments distincts de l'évolution économique, en fonction des diverses conditions dans la situation politique, dans les cultures nationales, dans les conditions d'existence, etc., différentes formes de lutte se hissent au premier plan, deviennent principales, et par la suite, les formes secondaires, accessoires, se modifient à leur tour. Essayer de répondre par oui ou par non, quand la question se pose d'apprécier un moyen déterminé de lutte, sans examiner en détail les circonstances concrètes du mouvement au degré de développement qu'il a atteint, ce serait abandonner complètement le terrain marxiste. »

De fait, tous les théoriciens du marxisme se sont attachés à situer la lutte armée dans son contexte politique. Les écrits militaires de Mao Tsé-toung traitent très précisément de la Chine des années 1930 et commencent par l'analyse de la situation économique, politique et sociale dans le pays (« Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine ? ») Le livre de A. Neuberg écrit sous l'autorité de l'Internationale Communiste en 1931 pour théoriser « l'insurrection armée », commence le bilan de chaque expérience particulière par une même analyse (« La situation politique générale en Estonie en 1924 » ; « La situation en Allemagne et à Hambourg en 1923 » ; « La situation en Chine et à Canton en 1927 »).

Pour ce qui est de Lénine, sa position a évolué en fonction des périodes : nette opposition à la lutte armée en 1901/1902 (« Par où commencer ? », « Que faire ? »), pourtant en période de flux dans le mouvement de masse, mais de confusion et de dispersion du mouvement militant. Appel à la lutte armée lors de la révolution de 1905, puis poursuite et développement de « la guerre de partisans » en 1906 après l'échec de la révolution (mais persistance d'un fort mouvement de masse), à nouveau condamnation en 1908 en pleine période de désorganisation et de reflux, puis organisation de l'insurrection d'Octobre en 1917.

Le désaccord entre les camarades des CCC et nous ne porte ni sur la validité de la lutte armée pour la prise du pouvoir, ni sur le principe de la construction du Parti. Il porte sur l'opportunité, **aujourd'hui, dans nos pays**, de mener la lutte armée.

## B. La lutte armée en Europe

Parler de nécessité de la lutte armée en Europe, c'est la justifier politiquement, dans le contexte actuel. Malheureusement, les camarades des CCC (comme la plupart des militants combattants) sont silencieux à ce propos, et restent à l'affirmation de principe de sa nécessité. Leurs documents sont hors du temps, et bien malin qui pourrait dire en quelle année ils ont été écrits.

Nous laisserons de côté la lutte de la RAF allemande et d'Action Directe en France. Pour ce qui est des Brigades Rouges en Italie, il serait plus que nécessaire d'avoir un bilan historico-politique de l'apparition et du déclin de cette organisation, **dans le contexte de l'Italie des années 1970**. Nous manquons d'éléments, et sommes mal placés pour faire ce bilan, mais nous pouvons noter leur développement sur la base *primo* d'une forte progression du mouvement ouvrier, en quantité comme en qualité (autodéfense et violence spontanée), *secundo* de la dérive social-démocrate ouverte du PC italien, *tertio* du rejet et de la disparition de l'extrême gauche traditionnelle (Lotta Continua et Avanguardia Operaia par exemple) à partir de l'échec constaté de leur opportunisme envers le PCI justement. C'est donc sur la base du discrédit des partis traditionnels, en pleine confusion idéologique, que se sont constituées les BR. Cela n'est évidemment pas indifférent pour comprendre leur évolution ultérieure...

Qu'on s'entende bien : nous respectons profondément les camarades qui se sont engagés sur ce chemin. Mais leur critique est nécessaire et servira la cause de la révolution.

Les camarades des CCC affirment la nécessité de la lutte armée. Nous posons la question : quels sont les éléments politiques conjoncturels qui justifient cette affirmation ?

### C. La situation en France

Sans doute est-elle similaire en Belgique...

Situation non révolutionnaire, nous sommes d'accord. Période de restructurations, d'affrontement bourgeoisie/prolétariat où la première est à l'offensive et la classe ouvrière en recul, avec reflux idéologique, individualisme, esprit d'entreprise, consensus compétitif. Discrédit des réformistes traditionnels qui laisse un champ libre au *radicaux* économistes du style PTB en Belgique ou Lutte Ouvrière en France, ou aux réformistes modernes que sont les écologistes. Confusion à la suite de l'effondrement du bloc de l'Est, interrogations sur le socialisme, réapparition de l'anarchosyndicalisme, etc.

Nous n'allons pas refaire ici l'analyse de la conjoncture publiée par ailleurs (voir notre brochure « Nous vivons une époque formidable »). Mais c'est **cette** analyse qui justifie notre position relativement à la lutte armée. Les conditions objectives (caractère de la crise actuelle) et subjectives (état des masses et des forces communistes) la rendent impossible et dangereuse. Nous verrons plus loin à quelles conditions l'envisager en période non révolutionnaire.

### Les caractères prêtés à la lutte armée

Le premier désaccord avec les camarades des CCC porte donc sur le contexte politique dans lequel nous intervenons.

Revenons maintenant sur les justifications données par les camarades de cette forme de lutte.

Nous avons bien noté ce qui nous unit, à savoir le rejet des conceptions anarchistes et du réformisme armé, l'accord sur une conception de la propagande armée (objectif politique atteint par des moyens militaires) insérée dans une conception plus vaste de la construction du Parti et de la marche au communisme. En ce sens, nous ne revenons pas sur la critique de la « propagande par le fait », que nous partageons et prenons acte de la conception des camarades de la propagande armée qui est bien différente. C'est d'ailleurs une constatation que nous avons faite dès les premiers textes des CCC et qui avait suscité notre intérêt, par la démarcation qu'ils introduisaient avec des organisations comme Action Directe.

### A. Porter des coups à l'ennemi

Revenons sur les divers arguments : « L'action armée vaut déjà en ce qu'elle aboutit généralement à une perte matérielle pour l'ennemi (...) cela signifie à la fois qu'il est possible de porter l'attaque dans son camp et qu'il existe dans le nôtre des forces résolues à le faire. »

Nous ne pouvons nier ce constat. On notera deux choses : d'une part que **la politique doit être au premier plan**, pour capitaliser les résultats de l'action armée. S'affirmer face à l'ennemi n'a d'intérêt dans la classe ouvrière que si l'on peut capitaliser en conscience et en organisation l'impact provoqué, ce qui suppose un certain nombre de conditions préalables. Faute de quoi on suscitera certes intérêt et sympathie, mais sans lendemain. D'autre part, les résultats de ce type d'action **dépendent de la dynamique et du contexte social et politique**. Période offensive de la classe ou repli, **la perspective et la dynamique** dans lesquelles s'inscrit l'acte armé sont fondamentales. On ne peut donc parler de propagande armée sans vision politique précise et actualisée.

Si nous sommes d'accord en général sur l'impact politique que peut avoir une action armée bien définie, cela ne suffit pas pour justifier sa mise en œuvre dès aujourd'hui.

## B. Rompre avec le réformisme

Le deuxième argument avancé par les camarades est plus surprenant, compte tenu des remarques générales contenues dans l'introduction de leur document : « Nous n'estimons pas la reconnaissance de la nécessité actuelle de la lutte armée comme la frontière entre forces révolutionnaires et forces révisionnistes. (...) La pratique armée n'est donc en aucun cas un critère de référence en soi. » Nous partageons tout à fait cette analyse (encore qu'il faudrait définir **où** se trouve la frontière, on y reviendra...)

Comment alors comprendre les affirmations répétées comme quoi : « la lutte armée (...) réduit par là à quasi rien la marge de manœuvre du réformisme », ou encore : « [la lutte armée] trace matériellement une ligne de démarcation bien nette entre l'ennemi et nous. (...) révèle au prolétariat l'existence d'une initiative réellement révolutionnaire, réellement irréductible. » ?

Dans notre plaquette « Situation en Europe et lutte armée », nous avons déjà eu l'occasion d'affirmer notre désaccord avec cette position qui traduit encore une confusion entre la conscience spontanée (sympathie, sentiment de revanche...) produite par l'acte et l'apparition de la conscience communiste. **La deuxième ne découle nullement automatiquement de la première.** Et les exemples ne manquent pas en Europe même, de groupes armés (« réellement révolutionnaires » pourrions-nous interroger ?) ayant dégénéré pour cause d'orientation idéologique vacillante, voire carrément réformiste. Sans vouloir tourner le couteau dans la plaie, le dernier document de la Fraction Armée Rouge allemande datée du 10 avril proposant l'arrêt de la lutte armée en échange de la clémence de l'État allemand envers ses prisonniers politiques en est une illustration.

Autre exemple, les confusions largement répandues (sauf chez les CCC, d'où l'intérêt de notre part...) sur la nature du socialisme et des (ex-)pays de l'Est. Chez Action Directe, à la RAF, au sein des Brigades Rouges, au PCE(r) se retrouvent de mêmes hésitations, voire erreurs. Pour nous, la compréhension du socialisme est une délimitation majeure avec l'opportunisme, dans la mesure où la société de demain se prépare dès aujourd'hui. Et nous ne pouvons rien avoir de commun avec des militants qui considèrent que la Chine des massacres de Tien An Men ou la RDA sont ou étaient des pays socialistes.

La lutte armée est **une** délimitation **pratique**, à l'impact politique réel, mais une fois de plus c'est l'orientation idéologique et politique qui prévaut, et la capacité à la cristalliser en conscience et organisation communiste.

## C. Lutte armée et légalisme

En fait, il nous semble que les camarades font une confusion entre plusieurs niveaux :

« La pratique armée matérialise l'idée même (...) d'une émancipation lucide et assumée du fonctionnement démocratique bourgeois. Une lutte à prétention révolutionnaire mais œuvrant seulement dans le cadre général du système est porteuse d'un vice de base objectif et souffrira toujours à présent — et à juste titre — d'un manque de crédibilité historique et politique aux yeux du prolétariat ». La critique au légalisme et au démocratism bourgeois est évidemment juste et une des pierres de touche qui distinguent opportunistes et révolutionnaires. C'est le sens d'ailleurs de la citation de Lénine reproduite par les camarades, que nous partageons et nous n'avons pas, depuis notre création, eu les dents trop dures contre toutes les variantes de ce courant.

Mais on ne peut assimiler « illégalité », « violence révolutionnaire » et « pratique de la lutte armée », marche que les camarades sautent allégrement. Dans la lutte contre le légalisme et le *démocratism*, il y a tous les degrés, dont le choix dépend du contexte. Frédéric Oriach ne dit d'ailleurs pas autre chose, dans la comparaison entre la Russie tsariste et l'Europe de la démocratie bourgeoise.

Aujourd'hui, l'éducation révolutionnaire contre le légalisme et le *démocratism* fait partie intégrante d'une activité communiste, sans forcément atteindre le niveau de la lutte armée. Nous y reviendrons.

## D. La lutte armée comme élément stratégique

Nous avons fait le tour des éléments précis justifiant l'activité armée aujourd'hui. Reste le retour sur les considérations générales justifiant stratégiquement cette activité.

La position des communistes combattants (dont les CCC) rend la lutte armée incontournable, dès maintenant, quelles que soient les conditions politiques objectives et subjectives. C'est un glissement important à partir de la conception marxiste et léniniste qui, au minimum, manque de justifications.

Nous comprenons fort bien que les camarades fassent la différence avec la position de Lénine dans « La guerre de partisans », le contexte n'est pas le même. Mais nous n'acceptons pas ce caractère *anhistorique* prêté à la lutte armée ; en bref, nous aimerions bien savoir ce qui se cache derrière le mot « stratégique ».

Car le marxisme nous enseigne que la stratégie se réalise par une succession de tactiques appropriées, selon les périodes et les contradictions politiques rencontrées. Le rapport entre stratégie et tactique est éminemment délicat, c'est d'ailleurs toujours là que se révèle l'opportunisme.

Nous nous revendiquons également du caractère « stratégique » de la violence révolutionnaire, dont la lutte armée est un aspect. Stratégique, comme conséquence d'une société de classe qu'il s'agit d'abolir par la violence puisqu'il n'y a pas d'autres moyens, d'abord par la prise du pouvoir d'État, ensuite par la dictature du prolétariat dans le cadre de la transition au communisme. Stratégique en ce sens donc qu'il ne peut y avoir de révolution pacifique, ni avant, ni après la prise du pouvoir. Voilà le sens que **nous** donnons au terme « stratégique ».

Mais cette stratégie passe par diverses étapes, dont celle actuelle, de la consolidation d'une organisation, la constitution d'un programme révolutionnaire pour construire le Parti.

Par contre, le contenu « stratégique » donné par le courant communiste combattant nous semble différent. Il insiste plus sur **une** délimitation (que nous jugeons superficielle) avec le réformisme et le pacifisme, et s'appuie sur une critique incomplète des thèses *insurrectionnalistes* issues de l'Internationale Communiste. Précisons : les révolutions insurrectionnelles avaient marqué les années 1920 (Russie, Allemagne, Hongrie) et l'Internationale y avait joué un rôle dirigeant. Les tendances opportunistes qui se développaient alors dans le mouvement communiste se sont appuyées sur un bilan mécanique et économiste de ces expériences pour déraiper sur des positions erronées : il s'agissait de thèses très économistes, qui limitaient l'activité politique au domaine légal et pacifique en attendant que les conditions de l'insurrection soient réunies. Le courant combattant a rejeté justement ces thèses étroites, mais sans pour autant clarifier le rapport entre politique et lutte armée. Et le rejet des thèses opportunistes a débouché sur le rejet de l'insurrection, sur des thèses fantaisistes telles la Guerre Populaire Prolongée en Europe (copie plaquée du modèle chinois), et la lutte armée point achevé de la délimitation politique.

Les camarades des CCC ne partagent pas toutes ces positions caricaturales, fort heureusement. Mais ils ne s'en démarquent pas pour ce qui a trait de la lutte armée, sans pour autant faire le bilan du marxisme et du mouvement communiste international dont ils se revendiquent par ailleurs à juste titre. S'il s'avère que le marxisme s'est trompé, ou que les conditions ont qualitativement changé, il faut en faire la preuve.

Ce ne sont pas les faibles résultats de nos activités respectives qui permettent actuellement de trancher sur la justesse de l'orientation proposée. Plutôt que d'en rester aux actes de foi respectifs (pour ou contre la lutte armée), il faut faire le bilan des expériences passées, qui ne manquent pas. S'il faut rejeter la conception *insurrectionnaliste*, cela n'implique pas pour autant le développement dès aujourd'hui de la lutte armée.

Les camarades communistes combattants en Europe sont enfermés dans cette logique « pour ou contre la lutte armée », alors que le débat stratégique est « pour ou contre la

soumission à l'ordre bourgeois», la lutte armée n'étant qu'une délimitation, d'un très haut degré, à cet ordre.

## Le rôle de la politique

### A. L'impact de la lutte armée

Les camarades ont noté l'impact de leurs actions armées dans les couches populaires. Nous aussi avons noté cet impact dans les usines. L'enlèvement d'Aldo Moro, l'exécution de Carrero Blanco ou de Besse ont provoqué de larges réactions de sympathie, de sentiment de « revanche » comme noté justement par les camarades. C'est incontestable, et il est juste de parler de « potentialités » révélées par de tels actes.

Mais les camarades surestiment cet impact : « Jamais le projet révolutionnaire n'a resurgi avec autant de puissance, jamais l'accueil réservé par la classe ouvrière au discours révolutionnaire communiste n'a été meilleur que quand les Cellules assénaient avec entrain des coups politiques (...) au régime et à la bourgeoisie. ». Nous ignorons la situation en Belgique, mais nous pouvons imaginer qu'elle n'est pas fondamentalement différente de celle en France. Nous pouvons être aveuglés par nos propres conceptions politiques, mais nous sommes très attentifs à l'état d'esprit de la classe. Nous pouvons faire beaucoup d'erreurs mais nous avons la prétention de relativement bien connaître le monde ouvrier où nous évoluons. Une telle affirmation nous semble exagérée.

Et puis, la critique principale : **quel projet révolutionnaire ?** Dans l'hypothèse où les actions armées avaient suscité une telle vague d'intérêt dans l'avant-garde, où était le projet politique et l'organisation capables de les cristalliser ? Ils ne sont pas dans l'acte lui-même, les camarades des CCC ne partagent pas cette interprétation spontanéiste.

Reprenons la délimitation avec le réformisme. Où se situait-elle, hormis relativement au pacifisme ? Rappelons que pour nous la caractérisation principale du réformisme (social-démocrate, révisionniste, écologiste ou autre...) est de **défendre l'impérialisme**, en ne voulant que le « réformer », et que le réformisme armé peut parfaitement exister.

### B. Parti et lutte armée

Les camarades des CCC reviennent sur leur expérience de construction du Parti de manière autocritique (intéressante au demeurant) en termes de « dysfonctionnement » avec l'activité militaire. Mais dans le rapport entre politique et militaire, il ne suffit pas de dire qu'il y a une relation dialectique, il faut en définir **l'aspect principal**, au risque de l'éclectisme.

Si nous sommes d'accord pour affirmer que « la politique doit être au poste de commande », et que « le parti commande au fusil », les tâches organisationnelles, politiques, théoriques, les tâches de parti, ne sont pas des questions techniques mais une conception politique, une conception **des priorités dans les tâches** à un moment donné.

Il est juste de dire que l'organisation se développe dans la lutte révolutionnaire ou « dans le feu de la lutte des classes » comme nous disons. Mais peut-on glisser vers une position plus précise « le parti se construit ni hors ni avant, mais dans la lutte armée » (ce n'est pas ce que disent les camarades, soyons honnêtes ; mais toute la page prête à cette interprétation...)

Nous sommes en désaccord avec cette conception déjà ancienne dans le mouvement communiste. C'était par exemple la thèse de Régis Debray (« Révolution dans la révolution ») pour justifier les conceptions cubaines **contre** la révolution chinoise. On ne compte plus les échecs de mouvements armés ou de guérillas en Europe ou ailleurs, faute d'une direction politique solide. La lutte armée porte l'affrontement avec l'appareil d'État à un niveau tel qu'elle exige une solidité idéologique et politique très élevée, même si nous reconnaissons qu'il n'y a aucune garantie et que cette fermeté se renforce dans la lutte armée. Mais des conditions politiques et idéologiques **de départ** sont indispensables, au risque de tous les dérapages.

En ce sens, pour ce qui concerne les Brigades Rouges, il n'est pas correct de mettre d'un côté les succès (impact, tremblement de terre politique et social) et de l'autre les échecs (effondrement idéologique et politique). C'est une seule orientation qui a dominé ce courant, dont le caractère principal était le militarisme lié au spontanéisme face au mouvement ouvrier.

### C. Les conditions de la lutte armée

Selon nous les conditions sont de trois ordres :

- Un projet communiste nécessaire et suffisant pour se délimiter des diverses variantes de l'opportunisme et du réformisme, non pas en général, mais dans la période considérée.
- Un lien aux masses, dans le sens où, même si la situation n'est pas révolutionnaire, les actions armées reflètent l'état de la classe. C'est dans ce sens qu'il faut juger les Brigades Rouges, nées dans une situation d'effervescence ouvrière. Ou qu'il faudrait s'interroger sur des périodes passées comme Mai 1968 ou autres, pourtant non révolutionnaires.
- Un lien aux masses, dans le sens matériel et organique du terme. Il s'agit là d'aspects logistiques et techniques que nous ne connaissons qu'indirectement par l'expérience du mouvement communiste international, et que les camarades des CCC connaissent beaucoup mieux que nous. Dans un pays impérialiste, où l'appareil d'État est très centralisé et omniprésent (à un degré inconnu dans les pays dominés, il faut le rappeler), la suivie d'une organisation politico-militaire nécessite des moyens matériels (hébergement, armement, déplacements...) impensables sans un lien étroit à des réseaux de soutien larges. Sinon, et d'autres expériences l'ont prouvé (au Brésil en particulier au début des années 1970) l'organisation armée risque fort de ne pouvoir survivre qu'en vase clos en consacrant une part croissante de son énergie à sa propre survie.

D'autant que la propagande armée, pour avoir une efficacité au niveau où elle intervient, doit revêtir un certain caractère **systematique**, au risque d'apparaître comme ponctuelle... D'où des exigences à ce niveau.

Aucune des trois conditions n'est aujourd'hui selon nous réunie dans nos pays, même si nous avons avancé sur la question du programme. En ce sens, nous partageons les conceptions de Lénine en 1901/1902 en Russie (pourtant une période de croissance du mouvement spontané!) :

« Sur le plan des principes, nous n'avons jamais rejeté ni ne pouvons rejeter la terreur. C'est un des aspects de guerre qui peut convenir parfaitement et même être indispensable à un certain moment du combat, dans un certain état de l'armée et dans certaines conditions. Mais le fait est justement qu'on nous propose aujourd'hui la terreur non point comme l'une des opérations d'une armée combattante, opération étroitement rattachée et articulée à tout le système de la lutte, mais comme un moyen d'attaque isolée, indépendant de toute armée et se suffisant à lui-même. À défaut d'une organisation révolutionnaire centrale et avec des organisations révolutionnaires locales faibles, la terreur ne saurait être autre chose. C'est bien pourquoi nous déclarons résolument que, dans les circonstances actuelles, la terreur est une arme inopportune, inopérante, qui détourne les combattants les plus actifs de leur tâche véritable et la plus importante pour tout le mouvement, et qui désorganise non pas les forces gouvernementales, mais les forces révolutionnaires. » (« Par où commencer? » — 1901).

Aujourd'hui selon nous, le « communisme combattant » (version moderne du terrorisme de l'époque de Lénine) gaspille des forces révolutionnaires, des énergies militantes, en stérilise d'autres détournées des tâches urgentes du moment : combattre la confusion sur tous les terrains, reconstruire le Parti, se lier à la classe ouvrière, recréer le cadre politique et organisationnel nécessaire pour pouvoir changer d'échelle dans l'activité.

## Autocritiques

### A. Les oscillations de Voie Prolétarienne

Les camarades des CCC ont fait une analyse assez fidèle de nos évolutions et hésitations et nous n'éprouvons pas le besoin de revenir sur les divers aspects de notre politique en matière de lutte armée.

Ils ont raison de montrer notre évolution en fonction de l'évolution du courant *combattant* lui-même (soit dit en passant, cela relativise la critique à notre rencontre...). Cela a été le cas, et grosso modo comme ils le décrivent. Ils ont raison de noter le trou dans notre position relativement à la lutte armée en période non révolutionnaire. C'est effectivement une lacune, même si cette réponse apporte quelques éléments supplémentaires.

Mais ils ne vont pas au fond de la critique de ces hésitations.

Voie Prolétarienne se réclame du Mouvement Communiste International, dans ses succès comme dans ses erreurs dont le bilan est fait ou à faire. À notre constitution nous avons partagé les thèses «classiques» du Marxisme-Léninisme, économistes, *étapistes* (c'est-à-dire préparant la prise du pouvoir sans s'interroger sur la nature de la société socialiste à construire, et donc les préparations politiques nécessaires, dès aujourd'hui), et *insurrectionnalistes* (c'est-à-dire de lutte pacifique, en attendant «le matin du grand soir»).

Notre évolution, l'approfondissement de la compréhension du socialisme, la lutte politique, nous ont permis d'avancer et de remettre en cause ces conceptions. Critique de la Théorie des Forces productives, compréhension du socialisme comme transition et lutte des classes, de la violence révolutionnaire comme partie intégrante du processus de la lutte des classes, nous avons progressé. Mais dans cette remise en cause, nous avons aussi été influencés par des conceptions étrangères au marxisme. Par des conceptions «alternatives», qui remettaient en cause dans les faits l'importance de la prise du pouvoir d'État, par des conceptions guérilléristes de la lutte armée (présentes chez une partie des Brigades Rouges) qui prétendaient faire vivre le communisme immédiat...

Ce n'est que peu à peu que nous redressons la barre dans la définition tant **d'un projet communiste**, que **des voies et moyens** pour y parvenir, et **les tâches du moment**.

Nos hésitations à propos de la lutte armée ne relèvent pas de doutes sur son rôle historique. Elles relèvent des grandes difficultés du travail politique dans la période actuelle, dans l'Europe impérialiste, des faibles résultats atteints pour l'énergie dépensée.

Aujourd'hui, nous savons mieux où nous en sommes. Nous savons que la violence révolutionnaire est inéluctable parce que **c'est une composante du pouvoir ouvrier** (et pas seulement une «technique» particulière). En ce sens, nous avons rompu avec les conceptions pacifistes et *étapistes*. Mais nous savons qu'aujourd'hui elle n'est pas d'actualité et que **toutes** les forces communistes doivent être concentrées sur la tâche principale du moment, la construction politique, idéologique et organisationnelle pour le Parti. Une des principales leçons politico-militaires du mouvement communiste international, de Lénine à Mao, de Neuberger au PCP, c'est **la concentration des forces communistes**, et non pas leur éparpillement. Cela est valable dans le choix des priorités.

Au niveau de l'autocritique, nous voudrions souligner la justesse de la critique à notre égard des camarades des CCC à propos du rapport entre avant-garde et masse. Il est faux d'opposer violence de masse et violence de l'avant-garde, tout dépend du contexte politique et des conditions de cette violence, tant pour les masses que pour l'avant-garde, de la perspective politique dans laquelle elles se situent. Rejeter par principe le rôle de la violence d'avant-garde, c'est se lier les mains, s'enchaîner au pacifisme et à l'impérialisme.

Le point de vue donné dans l'article «Terrorisme et politique» de Partisan avait d'ailleurs été critiqué à l'époque dans Voie Prolétarienne, sans que nous ayons eu l'occasion d'y revenir publiquement. Il reflétait là encore les oscillations et hésitations de notre organisation à un



moment où il s'agissait de redresser la barre face aux dérives alternatives qui nous menaçaient. Ceci dit non pour excuser le point de vue, mais pour situer le contexte de l'article.

Il est en tous les cas exact de critiquer sévèrement ce point de vue, partagé en France par des organisations comme la LCR ou Lutte Ouvrière et nous remercions les camarades des CCC de l'avoir fait.

## B. Le dysfonctionnement des CCC

Les camarades font un bilan autocritique de leur activité sérieux et intéressant. Ils n'esquivent pas le problème essentiel: la faiblesse du travail autour de la propagande armée. C'est bien une question clé, également relevée par les camarades italiens de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant. Notons que c'est toujours la question que nous avons soulevée par exemple relativement à l'activité des CCC (cf. Partisan n°23 et n°35), et que ce débat date dans le mouvement combattant de 1983 avec la publication en Italie du livre « Politique et Révolution » (voir La Cause du Communisme n°9).

Les camarades notent plusieurs critiques à leur activité: « un dysfonctionnement entre activité politique et propagande armée », dont la dialectique a été mal perçue, une division tacite des tâches entre forces légales et illégales qui s'est révélée inopérante, une négligence dans le travail de formation de cadres, une déviation de type militariste.

Camarades, nous vous respectons profondément comme communistes, ayant fait un choix politique et un engagement au plus haut niveau. Mais la description que vous faites de vos erreurs a déjà existé dans l'histoire du mouvement communiste: il ne s'agit pas d'une déviation sur la base d'une conception juste, mais **d'une conception militariste**, où le fusil commande au Parti et non l'inverse. Nous ne voulons pas aligner les adjectifs en « iste », mais souligner qu'il vous faut pousser l'autocritique jusqu'au bout.

— Parler de « dysfonctionnement » n'est pas correct, ce n'est pas une caractérisation politique, c'est un terme technique.

— Parler de « dialectique » non maîtrisée ne sert à rien si on ne définit pas l'aspect principal de la contradiction.

— Parler de « surestimation » sans expliquer politiquement sur la base de quelles conceptions elle s'est constituée ne permet pas d'avancer.

En bref, il nous semble que votre autocritique touche le fond du problème (l'aspect principal du travail politique), mais en restant à un niveau technique. Vous ne pourrez pas avancer de cette manière, vous ne pourrez produire que des corrections empiriques, sans toucher au fond des déviations.

Il nous semble que comme d'autres communistes combattants européens vous êtes amenés à faire un bilan sévère de votre activité, mais que vous n'arrivez pas à sortir du faux dilemme « lutte armée ou pas lutte armée », ce qui revient quoi que vous en pensiez, à en faire la délimitation finale entre opportunisme et révolutionnaire.

Admettre qu'il faut « mettre la politique au poste de commande », c'est faire une analyse concrète de la situation concrète, de la classe, du réformisme, du mouvement révolutionnaire. Et se donner les moyens d'y répondre à tous les niveaux, **avec les forces disponibles**, ce qui permet de définir les priorités dans les tâches. Ne rêvons pas: nous n'avons pas **aujourd'hui** les moyens de peser sur la situation dans son ensemble. Il faut travailler au niveau où nous en sommes, modestement, mais avec les ambitions démesurées qui sont les nôtres, cela ne veut nullement pas dire se soumettre aux difficultés.

Pour nombre de militants (pas ceux qui sont passés à l'acte, bien entendu!) qui se réclament du communisme, l'attente de « la lutte armée en Europe » est un rêve romantique qui justifie leur impuissance, et la recherche illusoire d'un moyen pour échapper aux difficultés actuelles du travail militant. Il faut en finir avec ce rêve, accepter de regarder la

réalité en face, et se mettre au travail en matérialistes. Ou accepter définitivement de rester spectateurs de la lutte des classes.

Vous croyez que votre autocritique ne remet pas en cause la justesse de votre conception. Nous prétendons que si. Que si vous deviez **pratiquement** mettre en œuvre la conception de la politique au poste de commande, de la construction du Parti, dont vous vous réclamez, vous seriez **contraints, dans les conditions présentes**, de ne pas mettre en œuvre la lutte armée pour solidifier politiquement et idéologiquement une organisation de combat. Cela vous est sans doute impossible à admettre, et pourtant, camarades, poussez le bilan de votre activité tel que vous l'avez commencé...

Il est très significatif que cette question commence à être débattue dans le mouvement combattant européen. Certes de manière très confuse, où le réformisme et les repentis font leur trou. Mais ce que nous reprochons à la RAF ce n'est pas de proposer l'arrêt des actions armées. C'est d'une part de ne pas justifier les supposés changements de la conjoncture y conduisant, d'autre part de chercher à négocier cet arrêt avec l'impérialisme contre des réformes. Il n'empêche, les camarades font le constat de leur isolement et de l'impasse de leur activité depuis des années. De même qu'en 1984 au sein même des BR-PCC ce débat était soulevé par ce qui allait donner l'UCC (quelles que soient ses dérives ultérieures), et repris par la Cellule déjà citée.

La lutte armée n'est pas affaire de **dogme**. C'est une question de conditions politiques.

Notre critique peut sembler bien présomptueuse, de la part de camarades qui, comme nous, n'ont pas engagé la lutte à ce niveau. Elle l'est d'une certaine manière, à la mesure de nos ambitions. À contre courant toujours, nous sommes désolés (au sens fort du terme) de voir des énergies gaspillées, des camarades comme ceux des CCC se fourvoyer dans des impasses, alors que les cadres communistes sont si rares.

Il ne faut pas s'y tromper : nous pouvons, nous aussi, regretter l'absence d'activité plus stimulante, le travail au ras des pâquerettes. Et pourtant, nous savons que c'est ainsi **qu'aujourd'hui** il nous faut avancer.

## Quelles tâches aujourd'hui ?

### A. Une ambition démesurée

Le rôle des communistes est énorme, et dans toutes les directions :

— Elaborer un programme pour délimiter les principales questions de la révolution. Ce que nous avons entamé autour de notre projet de plate-forme politique.

— Travailler dans la classe ouvrière à dégager les ouvriers avancés, pour les former en ouvriers communistes, former des cadres. Ce qui suppose propagande, travail sur la tactique, formation, écoles.

— Populariser les expériences les plus avancées du mouvement communiste mondial (la Guerre Populaire du PCP au Pérou), et du mouvement ouvrier pour tracer une orientation dans la lutte des classes.

— Polémiquer avec toutes les variantes de l'opportunisme et du réformisme, pour dégager le vrai du faux, rompre avec la confusion actuelle, redéfinir la voie communiste. Ce qui suppose un système de presse adapté.

— Travailler au niveau théorique, faire le bilan des expériences historiques du mouvement communiste, comprendre la société où nous vivons pour comprendre les moyens de la transformer.

— Organiser militants et sympathisants autour d'un programme et d'une définition des tâches politiques du moment.

Tout cela pour construire une organisation dont la perspective est la destruction de l'impérialisme et non son aménagement, ce qui suppose lutte implacable contre pacifisme, légalisme et *démocratisme*, et éducation au travail clandestin.

## B. Quelle éducation à la violence et à l'illégalité ?

L'heure n'est pas à la lutte armée. Cela ne veut pas dire que l'heure est au légalisme et au pacifisme. Dans la lutte des classes, au niveau où elle se mène, l'éducation des ouvriers d'avant-garde se mène déjà sur la violence. Citons quelques exemples :

- Occupations d'usine, piquets de grève à des degrés divers, jusqu'aux piquets armés (conflit Rufa), ou l'affrontement physique aux forces de répression.
- Réquisitions et défense de logements vides pour les mal-logés.
- Autodéfense face aux agressions racistes et fascistes dans les cités ou ailleurs (skinheads par exemple).
- Éventuellement travail dans l'armée sur une base anti-impérialiste.

Bien dérisoire, comparé à la lutte armée ? Pas du tout. C'est le niveau correspondant à l'**état actuel** du mouvement de masse et de l'organisation des communistes, qui permet d'éduquer, construire. Dans tous les cas, il ne s'agit nullement de s'aligner sur le mouvement de masse (voir les affrontements dans la sidérurgie) mais d'être un pas en avant (et pas deux), dans une période où l'autodéfense est la forme de l'éducation à l'illégalité et à la violence.

## C. Quelles garanties pour l'avenir ?

Nous pouvons maintenant en venir à l'ultime argument relatif à cette activité, à savoir l'éternel renvoi aux calendes grecques des « lendemains qui chantent ».

« L'effroyable sclérose frappant le large éventail des petits groupes qui rejettent la lutte armée aujourd'hui en même temps qu'ils prétendent la rallier demain (en cas de situation révolutionnaire) révèle combien l'extrême gauche apparue en opposition au révisionnisme des "PC" issus de la III<sup>e</sup> Internationale en a malgré tout hérité d'un des principaux vices de base. Car finalement, ces partis de la période 1920-1960 n'ont-ils pas été les premiers durant des décennies à vouloir préparer dans la légalité (ou "paralégalité") bourgeoise une insurrection... toujours reportée ? (...) Depuis plus ou moins trente ans maintenant une variété incroyable de petites forces végètent tant bien que mal, se partageant — avec une redoutable patience — entre un travail d'organisation et de politisation systématiquement stérile, les délices étranges de la scolastique et du dogmatisme, et une critique contemplative des réelles initiatives révolutionnaires souvent promptement expédiées à l'aide de la vieille tarte à la crème qu'est la "propagande par le fait". »

Nous ne reviendrons pas sur le caractère « réellement » révolutionnaire ou pas de la propagande armée. Ou sur la stérilité supposée de notre activité. Ce n'est pas dans ces termes que se pose le débat, même si l'efficacité de notre intervention est perpétuellement en discussion. Le bilan que font les camarades est trop rapide, fait l'impasse sur l'activité des PC dans les années 1920 et au début des années 1930 (y compris le bilan positif et négatif des insurrections), sur les périodes actives de la lutte des classes depuis et l'échec des organisations d'extrême gauche lié **avant tout** à leur orientation opportuniste voire réformiste radicale, et non pas à des formes de lutte inadéquates.

Dans les pays impérialistes (ailleurs non plus d'ailleurs), il n'y a pas de recette miracle au travail communiste, surtout dans une période de confusion et de repli.

Mais revenons à l'autre question lancinante qui nous est posée indirectement par les camarades des CCC : « — Qu'est-ce qui nous garantit que vous viendrez un jour à la lutte armée alors que vous la refusez pour aujourd'hui ? Que vous ne sombrerez pas dans le réformisme pacifiste déjà critiqué ? »

Nous pourrions ajouter une autre question du même ordre: «— Qu'est-ce qui nous garantit qu'une fois au pouvoir vous ne deviendrez pas de nouveaux bourgeois?» (question très présente dans le mouvement ouvrier).

Finissons-en avec une illusion bien répandue: **il n'y a aucune garantie**. Seule la fermeté de la ligne politique et idéologique, un travail théorique permanent, des cadres solides et en formation permanente, l'analyse vivante, la critique et l'autocritique permanente, un lien aux masses toujours renforcé, permettent de se donner les meilleures conditions pour l'avenir. C'est une lutte perpétuelle pour construire une organisation communiste (au sens réel du terme).

C'est aussi le débat entre communistes pour progresser ensemble, clarifier les confusions, délimiter le vrai du faux. En ce sens le débat que nous menons ensemble contribue à la préparation de ce futur et permet de dire (aujourd'hui) que nous ne tournons pas le dos à la violence révolutionnaire, que nous préparons sa mise en œuvre pour demain.

Nous pourrions retourner la question: «— Qu'est-ce qui garantit qu'une organisation combattante ne sombrera pas dans le militarisme?» Et le bilan de ces organisations en Europe reste à faire de manière détaillée.

## En conclusion

Nous avons essayé de faire le tour des quelques questions soulevées par les camarades des CCC. Sans doute ne réussirons-nous pas à nous convaincre?

Néanmoins, pour Voie Prolétarienne, cette discussion aura permis de clarifier notre conception et de mieux situer notre activité et comment nous concevions la lutte armée. Nous espérons que les camarades des CCC et les lecteurs auront pu également un peu en faire leur profit...

**Le Comité Directeur de Voie Prolétarienne**

Septembre 1992

# Collectif des Prisonnièr(e)s des Cellules Communistes Combattantes

## **LUTTE ARMÉE ET POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE (II)**

(Poursuite du débat avec l'OCML Voie Prolétarienne)

### Une brève introduction

Nous ne reviendrons pas ici sur les circonstances et les raisons à l'origine du débat entre notre collectif et l'organisation Voie Prolétarienne autour de la question de la lutte armée révolutionnaire. Nous considérons que le lecteur connaît les deux documents déjà produits, notre contribution initiale et la réponse des camarades de VP sous le titre « Violence révolutionnaire et construction du Parti, aujourd'hui, en Europe ». Ils ont été rassemblés dans une brochure éditée par la revue Correspondances Révolutionnaires en Belgique et par le journal Partisan (organe de VP) en France.

La réponse des camarades de Voie Prolétarienne nous a encouragés à poursuivre le débat. Le premier échange a déblayé le terrain, éclairci la situation et mis en évidence des points qui nécessitent l'approfondissement. Il nous est apparu que le centre de gravité de la discussion tenait dans la question de la stratégie révolutionnaire. La nécessité d'approfondir cette question est évidente à divers endroits de la réflexion, tant il est vrai que le recours à la lutte armée est pour nous principalement une question de stratégie révolutionnaire.

Nous aborderons aussi quelques points particuliers : les caractères de la lutte armée et la question de son contexte et de ses conditions, ou encore la critique de l'expérience des Cellules Communistes Combattantes en 1984/1985. Notre propos restera cependant sommaire, nous ne pourrions traiter ces points aussi complètement que nous le voudrions, sous peine de partir dans cent directions et d'empêtrer le débat dans mille digressions et données annexes. Ainsi, par exemple, nous ne parlerons pas ici des défauts de la stratégie « insurrectionnelle » ni de bien d'autres choses importantes. N'en doutons cependant pas : ces sujets s'imposeront inévitablement à l'occasion d'autres réflexions théoriques et politiques.

### Lutte armée et politique révolutionnaire (II)

#### A. Contexte et conditions de la lutte armée

Nous lisons dans la réponse de Voie Prolétarienne : « Parler de nécessité de la lutte armée en Europe, c'est la justifier politiquement, dans le contexte actuel. Malheureusement, les camarades des CCC (comme la plupart des militants combattants) sont silencieux à ce propos, et restent à l'affirmation de principe de sa nécessité. Leurs documents sont hors du temps, et bien malin qui pourrait dire en quelle année ils ont été écrits. (...) Les camarades des CCC affirment la nécessité de la lutte armée. Nous posons la question : quels sont les éléments politiques conjoncturels qui justifient cette affirmation ? »

Nos documents théoriques sur le sujet traitent peu des éléments politiques conjoncturels parce qu'effectivement nous pensons que la pratique armée s'impose à présent de façon générale, au-delà des particularités conjoncturelles (notre analyse du contexte politique actuel en Belgique est très proche de celle de VP en ce qui concerne la France, ce n'est pas à ce niveau qu'est situé le problème). Notons d'ailleurs que notre précédente intervention s'ouvrait sur le sous-titre : « Comment se pose le problème aujourd'hui », et que nous précisions plus loin : « Notre conception de la lutte armée... [s'appuie] sur les caractères historiques généraux de nos sociétés et l'objectif inaliénable de la révolution prolétarienne... »

Dès que les conditions objectives et subjectives d'une activité révolutionnaire — même minimale — sont réunies, il n'est historiquement plus possible de rejeter la lutte armée. Elle participe pleinement de la stratégie établie en alternative (disons même en dépassement) de la stratégie insurrectionnelle de type Komintern. Partout où il y a capitalisme — donc aussi dans les métropoles impérialistes à régime démocrate — il devrait y avoir lutte armée communiste, ne serait-ce que dans sa manifestation première de propagande armée.

Les camarades de Voie Proletarienne prennent en exemple le livre dans lequel Neuberg, en 1931, théorise l'insurrection armée pour le Komintern. Cet ouvrage étudie chaque expérience en commençant par analyser son contexte politique conjoncturel (Hambourg 1923, Canton 1927, etc.). Bien, mais il faut constater que ces analyses contextuelles n'ont dicté aucune différence d'ordre stratégique. Le livre de Neuberg théorise l'insurrection armée comme principe stratégique général. Il l'annonce dès un passage souligné au début du premier chapitre: « Nier la nécessité et la fatalité de l'insurrection armée et en général de la lutte armée du prolétariat contre les classes dominantes, c'est obligatoirement nier la lutte de classe dans son ensemble, nier la dictature du prolétariat et en même temps altérer les fondements mêmes du marxisme révolutionnaire, le ravalier à une doctrine répugnante de non-résistance. »

Neuberg théorise l'insurrection armée — projet stratégique — dont les modalités d'application (préparation, moment du déclenchement, etc.) varient selon la conjoncture. Il en va de même pour le projet stratégique de la Guerre Révolutionnaire Prolongée: seules ses modalités d'application varient selon la conjoncture.

Le projet stratégique du Komintern exigeait une préparation de chaque instant à l'insurrection armée, préparation dont les formes pouvaient varier en fonction des situations (ici l'insurrection sera précédée d'un mouvement de grèves allant crescendo, là elle tâchera de prendre l'ennemi par surprise, etc.). Le projet stratégique combattant exige une pratique soutenue de la lutte armée, d'abord sous la forme de la propagande armée — pratique variant en fonction des situations (objectifs, niveau de violence, étendue, etc.)

On peut maintenant considérer plus précisément — et relativiser — les conditions présentées par les camarades de VP, qui à leur avis sont préalables à toute pratique armée. Elles sont de trois ordres:

— « Un projet communiste nécessaire et suffisant pour se délimiter des diverses variantes de l'opportunisme et du réformisme, non pas en général, mais dans la période considérée. »

— « Un lien aux masses, dans le sens où même si la situation n'est pas révolutionnaire, les actions armées reflètent l'état de la classe. C'est dans ce sens qu'il faut juger les Brigades Rouges, nées dans une situation d'effervescence ouvrière. »

— « Un lien aux masses, dans le sens matériel et organique du terme. (...) Dans un pays impérialiste, où l'appareil d'État est très centralisé et omniprésent (...) la survie d'une organisation politico-militaire nécessite des moyens matériels (...) impensables sans un lien étroit à des réseaux de soutien larges. »

Nous concevons la première condition de la même manière. Soulignons que par « projet communiste » nous entendons non seulement un projet de société mais aussi la définition du chemin qui y mène, — projet stratégique inclus. Mais laissons ça pour l'instant et considérons la deuxième condition.

L'esprit de ce lien aux masses est étrange et le recours à l'exemple des Brigades Rouges n'est pas fait pour dissiper la confusion qui s'en dégage. En somme, l'action des BR n'aurait eu de sens qu'en tant que produit de la situation d'effervescence ouvrière qui les a vu naître et même, chose évidente, qui a contribué à leur naissance. La question du rôle de l'avant-garde apparaît ici, puisqu'à lire les camarades de VP, l'expérience italienne se justifierait seulement dans la mesure où ce seraient les ouvriers qui auraient poussé les communistes à la lutte armée et non les communistes qui auraient formulé le projet de Guerre Révolutionnaire Prolongée devant la classe ouvrière.

Nous sommes convaincus que le lien aux masses, dans le sens du « rapport politique aux masses » (il n'est pas question ici des liens organiques), doit être forgé par les communistes, tant que faire se peut mais toujours et partout, selon les impératifs du projet révolutionnaire. Que ce travail soit influencé par la conjoncture sociale et politique, cela ne fait aucun doute, mais sa conception globale, sa définition propre transcendent les données conjoncturelles. Là se situent l'identité, l'indépendance et la responsabilité des forces révolutionnaires communistes. Il en va de la nature du lien aux masses comme des choix politiques et organisationnels fondamentaux (choix de la forme organisationnelle du Parti de classe, par exemple) : nous cherchons à les appliquer en tenant compte de la conjoncture, mais sans les faire dépendre d'elle, car cela mène tout droit à l'opportunisme.

Une chose est d'expliquer l'émergence des Brigades Rouges, notamment par l'effervescence ouvrière dans l'Italie des années 70 et ses caractéristiques ; ou d'expliquer la naissance du PCE(r) et des GRAPO, notamment par le contexte de la lutte anti-franquiste ; ou d'expliquer l'apparition des Cellules, notamment par l'acuité des luttes anti-austérité et anti-guerre au début des années 1980 dans notre pays ; ou encore d'expliquer — toutes proportions gardées — la naissance du Parti Bolchevik, notamment par les données de l'époque (lutte anti-autocratique, lutte de tendance au sein de la social-démocratie, etc.)... mais vouloir lier d'office, et même réduire, tel ou tel choix à sa matrice contextuelle particulière, en lui ôtant ainsi toute portée sinon universelle du moins dépassant le cadre qui l'a vu naître, est une toute autre chose — incorrecte.

Il faudrait aussi réfléchir à la définition du lien aux masses (toujours en tant que rapport politique) pour l'affiner. Les masses ne constituent pas une catégorie politiquement et idéologiquement homogène. On peut distinguer grosso modo trois catégories : les éléments retardataires (non syndiqués par désintérêt ou incompréhension de la chose sociale, séduits par les valeurs conservatrices et les démarches réactionnaires, etc.) ; les éléments moyens (le plus souvent syndiqués — du moins en Belgique — et accordant une confiance relative aux politiques réformistes, social-démocrates, révisionnistes) ; les éléments avancés (jouant un réel rôle actif et critique dans les syndicats ou non syndiqués par rejet du réformisme, développant une conscience de classe et politique offensive, etc.).

Cette distinction est importante car les forces révolutionnaires n'étant actuellement pas capables de fournir un travail politique suffisant vers toutes les catégories du prolétariat, il est nécessaire de faire des choix. On ne peut critiquer le lien aux masses des organisations communistes combattantes sans tenir compte du fait qu'elles cherchent à établir — sur une base révolutionnaire — un rapport consistant avec les éléments avancés de la classe et non à rallier d'emblée les larges masses autour du projet révolutionnaire. Le discours, les communiqués d'action des organisations politico-militaires doivent d'ailleurs être conformés à cette recherche. Dans les premières phases du processus, il s'agit tout au plus de s'assurer la neutralité et au mieux la sympathie diffuse des éléments moyens (grâce à une sélection soignée des cibles, à des façons d'opérer justes et responsables, etc.). Nous l'avons dit, il faudra revenir tôt ou tard là-dessus.

Reste alors à envisager la troisième condition énoncée dans le texte de VP : un solide lien organique aux masses. Nous pensons qu'il ne s'agit pas que d'un simple problème de contingence tactique, de l'obligation de disposer d'un réseau de soutien suffisamment étendu que pour ne pas s'absorber entièrement dans les tâches de la survie ou d'un vivier permettant de combler les pertes inévitables (les camarades citent à juste titre l'expérience de la guérilla au Brésil au début des années 1970).

À la rigueur, cette façon d'envisager les choses pourrait éventuellement satisfaire ceux qui, comme les camarades du PCE(r) et des GRAPO, défendent la séparation structurelle du Parti et de l'organisation de guérilla. Mais ce n'est pas notre cas et, au contraire, nous prétendons à l'unification du politique et du militaire jusque dans le domaine organisationnel en adoptant la thèse du Parti combattant. Nous n'allons pas exposer cette thèse maintenant (nous renvoyons à notre document « Sur le Parti combattant » publié dans Correspondances

Révolutionnaires n°8, 1990). Nous ferons simplement constater que quand on l'adopte, la question du rapport organique au prolétariat ne relève pas de la seule tactique, mais de l'essence même du travail organisationnel : le Parti combattant ne peut exister qu'en tant que rassemblement des prolétaires les plus conscients et dévoués.

Ceci étant dit, l'aspect purement tactique des choses n'en disparaît pas pour autant. De la même façon que l'insurrection de type Komintern était déclenchée lorsqu'étaient réunies des chances raisonnables de succès, la lutte armée doit s'engager une fois résolues les questions pratiques, matérielles, organisationnelles, sécuritaires, etc. de son application responsable. Cela relève aussi d'une échelle de grandeur, puisque les difficultés sont d'autant plus surmontables que l'ambition politique et stratégique est initialement modeste. Ainsi la réunion des moyens nécessaires à l'activité et au progrès d'un petit pôle de propagande armée n'exige qu'un peu d'organisation, de méthode et de bon sens.

Il n'y a donc pas de réel problème de « conditions pratiques » préalables à la lutte armée en ce sens qu'elle peut être menée partout où existe la volonté politique de la mener. Toutefois la conjoncture mérite d'être considérée en ce qu'elle détermine d'importante façon les axes politiques et tactiques de l'activité des forces communistes combattantes. En 1984/1985 par exemple, les thèmes des campagnes de propagande armée de notre organisation, les actions menées, le discours qu'elles véhiculaient, le niveau de violence qu'elles assumaient, etc., étaient fonction de la situation en Belgique à l'époque : mouvement de masse contre l'implantation des missiles atomiques US, grandes luttes ouvrières contre les plans gouvernementaux d'austérité, etc.

La conjoncture n'influe pas sur les choix stratégiques et organisationnels fondamentaux des communistes et c'est pourquoi, lorsque les camarades de Voie Prolétarienne écrivent que « la lutte armée n'est pas affaire de **dogme**, c'est une question de conditions politiques », nous leur répondons : la lutte armée n'est pas affaire de conditions politiques, c'est une question de stratégie.

Nous allons y venir aux chapitres suivants. Mais clôturons d'abord celui-ci en abordant un problème particulier qui y trouve sa place.

On se souvient que, dans notre première intervention, nous citons ce passage de la brochure « Situation en Europe et lutte armée (Débat avec un lecteur) » diffusée par VP en 1991 : « En période de crise [révolutionnaire], nous serons tous d'accord que l'insurrection est à l'ordre du jour, puisque la question du pouvoir est posée. En période de situation révolutionnaire, la guérilla a sans doute un rôle central dans la maturation des contradictions, pour avancer et éduquer le prolétariat à la réalisation de ses tâches historiques, pour miner et faire basculer le système capitaliste. Pour ce qui est de la période actuelle (que nous jugeons donc **non** révolutionnaire, ce qui ne veut pas dire (...) qu'elle soit stable), c'est beaucoup moins clair. Il faudrait d'ailleurs distinguer les phases de repli de la classe ouvrière de celles où elle est à l'offensive. Pour nous le problème n'est pas résolu... »

Dans leur réponse de septembre 1992, les camarades reviennent sur cette distinction entre les phases où la classe ouvrière est en repli et celles où elle est à l'offensive. Ils rappellent que la situation actuelle dans nos pays n'est pas révolutionnaire et insistent : « ... les résultats [de l'action armée] **dépendent de la dynamique et du contexte social et politique**. Période offensive de la classe ou repli, **la perspective et la dynamique** dans lesquelles s'inscrit l'acte armé sont fondamentales. »

Sans prétendre épuiser le sujet, nous voudrions réfléchir au contenu et à l'opportunité de cette distinction entre les périodes d'offensive ou de repli de la classe ouvrière. Nous aurions d'ailleurs aimé que les camarades de Voie Prolétarienne nous éclairent à ce propos. L'introduction de pareille distinction nous semble étrange de leur part. Leur souci les place en porte-à-faux car s'il existe bien diverses façons de mener la lutte armée selon les données conjoncturelles, en adaptant les objectifs, les tactiques, le niveau de violence, les formules organisationnelles, etc., il n'y a jamais qu'une seule façon de ne pas mener la lutte armée : s'en abstenir ! Si telle est l'option retenue par VP « pour la période actuelle (...) non



révolutionnaire », en quoi les camarades pourraient-ils trouver un intérêt dans la distinction qu'ils citent, comment pourraient-ils lui reconnaître une éventuelle incidence même en cas d'offensive de la classe ?

Dans le cas d'une stratégie combattante, cette distinction implique tels choix de pratique armée lors de telle situation voyant la classe à l'offensive et tels autres lors de telle situation voyant la classe sur la défensive. Mais quel sens cette distinction pourrait-elle revêtir pour une stratégie non combattante ? Ou alors faut-il déduire qu'en la soulignant les camarades de VP s'interrogent quant à la validité de la stratégie non combattante, de leur propre stratégie, selon que la classe soit à l'offensive ou sur la défensive ? Ils constatent : « Pour nous le problème n'est pas résolu. »

Nous allons présenter quelques considérations sur cette distinction des situations de classe, en espérant ainsi contribuer à la résolution du problème.

Pour commencer, nous croyons que la distinction faite par VP a besoin d'être affinée, si on veut pouvoir l'exploiter utilement dans une réflexion concernant la stratégie révolutionnaire et la lutte armée. Selon que l'on traite de la classe *en soi* ou de la classe *pour soi*, les notions de « classe à l'offensive » et de « classe sur la défensive » varient de nature et d'incidence. Pour la clarté de l'analyse, précisons aussi qu'une « position offensive » se caractérise par un objectif positif : il s'agit d'arracher quelque chose à l'adversaire. À l'inverse, une « position défensive » se caractérise par un objectif négatif : il s'agit d'empêcher l'adversaire de nous arracher quelque chose.

Quels sont les objectifs positifs de la classe *en soi* ? La hausse des salaires, le renforcement de la protection sociale, l'amélioration des conditions de travail, la réduction du temps de travail, etc. Quels sont ses objectifs négatifs ? Empêcher les licenciements ou la baisse des salaires, la dégradation de la protection sociale, l'augmentation des cadences, etc. Quels sont maintenant les objectifs positifs de la classe *pour soi* ? Le Socialisme, la dictature du prolétariat et tout ce qui est nécessaire pour y accéder : une organisation révolutionnaire de classe (le Parti), la popularisation des thèses et objectifs communistes, etc. A contrario, les objectifs négatifs de la classe *pour soi* sont la préservation, face à la contre-révolution et à la répression bourgeoise, du patrimoine d'expérience et d'organisation, le maintien du niveau de conscience de classe acquis.

La distinction entre classe *en soi* et classe *pour soi* dans la distinction entre classe à l'offensive et classe sur la défensive est importante. Si l'offensive et la défensive peuvent l'une comme l'autre réunir dans leur propre mouvement classe *en soi* et classe *pour soi*, elles peuvent tout autant les opposer. Nombreuses sont les situations historiques qui montrent une classe *en soi* à l'offensive en même temps qu'une classe *pour soi* sur la défensive, ou vice-versa. En période de forte croissance économique la classe *en soi* peut être mobilisée offensivement par les réformistes pour des hausses de salaire, des avantages sociaux, etc., au moment même où — ceci expliquant partiellement cela — la classe *pour soi* est sur la défensive, ses organisations affaiblies et les thèses révolutionnaires marginalisées. Inversement la classe *pour soi* peut être à l'offensive, ses forces communistes et la popularisation des thèses révolutionnaires en expansion au moment même où — ceci s'expliquant partiellement par cela — la classe *en soi* est sur la défensive, paralysée par les réformistes alors qu'elle subit une attaque patronale contre l'emploi, les salaires, les acquis sociaux, etc.

Recentrons le problème. Nous considérons la lutte armée comme un élément de la stratégie révolutionnaire et non comme un adjuvant des multiples luttes de la classe *en soi*. Si des actions armées peuvent être menées — dans des conditions bien précises — en liaison avec une lutte partielle, économique, elles ne peuvent pour autant s'y limiter mais doivent au contraire s'inscrire dans le cadre global d'une propagande armée, elles doivent poursuivre en priorité l'objectif de la popularisation des thèses révolutionnaires, du renforcement des avant-gardes, etc.

Savoir si la classe *en soi* est à l'offensive ou sur la défensive est bien évidemment important (cela relève de l'analyse des conditions politiques générales de la lutte), mais nous sommes encore plus intéressés à connaître la situation exacte de la classe *pour soi*. Est-elle sur la défensive ? À l'offensive ? En position de passer à l'offensive ? En passe d'être réduite à la défensive ?

Une bonne réponse ne suffit pourtant pas encore à résoudre ce problème à tiroirs de la défensive et de l'offensive. Dans le cas d'une classe *pour soi* sur la défensive, il ne s'ensuit pas automatiquement que les forces communistes doivent adopter la même position. Les forces communistes organisées peuvent développer leur assise prolétarienne, étendre leur influence parmi les éléments avancés de la classe alors que ces éléments d'avant-garde connaissent des revers concrets. L'histoire est riche d'exemples qui montrent les forces communistes compenser — même partiellement — le reflux d'une majorité par la qualification d'une minorité, et cela au travers d'initiatives offensives. Il est aussi aisé d'imaginer le cas de forces communistes sur la défensive alors que la classe *pour soi* (et éventuellement *en soi*) est à l'offensive : les aléas de la lutte révolutionnaire, la répression peuvent en décider ainsi.

Les communistes ne sont pas là pour voler au secours de la victoire. Il ne s'est pas non plus encore trouvé de situation historique où la politique de l'ectoplasme ait représenté un juste choix pour eux. Une situation caractérisée par la classe *en soi* sur la défensive (et même en pleine déroute) peut receler — et recèle généralement — des potentialités historiques et politiques de premier ordre pour les forces révolutionnaires (les illusions réformistes se dissipent, l'irréductibilité de l'antagonisme de classe apparaît avec évidence, etc.). Une situation caractérisée par une classe *pour soi* sur la défensive ne contraint pas non plus nécessairement les forces communistes à la même attitude. Et puis, quand bien même s'agirait-il pour elles de se placer sur la défensive (cela arrive tôt ou tard) que cela ne résoudrait en rien la question de la lutte armée.

En introduisant dans le débat la distinction entre classe à l'offensive et classe sur la défensive, les camarades de VP semblent défendre deux idées. D'abord que les communistes doivent « suivre le mouvement », ce qui — nous le savons — est une conception erronée. Ensuite, plus précisément, que la lutte armée soit le propre de l'offensive. Or ce n'est pas le cas.

Tactiquement, bien entendu, l'action armée représente une initiative. Mais stratégiquement elle peut être parfaitement intégrée à un cadre défensif. À cet égard Clausewitz parlait de « bouclier de coups », témoignant ainsi de l'intérêt porté par la stratégie classique aux problèmes de la gestion d'une position défensive au moyen d'initiatives tactiques. L'histoire offre d'ailleurs d'innombrables exemples de cette gestion.

Il y a les initiatives qui ont pour but l'affaiblissement des capacités générales de lutte de l'ennemi (c'est Koutouzov qui, après le coup d'arrêt de Borodino et le repli sur Tarantino, lance les cavaliers de Davidof sur les lignes de ravitaillement et de communications françaises avec les conséquences que l'on sait). Il y a les initiatives qui ont pour but la conservation et le développement de ses propres capacités générales de lutte (c'est Mao Tsé-toung qui fait abandonner au PCC la tactique passive de défense dite « guerre des bunkers » préconisée par les conseillers du Komintern et qui prend l'initiative en rompant l'encercllement des troupes du Kuomintang et en entamant la Longue Marche). Il y a les initiatives qui ont pour but la destruction des moyens offensifs de l'ennemi (c'est Nelson qui poursuit Villeneuve des Antilles à Cadix pour détruire à Trafalgar la flotte dont Napoléon avait besoin dans sa guerre contre l'Angleterre). Il y a les initiatives qui ont pour but l'acquisition de positions favorables pour la résistance et le « retour offensif » (c'est Staline qui prend l'initiative en Finlande en 1940, occupant le glacis de Viborg qui devait sauver Leningrad l'année suivante). Il y a les initiatives qui ont pour but de faire diversion et ainsi d'affaiblir l'axe central de l'offensive ennemie (c'est Scipion qui débarque en Afrique alors que Hannibal est aux portes de Rome et qui amène ainsi Carthage à rappeler son général et

son armée). Il y a encore nombre d'autres types d'initiatives, mais il serait fastidieux d'en faire l'énumération.

Si la stratégie classique accorde une telle place à l'initiative dans le cas d'une situation défensive, la stratégie révolutionnaire doit lui en accorder une plus grande encore. Cela dans la mesure où, aux enjeux purement matériels de la stratégie militaire classique (troupes, armes, ressources, etc.), s'ajoutent de façon absolument déterminante pour le camp révolutionnaire des enjeux subjectifs (conscience politique des masses et de leurs avant-gardes, mobilisation, etc.), enjeux pour lesquels — notre point de vue à ce propos est connu — la lutte armée joue un rôle essentiel.

Si la prise en considération de la distinction complexe entre « classe à l'offensive » et « classe sur la défensive » peut se révéler utile dans des analyses, elle ne permet en rien, à aucun endroit ni à aucun moment, d'argumenter contre la lutte armée. Renoncer — même provisoirement — à la lutte armée ici et aujourd'hui, cela ne signifie pas adopter une position prudente, réaliste, appropriée, défensive, progressive, ou que savons-nous encore, non, cela revient à renoncer à une pratique de lutte centrale matérialisant l'initiative qui est vitale à d'authentiques forces révolutionnaires communistes, qu'elles soient à l'offensive ou sur la défensive, que les masses au même moment conquièrent ou cèdent du terrain dans la lutte des classes.

Chose promise chose due, nous allons maintenant passer aux chapitres consacrés à la stratégie révolutionnaire.

## B. Les caractères prêtés à la lutte armée

Dans le chapitre de leur contribution auquel ils donnent ce titre, les camarades de VP mettent le doigt sur des faiblesses bien présentes dans notre premier document. Nous allons tâcher de démontrer qu'il s'agit plus d'une faiblesse de notre expression que d'une faiblesse de notre position.

La première qualité de la lutte armée évoquée est la latitude qu'elle offre aux révolutionnaires de porter des coups à l'ennemi de classe. Les camarades de VP reconnaissent cela mais il font observer que primo « **la politique doit être au premier plan** » et secundo le résultat de l'action dépend « **de la dynamique et du contexte social et politique** ». La mise en avant du facteur politique ne souffre aucune discussion, nous rappellerons seulement que plus le processus révolutionnaire avance vers la prise du pouvoir, plus le facteur spécifiquement militaire (anéantissement des moyens ennemis : forces répressives, moyens de communication, rouages de l'État, etc.) s'affirme en requérant un investissement propre. En ce qui concerne le « contexte social et politique », nous avons exposé notre opinion au point précédent.

Les camarades de Voie Prolétarienne concluent leur examen de cette première qualité de la lutte armée en écrivant : « Si nous sommes d'accord en général sur l'impact que peut avoir une action bien définie, cela ne suffit pas pour justifier sa mise en œuvre dès aujourd'hui. »

Et pourquoi ça ? On peut se poser la question, car dès le moment où il est établi d'un commun accord que des actions armées (pour autant que la politique soit au premier plan et qu'elles considèrent le contexte politique et social) peuvent avoir un impact politique heureux dans la classe, ce n'est plus à nous d'en justifier la présence parmi les autres moyens de l'agit-prop révolutionnaire, mais c'est à ceux qui refusent d'exploiter un moyen dont l'efficacité politique est reconnue (du moins théoriquement) de justifier ce refus. On retombe là exactement dans les termes de la critique interrogative que nous portions aux camarades de VP dans notre premier document : il y a un vide dans leur analyse. Et leur réponse ne le comble en rien.

La seconde qualité de la lutte armée examinée par les camarades de VP est celle que nous avons présentée avec un manque de rigueur dans la forme. En effet, dans l'introduction de notre premier texte nous soulignons que la lutte armée n'était pas la Muraille de Chine

séparant les réformistes des révolutionnaires et au fil de notre rédaction nous avons insisté tant et plus sur sa capacité à éloigner les opportunistes, réformistes et révisionnistes de nos rangs et à révéler au prolétariat l'existence d'une initiative révolutionnaire authentique. Il est temps de clarifier notre position, ou plus exactement son exposé.

Nous le répétons, la lutte armée n'est pas un critère absolu de différenciation politique. Il existe des révolutionnaires — à l'image de Voie Prolétarienne — qui la rejettent dans la situation actuelle de nos pays et aussi des radicaux-réformistes (anti-racistes, anti-nucléaires, etc.) qui la mettent en pratique. La vertu clarificatrice de la lutte armée se manifeste objectivement au sein du mouvement révolutionnaire ou se revendiquant tel, parmi les forces prétendant œuvrer à un renversement violent de l'ordre social établi. Et dans ce cadre sa portée est de surcroît limitée: elle ne dénonce pas ceux qui ne mènent pas la lutte armée comme inévitablement faux révolutionnaires, elle isole seulement le groupe recelant ceux qui polluent l'espace de la lutte révolutionnaire en agitant des thèses et programmes maximalistes tandis que concrètement ils ne font et ne feront jamais rien d'autre que monnayer auprès du régime l'influence qu'ils usurpent ainsi sur les prolétaires combattifs. On peut comprendre que la limite d'une telle clarification en réduise l'intérêt pour ceux qui n'en bénéficient pas, mais cela ne suffit pas à la priver de son fondement.

Par un autre biais, quelques pages plus loin, les camarades de VP reviennent sur le problème et apportent une réponse. Ils nous prêtent l'interrogation tacite suivante: «Qu'est-ce qui (...) garantit que vous viendrez un jour à la lutte armée alors que vous la refusez pour aujourd'hui? Que vous ne sombrerez pas dans le réformisme pacifiste déjà critiqué?» Et ils répondent: «**Il n'y a aucune garantie.**»

Cela exige d'être approfondi. Parce qu'en effet si on peut poser beaucoup de questions au sujet de notre ligne, au moins celle-là nous est épargnée, précisément en raison de la pratique des Cellules: difficile de craindre qu'après avoir mené la lutte armée en situation non révolutionnaire nous y manquions en situation révolutionnaire. Force est donc de constater que la pratique armée joue bel et bien un rôle clarificateur même s'il est limité. Nous l'avons dit, dans le cadre de la lutte révolutionnaire ou se revendiquant telle, la lutte armée n'est pas un critère permettant de dénoncer exactement les faux révolutionnaires, mais elle est quand même un critère permettant de cerner une catégorie qui les inclut. C'est tout profit pour ceux qui en sont d'office exclus.

Les camarades de VP poursuivent alors leur réflexion: «Seule la fermeté de la ligne politique et idéologique, un travail théorique permanent, des cadres solides et en formation permanente, l'analyse vivante, la critique et l'autocritique permanente, un lien aux masses toujours renforcé, permettent de se donner les meilleures conditions sur l'avenir.»

Certes, encore que l'on ne nous ôtera pas de l'idée que la pratique de la lutte armée contribue à éloigner des rangs révolutionnaires ceux qui viennent pour se servir plutôt que pour servir. Mais le problème n'est pas que théorique: il ne s'agit pas seulement d'être (ou de veiller à être) de vrais révolutionnaires, encore faut-il apparaître à juste titre comme tels auprès du prolétariat désabusé par les kyrielles d'escrocs braillards pendus à ses basques.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les camarades de VP placent un peu plus loin cette question de la garantie contre le réformisme pacifiste en parallèle avec une autre tellement posée par les travailleurs aux militants: «Qu'est-ce qui garantit qu'une fois au pouvoir vous ne deviendrez pas de nouveaux bourgeois?» Là se manifeste la dimension subjective du rôle clarificateur de la lutte armée (dimension négligée dans le texte de VP, au profit de la dimension théorique des «garanties politiques»): elle permet aux forces révolutionnaires d'apparaître comme telles aux yeux des masses. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore importe peu: l'abnégation des organisations combattantes (militants clandestinisés, emprisonnés, tués) a valeur de garantie pour les masses et c'est ce qui rend les sacrifices fertiles. C'est notamment dans ce sens que nous écrivions dans notre précédent document: «Non seulement elle [la lutte armée] trace matériellement une ligne de démarcation bien nette entre l'ennemi et nous (au contraire d'une lutte intégrée au cadre démocratique

bourgeois), mais de surcroît cette ligne de démarcation tangible révèle au prolétariat l'existence d'une initiative réellement révolutionnaire, réellement irréductible. »

Voilà pour l'impact auprès des masses. Les camarades de Voie Prolétarienne opposent alors quelques questions : l'existence d'une initiative révolutionnaire, soit, mais suivant « **quel projet révolutionnaire ?** » et « qu'est-ce qui garantit qu'une organisation combattante ne sombrera pas dans le militarisme ? »

Ces questions sont entièrement fondées, mais nous pensons qu'il n'est pas juste de les poser à cet endroit. Elles relèvent du domaine objectif et doivent être résolues selon les méthodes énoncées plus haut par les camarades de VP eux-mêmes (« Seule la fermeté de la ligne politique et idéologique... »). Ces questions ne contrebalancent en rien celles qui relèvent de la valeur subjective de l'impact de la lutte armée dans les masses, et spécialement de son rôle clarificateur.

La pratique de la lutte armée crédibilisera toujours le discours prônant la révolution prolétarienne, d'abord par le niveau d'affrontement qui la caractérise et ensuite par son caractère totalisant.

Poursuivons. « Dans la lutte contre le légalisme et le démocratisme, il y a tous les degrés, dont le choix dépend du contexte. (...) Aujourd'hui, l'éducation révolutionnaire contre le légalisme et le démocratisme fait partie intégrante d'une activité communiste, sans forcément atteindre le niveau de la lutte armée. » Cet extrait de la réponse des camarades de VP nous entraîne dans une nouvelle direction. Il ne s'agit plus de la capacité de la lutte armée à crédibiliser l'initiative révolutionnaire dans les masses (démonstration de la droiture et de l'irréductibilité de l'initiative révolutionnaire), mais du besoin de s'affranchir du légalisme et du démocratisme, d'éduquer l'avant-garde prolétarienne dans le domaine de la violence. Voici ce que les camarades proposent à cet égard :

— « Occupations d'usine, piquets de grève à des degrés divers, jusqu'aux piquets armés (conflit Rufa), ou l'affrontement physique aux forces de répression. »

— « Réquisitions et défense de logements vides pour les mal-logés. »

— « Autodéfense face aux agressions racistes et fascistes dans les cités ou ailleurs (skinheads par exemple). »

— « Éventuellement travail dans l'armée sur une base anti-impérialiste. »

Et là notre désaccord est radical. Il nous semble que les camarades de VP veulent devancer la critique en précisant : « Bien dérisoire, comparé à la lutte armée ? Pas du tout. C'est le niveau correspondant à **l'état actuel** du mouvement de masse et de l'organisation des communistes, qui permet d'éduquer, construire. »

Mais notre critique ne portera pas du tout sur le niveau de la pratique violente et illégale (remarquons toutefois que VP adopte ici — par le bas — l'échelle des valeurs du militarisme). Les Cellules Communistes Combattantes ont insisté tant et plus à ce propos : il n'existe pas d'action haute ou basse, il n'existe que des actions correctes ou erronées. Peu importe que la faiblesse ou la puissance de l'organisation des communistes se traduise dans la mise en œuvre de petits ou de grands moyens (du cocktail Molotov à la voiture piégée, par exemple). **C'est l'orientation politique et stratégique de la pratique de la violence qui sont primordiales.**

Nous ne pouvons être d'accord avec cette stratégie (peut-on vraiment parler de « stratégie » dans ce cas ?) du un-petit-peu-plus-que-ce-qui-existe-déjà, où lorsque les grévistes font un piquet les mains nues les communistes apportent des bâtons et lorsque les grévistes font un piquet avec des bâtons les communistes apportent des cocktails Molotov, etc. C'est une fausse position d'avant-garde, les communistes sont alors en fait à la traîne du spontanéisme des masses. C'est une mauvaise éducation à la violence, parce qu'elle se cantonne à un terrain et à des conditions de lutte perdants.

Nous ne disons sûrement pas qu'il faille abandonner les grèves, les piquets ou quoi que ce soit du genre à leur sort. Nous affirmons que l'on n'éduque correctement les éléments combattifs du prolétariat à la violence révolutionnaire qu'en en situant la pratique dans des conditions tactiques et organisationnelles qui permettent des victoires — fussent-elles limitées —, qui ouvrent la perspective de la victoire finale. Et ce cadre tactico-organisationnel ne peut être que la guérilla urbaine, puisque seule la guérilla permet à des forces faibles de prendre et garder l'initiative sur des forces puissantes.

Bien entendu l'expérience des piquets de grève musclés ou armés peut être éducatrice, dans le sens qu'après en avoir pris plein la gueule certains ressentiront éventuellement le besoin d'en sortir et se poseront des questions tactiques ou autres qui mènent à la guérilla. Mais dans l'ensemble les limites inhérentes à ces expériences sont plutôt contre-productives : après en avoir pris plein la gueule on se laisse persuader que l'ennemi de classe est décidément trop puissant pour en venir à bout (d'autant qu'il est évident qu'il n'a encore utilisé qu'un centième de ses forces), on ressasse l'amertume d'un sacrifice inutile et on est généralement détourné sur le terrain défensif de l'anti-répression.

Il faut se réjouir quand les masses radicalisent leurs luttes, durcissent leurs grèves, renforcent les piquets, etc. Mais plutôt que d'accentuer la radicalisation de la lutte spontanée (au nom de l'éducation à la violence ou de quoi que ce soit) et finalement ne rien faire d'autre que du radical-réformisme à la demande, les communistes doivent œuvrer pour amener les éléments avancés de ces luttes à s'inscrire dans le cadre d'une stratégie offensive globale, où il ne s'agit plus de hausser en vain le niveau de violence d'une lutte partielle, mais bien de donner aux forces de classe la perspective et les moyens de la révolution.

Voilà pourquoi nous parlons du caractère « totalisant » de la lutte armée (dès les premières phases du processus révolutionnaire) : elle incarne la lutte de classe stricto sensu puisqu'elle dépasse la lutte de telle ou telle fraction de la classe pour telle ou telle revendication partielle et met en avant les intérêts généraux de la classe contre la bourgeoisie et son État. En renforçant un piquet de grève, on intervient dans l'éventail des manifestations de la lutte des classes ; en menant des actions armées contre les institutions et les représentants de la bourgeoisie, on intervient sur le phénomène même de la lutte des classes (pour autant que soient respectées les conditions déjà évoquées : projet communiste, adaptation au contexte, etc.)

Nous sommes d'ailleurs extrêmement circonspects à l'égard de l'engagement direct d'organisations combattantes dans des conflits aux enjeux partiels. Les Cellules Communistes Combattantes sont certes intervenues dans le cadre de problèmes généraux concernant la classe (indexation des salaires, par exemple), mais elles n'ont pas animé d'interventions plus spécifiques. Nous pensons que cela relève d'étapes plus avancées du processus révolutionnaire (quand existe un Parti combattant fortement implanté dans les secteurs combattifs, etc.). C'est un problème qu'il faudra approfondir à l'occasion (nous l'abordons déjà sommairement dans le recueil La Flèche et la Cible publié par Correspondances Révolutionnaires).

On pourrait penser que la pratique du courant combattant, en tirant vers le haut les éléments d'avant-garde les plus volontaires, est complémentaire des pratiques militantes traditionnelles — animées notamment par Voie Prolétarienne — qui poussent vers le haut la mobilisation des prolétaires. Ce serait faire preuve d'éclectisme. Il ne s'agit pas de grappiller à tous les étages, mais de tracer des axes directeurs en fonction desquels le « niveau de violence » sera précisément déterminé (ce qui n'a rien à voir avec un alignement sur les faiblesses conjoncturelles). Puisque le débat n'est plus à présent « pour ou contre la lutte armée » ni « pour ou contre le légalisme et le démocratisme », nous voilà placés devant la question de la stratégie révolutionnaire, qu'il est décidément grand temps d'aborder.

## C. La stratégie révolutionnaire

### • Comment se pose le problème ?

Nous lisons sous la plume des camarades de Voie Proletarienne: « La position des communistes combattants (dont les CCC) rend la lutte armée incontournable, dès maintenant, quelles que soient les conditions politiques objectives et subjectives. C'est un glissement important à partir de la conception marxiste et léniniste qui, au minimum, manque de justifications. Nous comprenons fort bien que les camarades fassent la différence avec la position de Lénine dans La guerre de partisans, le contexte n'est pas le même. Mais nous n'acceptons pas ce caractère anhistorique prêté à la lutte armée; en bref, nous aimerions bien savoir ce qui se cache derrière le mot "stratégique". »

Souhait légitime! Mais avant de le satisfaire nous voudrions souligner que le « glissement important à partir de la conception marxiste et léniniste » en question n'est pas extraordinaire. Il ne diffère pas fondamentalement de celui qui a conduit Mao Tsé-toung, tirant les leçons de l'échec en Chine de la stratégie insurrectionnelle de type Komintern, à élaborer la stratégie de la Guerre Populaire Prolongée, à développer la guerre de guérilla, à créer des zones libérées, à encercler les villes par les campagnes, etc. Notre « glissement », mutatis mutandis, est de même nature. À ce titre le projet stratégique de la Guerre Révolutionnaire Prolongée dans les centres impérialistes s'inscrit, au moins autant que l'attachement aux vieilles recettes insurrectionnelles, dans la continuité de l'expérience du Mouvement Communiste International.

Les camarades de VP poursuivent: « Car le marxisme nous enseigne que la stratégie se réalise par une succession de tactiques appropriées, selon les périodes et les contradictions politiques rencontrées. Le rapport entre stratégie et tactique est éminemment délicat, c'est d'ailleurs toujours là que se révèle l'opportunisme. »

Le travail d'élaboration stratégique est effectivement délicat, d'autant qu'il ne suffit pas d'envisager une succession de tactiques appropriées, mais aussi d'anticiper leur articulation. Un travail d'élaboration stratégique correct implique l'énoncé de la tactique à développer dès à présent, la présentation de l'étape stratégique que l'application de cette tactique permettra d'atteindre, la description des nouvelles conditions qui seront ainsi réunies (et notamment dans le domaine organisationnel), puis l'énoncé de la nouvelle tactique sur base de ces conditions et pour gagner une nouvelle étape stratégique, et ainsi de suite jusqu'au triomphe de la révolution prolétarienne.

On ne peut faire moins. Car dès le moment où l'on néglige de broser un panorama complet du processus révolutionnaire à parcourir, on adopte inévitablement des tactiques qui rendent peut-être plus fort à moyenne échéance, mais qui n'apportent pas nécessairement le type de force adéquat, qui ne correspondent pas forcément aux exigences de l'étape suivante, etc., bref des tactiques qui tôt ou tard conduisent d'illusions en impasses. Le danger de l'opportunisme est bien présent, mais il n'est pas le seul. L'empirisme tactique qui voit les communistes s'attacher à des recettes relevant d'une stratégie qu'ils n'ont pas réellement définie ou dont ils soupçonnent même la caducité ne peut déboucher que sur le gaspillage des forces et des énergies.

Toutefois si le travail d'élaboration stratégique se doit d'être complet, précis, cohérent, crédible, les communistes qui le mettent en œuvre ne doivent pas s'en mystifier. Il n'y a que les stratèges raillés par Tolstoï (« Der dritte Kolonne marschiert... ») qui s'imaginent voir leur plan de bataille se dérouler comme prévu d'un bout à l'autre. N'oublions jamais que toute élaboration stratégique est condamnée d'avance à se plier aux aléas de l'avenir. Le matérialisme historique et le socialisme scientifique ne permettent pas, dans l'état actuel des connaissances, d'anticiper les événements sociaux, politiques, économiques, etc., futurs au point d'affiner aujourd'hui une ligne stratégique qui nous guiderait — sans qu'il faille l'adapter (ou même la modifier du tout au tout) en cours de route — jusqu'au seuil de la révolution sociale. Mais que cette lucidité ne justifie aucun « agnosticisme stratégique »! En politique,

dans le domaine de la guerre ou au jeu d'échecs une stratégie relative est toujours préférable — pour autant que l'on cherche à l'améliorer au fil des événements — à une absence de stratégie.

- **Le caractère stratégique de la lutte armée**

Les camarades de VP écrivent dans leur réponse : « Nous nous revendiquons également du caractère "stratégique" de la violence révolutionnaire, dont la lutte armée est un aspect. Stratégique, comme conséquence d'une société de classe qu'il s'agit d'abolir par la violence puisqu'il n'y a pas d'autres moyens, d'abord par la prise du pouvoir d'État, ensuite par la dictature du prolétariat dans le cadre de la transition au communisme. Stratégique en ce sens donc qu'il ne peut y avoir de révolution pacifique, ni avant, ni après la prise du pouvoir. Voilà le sens que nous donnons au terme "stratégique". »

Il faut prendre garde à ne pas confondre la stratégie révolutionnaire (l'articulation de tactiques et d'étapes) et le caractère stratégique de tel ou tel facteur.

Dans le débat interne ouvert par les Brigades Rouges après la grande défaite de 1982, débat dit « des deux positions » auquel il a déjà été fait référence dans les documents précédents, le rapport à la lutte armée allait constituer une importante arête de partage. À cet égard les textes échangés alors ont conservé tout leur intérêt malgré les années écoulées.

La première position (qualifiée non sans quelque raison de « militariste » par la seconde), qui allait assurer la continuation politique et organisationnelle des Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant, défendait la thèse de la « stratégie de la lutte armée », de la Guerre Populaire Prolongée. Cette position présentait le défaut majeur de ne pas remettre suffisamment en cause les orientations antérieures des BR et donc de risquer que prospèrent des facteurs à l'origine de la défaite de 1982.

La faiblesse principale de cette position était politico-stratégique. Elle restait attachée à une conception gradualiste du processus révolutionnaire selon laquelle la lutte armée serait simplement amenée à s'étendre, d'abord du fait de l'initiative et sous la responsabilité de l'organisation, puis du Parti combattant, au fil d'un mouvement linéaire et jusqu'à l'inversion du rapport de force révolution/réaction. Mais nous pensons que les camarades de Voie Prolétarienne ont tort de parler à ce propos d'une « thèse fantaisiste » de la « Guerre Populaire Prolongée en Europe (copie plaquée du modèle chinois) » car il ne s'agit pas de ça. Les militants italiens n'ont pas transposé dogmatiquement un modèle exotique. Avant tout, les Brigades Rouges ont développé leur propre expérience et constitué, de manière plutôt empirique, une ligne stratégique qui s'est trouvée de nombreux points communs avec la stratégie politico-militaire de Mao Tsé-toung. Ce qui n'est évidemment pas un fruit du hasard, l'éventail des possibilités stratégiques étant limité.

Dans leurs documents des années 1970, quand les camarades italiens parlent de « Guerre Populaire Prolongée », c'est davantage pour expliciter leur expérience et leur perspective (« guerre » en raison du niveau de confrontation, de l'option de la lutte armée ; « populaire » en raison de la volonté d'amener des masses toujours plus nombreuses sur ce terrain ; « prolongée » en raison de la durée du processus) que pour se référer à l'expérience chinoise comme modèle stratégique. Citons par exemple un document que nous connaissons, les « Vingt thèses finales » de L'Abeille et le Communiste (septembre 1980), où est abordée la problématique des formes de « pouvoir rouge » dans la formation sociale des métropoles. Quoique nous puissions penser des théories présentées là, il n'y a pas lieu d'ironiser : les BR n'ont jamais copié aveuglément le modèle chinois et ne sont pas parties dans les Appenins ni en Calabre pour créer des zones libérées et organiser les paysans. Le contenu de la Guerre Populaire Prolongée ne sera pas évacué aussi facilement que les camarades de VP semblent le croire, il ne se laissera pas ranger définitivement au rayon des chinoiseries...



La seconde position dans le débat interne ouvert par les Brigades Rouges au début des années 1980 (position qualifiée, toujours non sans raison, de « liquidatrice » par la première) remettait insidieusement en cause la valeur stratégique de la lutte armée et tendait à la réduire à une simple méthode de lutte. Cette thèse, manifestement influencée par le souci de rompre avec une déviation militariste qui avait coûté cher, ouvrait la porte à toutes les outrances — voir le bilan désastreux de l'UCC. Même s'il est incorrect de parler de « stratégie de la lutte armée » (comme s'il s'agissait seulement de frapper toujours plus, toujours plus fort, etc.), on ne peut dénier tout caractère stratégique à la lutte armée. Cela pour deux raisons. Primo, comme le font d'ailleurs remarquer les camarades de VP eux-mêmes, parce que la lutte armée est incontournable pour le processus révolutionnaire. Secundo, comme ne le partagent plus cette fois les camarades, parce que sa pratique s'impose à présent à tous les stades du processus révolutionnaire, des tout premiers pas jusqu'à l'insurrection de masse.

Mais l'ensemble de cette réflexion n'aborde jamais que le « caractère stratégique » de la lutte armée. Or ce qui s'impose — et dont les camarades de Voie Proletarienne ne soufflent mot dans leur réponse — c'est de considérer la stratégie révolutionnaire et d'analyser la place qu'y occupe la lutte armée.

#### • **La stratégie révolutionnaire**

Quelle doit être la stratégie révolutionnaire dans les métropoles impérialistes aujourd'hui ? Quelles leçons tirer de l'échec politique et militaire de la stratégie révolutionnaire du Komintern ? Quelles leçons tirer de la stratégie de la Guerre Populaire Prolongée théorisée par Mao Tsé-toung, Giap et d'autres encore ? C'est une problématique à laquelle notre collectif consacre depuis plusieurs années une bonne part de son travail, avec l'ambitieuse intention d'apporter une contribution dans un domaine essentiel — généralement trop négligé.

Nous avons jeté les bases d'un projet stratégique, que nous allons maintenant broser à grands traits. Toujours avec prudence : nous sommes les premiers conscients qu'un plan stratégique ne sera jamais appliqué à la lettre, d'un bout à l'autre. Nous l'avons dit et le répétons : le sort de pareille projection est d'être adaptée, modifiée, bouleversée, tantôt contrariée, tantôt précipitée par la marche des événements. D'autre part nous avons construit notre réflexion, tant que faire se pouvait, sur les expériences — notamment combattantes — du mouvement révolutionnaire européen. Mais nous n'en ignorons pas les limites et savons que d'autres expériences devront encore être faites et analysées pour réunir la somme de connaissances nécessaires à l'élaboration d'un projet stratégique d'une fiabilité satisfaisante. Pour finir, nous ne cacherons pas qu'en exposant ce genre de projet nous nous attendons à de multiples et vigoureuses critiques — souvent pertinentes. Mais nous ne voyons pas comment faire autrement pour progresser dans ce domaine capital pour tout le mouvement révolutionnaire de nos pays.

Notre conception stratégique de la guerre révolutionnaire diffère avant tout de la stratégie classique, maoïste, de la Guerre Populaire Prolongée par le fait qu'elle considère et intègre une phase insurrectionnelle. Dans une certaine mesure, nous pouvons dire que notre conception de la Guerre Révolutionnaire Prolongée combine des principes stratégiques maoïstes et le schéma insurrectionnel de type Bolchevik. Cette combinaison recouvre deux étapes qu'il s'impose prioritairement de distinguer. La première, défensive, vise essentiellement à l'accumulation des forces (dans tous les sens du terme : forces organisationnelles, militaires, plus nombreuses et puissantes, mais aussi et surtout progrès de la conscience de classe, etc.) au cours d'une longue lutte de guérilla et grâce à elle ; la seconde, offensive, vise à la prise du pouvoir d'État à travers l'insurrection de masse.

La période d'accumulation de forces peut elle-même être divisée en trois phases principales dont nous allons donner un aperçu général : la phase de la propagande armée, la phase du harcèlement et la phase de l'assiègement.

La première phase, celle que les Cellules Communistes Combattantes ont essayé d'impulser en 1984/1985 dans notre pays, est donc la propagande armée. Il s'agit d'une phase essentiellement idéologico-politique qui a pour but d'animer et ancrer au sein des avant-gardes communistes et ouvrières la conviction de la nécessité, de la justesse et de la praticabilité de la lutte révolutionnaire. Les actions armées y poursuivent des objectifs prioritairement idéologiques et politiques, elles visent à éveiller, démontrer, éduquer et convaincre. La puissance de feu n'y entre pas réellement en ligne de compte, ce qui est primordial est de mener des actions correctes, c'est-à-dire ralliant politiquement de nouveaux camarades à la lutte révolutionnaire, renforçant sa crédibilité auprès des masses, développant leur intérêt à son égard, etc.

La propagande armée peut donc être entreprise à une échelle modeste, avec des moyens minimes et conduire à de bons résultats. Car les bons résultats ne dépendent pas tant de l'importance des forces engagées ou de la prouesse militaire réalisée que de l'intelligence politique à choisir des objectifs appropriés, de la correspondance entre l'action, sa revendication et la sensibilité de classe à un moment donné, et de la capacité du mouvement militant à faire circuler cette revendication dans les secteurs les plus intéressés, etc. Surévaluer l'aspect militaire de l'action de guérilla aux dépens de son aspect politique est une erreur trop souvent commise dans le mouvement révolutionnaire européen. Une action de propagande armée doit bien évidemment être préparée avec soin et menée avec fermeté et efficacité, mais son choix, sa conception et son exploitation politiques méritent autant sinon plus d'attention et d'investissement. D'ailleurs, c'est en respectant strictement la priorité de l'aspect politique des choses que l'on peut éviter un blocage ou une déviation militariste, fût-elle simplement une imitation mécaniste des opérations effectuées par des organisations prestigieuses dans des pays où l'engagement est plus avancé.

Nous pensons donc que la propagande armée peut être pratiquée dès que les moyens en sont réunis (et ces moyens peuvent être modestes... et efficaces ! Un sabotage artisanal, un incendie au cocktail Molotov par exemple). Autrement dit, il n'y a pas de véritables conditions militaires requises au préalable, mais simplement des exigences quant à la maturité et la responsabilité des militants, la correction de la cible choisie et la correspondance des moyens engagés, le discours revendicatif et l'état d'esprit du mouvement de classe. Nous sommes aussi d'avis que la lutte armée peut être engagée par des groupes très réduits de camarades, dans la mesure où nous ne lui fixons pas de préalables organisationnels (comme l'existence d'une organisation constituée, voire la fondation du Parti). Et sans perdre de vue la critique au radical-réformisme ou au corporatisme, nous ne rejetons pas des initiatives cantonnées dans un premier temps à certains secteurs de la classe quand elles sont issues d'eux. Le principal est qu'au cours de cette phase se constitue une avant-garde révolutionnaire expérimentée cherchant son unification sur la base du Marxisme-Léninisme, capable de construire l'embryon du Parti de classe.

Pour conclure au sujet de cette première phase de la Guerre Révolutionnaire Prolongée, nous voulons souligner l'importance qu'y revêt le rapport dialectique entre les forces clandestines de la propagande armée et l'aire publique d'agitation et de propagande. Cette dernière doit fonctionner à plein rendement pour la valorisation des initiatives politico-militaires. Non seulement les militants qui œuvrent dans son cadre doivent diffuser largement le discours de la guérilla (communiqués, résolutions, etc.), mais de surcroît ils doivent exploiter sur leur terrain (public) et à leur manière (légale et *para légale*) l'impact des actions armées pour développer l'agitation, élever la conscience de classe et affirmer la crédibilité du projet révolutionnaire dans les masses. De leur côté, en se méfiant de l'opportunisme comme de la peste, les forces clandestines de propagande armée doivent veiller à rendre leurs interventions aisément exploitables par l'aire publique d'agitation et de propagande (les actions doivent être limpides, parfaitement exécutées et dirigées contre des objectifs précis à des moments judicieusement choisis).

La phase suivante est celle du harcèlement. Elle combine la poursuite de l'objectif idéologico-politique de la phase de propagande armée avec la prise en charge d'objectifs

plus spécifiquement stratégiques et politiques. Ce tournant consacre l'ouverture de l'affrontement direct à deux niveaux : d'une part l'action révolutionnaire vise à éroder l'emprise du pouvoir bourgeois sur la société, d'une autre elle commence à bousculer ce pouvoir lui-même.

Pratiquement, l'érosion de l'emprise du pouvoir bourgeois se conçoit par la capacité des forces révolutionnaires à multiplier leurs attaques contre les innombrables tentacules que ce pouvoir étend dans tout l'espace social (ainsi les sièges des partis bourgeois, les administrations, les commissariats et gendarmeries, les associations patronales, réactionnaires, des médias et institutions sociologiques, des intérêts économiques, des capitalistes et leurs instruments ou leur personnel de coercition dans les entreprises, etc.). Certes il importe toujours à ce stade que les actions soient conçues en tenant compte de l'état d'esprit des masses et dans le souci d'influer constructivement sur cet état d'esprit. Mais il s'agit à présent d'aller plus loin qu'un simple objectif idéologico-politique, il s'agit de mettre les mille et une ramifications du pouvoir bourgeois sous une pression militaire suffisante pour l'obliger à les fortifier ou à les abandonner. Un harcèlement fermement entretenu obligera l'ennemi à concentrer ses organes de pouvoir indispensables afin de les défendre au mieux contre les attaques de la guérilla. La finalité de cet engagement stratégique est à la fois de renforcer le mouvement révolutionnaire et de déforcer le pouvoir bourgeois, en contraignant ce dernier à se retrancher hors de l'espace social. Pour l'ennemi le préjudice n'est pas tant que l'une ou l'autre de ses agences soit incendiée à deux ou trois reprises, mais bien qu'il doive abandonner ce poste avancé dans l'univers social ou le transformer en forteresse et que son caractère d'intrus soit ainsi révélé.

Le rapport de force prolétariat/bourgeoisie ne se modifie pas uniquement par les progrès de la conscience de classe, ces progrès doivent se combiner à d'autres (organisationnels, stratégiques, militaires, etc.) pour que le prolétariat puisse à terme aborder victorieusement l'insurrection. La phase du harcèlement y contribue parce que d'une part elle élève la conscience de classe (à travers la continuité de la propagande armée et par l'incidence idéologique de l'obligation faite au pouvoir de se rétracter hors du champ social — avec ce que cela suppose comme perte de légitimité et démonstration du caractère autonome et parasitaire du bloc État/bourgeoisie) et d'une autre elle conduit les forces révolutionnaires vers un contexte bien plus favorable au déclenchement de l'insurrection, à savoir la phase de l'assiègement.

La phase de l'assiègement — ultime phase de l'étape pré-insurrectionnelle de la Guerre Révolutionnaire Prolongée — est l'aboutissement de la phase du harcèlement. C'est celle où, dans tous les domaines, le pouvoir bourgeois a été forcé par la guérilla à abandonner ses points d'appui secondaires et à concentrer et fortifier les autres; celle qui voit la militarisation de l'ordre social, où les forces armées bourgeoises se meuvent hors de leurs casernes comme dans un pays ennemi (de la façon militairement la plus sûre pour faire face à une embuscade... c'est-à-dire d'une façon désastreuse au niveau idéologique, politique et stratégique: l'exemple de l'Irlande du Nord où la moindre commissariat est transformé en bunker hérissé d'antennes et de caméras, percé seulement de quelques meurtrières et entouré de chicanes, où les patrouilles circulent en convois blindés dans les villes, etc., illustre clairement l'aspect stratégique de l'assiègement); celle où le camp bourgeois est rendu incapable de reprendre l'initiative contre-révolutionnaire par l'action continue, vigoureuse et sélective du Parti et de ses combattants; celle où le pays n'est plus un allié absolument crédible pour le grand banditisme impérialiste, etc.

Au-delà de son contenu, la principale responsabilité de la phase de l'assiègement tient dans sa perpétuation. Et sans doute est-ce là un problème des plus délicats: il s'agit de conserver l'initiative dans l'attente de l'apparition imprévisible de la situation de crise révolutionnaire et du déclenchement de l'insurrection. Or cette phase est évidemment réversible. Il suffit de penser au cas où les forces révolutionnaires (qui, à ce stade, sont nécessairement organisées en Parti de classe) subissent d'importantes pertes et sont incapables d'y remédier, jusqu'au point de ne plus pouvoir maintenir une pression suffisante sur l'ennemi et

donc l'empêcher de quitter sa position d'assiégé, ou lorsqu'elles doivent faire face à une intervention impérialiste étrangère renforçant démesurément les forces de la réaction. On comprend alors combien la phase de l'assiègement doit être soutenue quand on sait qu'elle constitue la meilleure position du mouvement de classe pour s'engager dans l'insurrection : les forces révolutionnaires constituées sont puissantes, expérimentées et équipées, elles se meuvent dans le prolétariat « comme un poisson dans l'eau », tandis que l'ennemi est concentré en quelques zones parfaitement inaccessibles aux opérations de la guérilla, mais surtout indéfendables face à un véritable engagement insurrectionnel.

Le matérialisme historique enseigne qu'une insurrection victorieuse procède de facteurs non seulement subjectifs mais aussi objectifs, c'est-à-dire indépendants de la volonté des groupes sociaux, comme par exemple une aggravation sensible de la misère des masses (et donc une augmentation de leur combativité) ou encore une crise politique insurmontable dans le pouvoir bourgeois. L'échéance de l'insurrection est donc dans une large mesure imprévisible alors que la raison de la stratégie révolutionnaire est de rendre le camp du prolétariat toujours plus apte à exploiter une situation insurrectionnelle. La phase de l'assiègement est précisément celle où le mouvement révolutionnaire dispose de la meilleure position stratégique pour le passage aux formes de lutte insurrectionnelle et c'est pourquoi, dans l'attente de la situation propice, son développement se traduit par son maintien, son approfondissement et son perfectionnement. En arriver à assiéger le pouvoir bourgeois (dans tous les domaines, y compris les forces de répression) et maintenir ce siège est accessible par la maîtrise du processus qui voit les armes de l'ennemi se retourner contre lui. En fait, il serait plus précis de dire qu'il faut maîtriser le processus qui voit les avantages tactiques de l'ennemi se convertir en désavantages stratégiques. Quelques exemples aideront à mieux nous faire comprendre.

Le principe de l'action de guérilla consiste à mener une action prompte et inattendue dans des conditions tactiques favorables, pour se replier avant que l'ennemi ait pu déployer sa supériorité en hommes et en armement. Face à la guérilla, l'ennemi dispose de deux grands axes de riposte : le politique (essentiellement la guerre psychologique) et le policier/militaire. Nous ne parlerons pas ici du premier, tout le monde sait déjà qu'il s'agit de l'orchestration systématique de campagnes d'intox, de falsification, de calomnies ordurières, etc.

Le second axe, la riposte policière/militaire, prend forme de trois manières. Primo, l'investigation, c'est-à-dire l'identification, l'espionnage, l'infiltration, l'isolement, etc., et la destruction des forces et structures de la guérilla. Ces pratiques policières se contentent par des mesures de sécurité et d'autodéfense, par le cloisonnement strict de l'illégalité, par des initiatives paralysant, égarant ou liquidant les sbires du régime, etc. (bien entendu, nous rappelons que l'élément déterminant de la capacité de résistance des forces révolutionnaires reste en premier lieu leur fermeté politico-idéologique). Secundo, la fortification, c'est-à-dire le renforcement de la sécurité des structures ou personnes susceptibles de faire l'objet d'une attaque de la guérilla, dont une des conséquences est d'obliger les forces révolutionnaires à consacrer plus de temps, de moyens et d'effectifs pour la réalisation de leurs opérations. Tertio, l'interception, c'est-à-dire la capacité de réagir instantanément à l'action de la guérilla pour empêcher le repli de l'unité combattante, l'encercler, l'accrocher, l'anéantir.

Fortification et interception sont des méthodes de riposte qui bénéficient de nombreux progrès techniques (dans le domaine du matériel, des équipements, etc.) et qui se combinent en tenailles : d'une part, elles contraignent la guérilla à consacrer plus de temps et à investir des moyens plus lourds pour une action donnée ; d'autre part, elles lui laissent moins de temps et de latitude pour mener l'opération et se replier avec une marge de sécurité raisonnable. L'incidence tactique de ce mouvement de tenailles est donc indiscutablement gênante, mais l'outil témoigne que l'ennemi lui-même se place sur la défensive, qu'il se trouve en position d'attaqué. Malgré les difficultés tactiques qu'entraîne la qualification des forces d'interception (espionnage vidéo et dispositifs de bouclage de villes entières, patrouilles spécialisées rapides, etc.) et la course à la fortification, elles vont dans

le sens des objectifs stratégiques révolutionnaires: elles installent l'ennemi dans une position d'assiégé.

Par ailleurs, du point de vue stratégique il est bien plus utile d'attaquer les forces employées par l'ennemi à l'ilotage que celles destinées à l'interception, même si ce sont ces dernières qui posent le plus de problèmes lors des actions. De même qu'il est moins intéressant de s'échiner à mener des actions de grande ampleur pour atteindre l'ennemi dans ses bases les plus vitales — et donc les plus fortifiées — que de porter des coups peut-être modestes mais incessants contre des objectifs moins capitaux et plus accessibles. En résumé, il faut doser les investissements de telle façon que la mesure retenue serve l'objectif stratégique tout en garantissant aux forces de la guérilla une marge de manœuvre tactique minimale.

En ce qui concerne les différences entre la stratégie de la Guerre Révolutionnaire Prolongée telle que nous la concevons pour les pays impérialistes et la stratégie de la Guerre Populaire Prolongée élaborée par le Parti Communiste Chinois lors de la guerre contre l'envahisseur japonais et contre le Kuomintang, il faut reconnaître qu'elles sont nombreuses. D'abord, dans les centres impérialistes la lutte armée adopte la forme de la guérilla urbaine. Les conditions objectives (sociales, démographiques, géographiques) interdisent toute guérilla rurale à grande échelle, et plus encore l'établissement de zones libérées où s'exercerait le nouveau pouvoir révolutionnaire. L'établissement et l'administration de zones libérées est un des piliers de la stratégie de la Guerre Populaire Prolongée comme l'ont conçue les camarades chinois, et nous devons lui substituer ici la construction et le développement de réseaux clandestins dans les concentrations urbaines et industrielles. La capacité ennemie d'amener des forces armées d'une supériorité écrasante et en un délai très bref dans n'importe quel coin du pays nous interdit de contrôler militairement un espace donné (un quartier, par exemple) plus longtemps qu'il n'est nécessaire pour mener une action de guérilla ou une agitation politique protégée.

Cette différence en engendre d'autres. Ainsi, dans la Guerre Populaire Prolongée telle qu'elle fut et reste menée dans les pays dominés, la transition entre guerre de guérilla et guerre de mouvement se réalise progressivement dans le mouvement d'encerclement des villes par les campagnes, par l'accroissement des zones libérées et la réduction des zones toujours sous le contrôle de l'ennemi. Pareil mécanisme stratégique ne nous est pas accessible. Ici, la charnière entre guerre de guérilla et guerre de mouvement s'établit au moment où la Guerre Révolutionnaire Prolongée fait place à l'insurrection de masse. À ce moment-là seulement, et dans un bref laps de temps, la conversion s'opère et les forces révolutionnaires sont mises en demeure de prendre le contrôle du plus grand (et propice) espace et de l'élargir encore.

Nonobstant les différences d'ordre stratégique, il faut aussi prendre en considération les différences d'ordre politico-social induites par la différence de structure sociale entre les pays dominés et les pays impérialistes très développés comme ceux d'Europe occidentale. La plus importante de ces différences tient dans le caractère de classe de la guerre révolutionnaire. Dans l'expérience chinoise comme dans celle de la plupart des pays dominés du tiers-monde, la Guerre Populaire Prolongée reposait sur une alliance de classe entre la classe ouvrière (numériquement faible mais politiquement centrale), la petite bourgeoisie économique et intellectuelle (très influente), certains secteurs de la bourgeoisie nationale et, surtout, la paysannerie (la classe la plus étendue qui porte sur ses épaules l'essentiel de la guerre de guérilla). Rien de tout cela chez nous.

Dans les pays impérialistes comme ceux de l'Europe de l'ouest, l'importance du prolétariat est telle qu'aucune alliance de classe, stricto sensu, n'est envisageable. Non que des éléments issus de la petite bourgeoisie ou de la paysannerie ne puissent rallier le processus révolutionnaire, mais ce ralliement devra consister en une adhésion entière à la perspective prolétarienne. La liquidation économique de la petite bourgeoisie atteint ici un degré extrême; il n'est pas un secteur jadis trusté par cette classe (commerces, services en tout genre, etc.) d'où le grand capital ne procède pas à son éviction. Partout l'emploi salarié se

substitue à l'emploi indépendant. Un clivage très net s'opère parmi la petite bourgeoisie intellectuelle, qui en rapproche objectivement du prolétariat la majeure partie et en soude le reliquat à la bourgeoisie (cadres, spécialistes, etc.). Précisons encore qu'au niveau idéologique la petite bourgeoisie n'a plus la moindre identité progressiste propre et qu'elle se retrouve contrainte soit d'adopter les idéaux prolétariens, soit de se prostituer à la réaction bourgeoise.

En raison du haut degré de développement économique atteint dans les centres impérialistes européens (et compte tenu de la structure sociale qui en découle), le processus révolutionnaire dans ces pays est de nature ouvertement prolétarienne et communiste. Point n'y est besoin d'étape intermédiaire à l'édification socialiste, ni politique (la démocratie bourgeoise a déjà livré tout son contenu historique progressiste et l'indépendance nationale — dans le cadre de l'ordre impérialiste mondial — est acquise), ni économique (il n'y a pas de bourgeoisie nationale à ménager: l'expropriation prolétarienne peut et doit être drastique). Cet aspect des choses justifie aussi le fait que nous parlions de Guerre Révolutionnaire Prolongée en place de Guerre Populaire Prolongée. Nous pourrions éventuellement parler de stratégie de Guerre Prolétarienne Prolongée, en raison de son caractère de classe exclusif, mais nous l'évitons par souci de clarté: le prolétariat ne s'engage massivement en tant que tel qu'au moment de l'insurrection, c'est-à-dire précisément quand s'achève l'étape de la Guerre Révolutionnaire Prolongée.

Tout cela dit, il est indiscutable que nous, révolutionnaires des métropoles, avons tout intérêt à explorer minutieusement l'immense bagage d'expérience accumulée par le Mouvement Communiste International au cours des guerres populaires menées en Chine, au Vietnam ou ailleurs. Un exemple entre mille: nous sommes attachés à la thèse du « Parti combattant », c'est-à-dire à l'option d'un parti accomplissant lui-même le travail politico-militaire, et la manière d'intégrer ce travail dans le cadre de l'activité classique du Parti pose de nombreux problèmes. S'il s'agissait seulement de quelques opérations clandestines (l'élimination d'indicateurs et d'infiltrés, l'accumulation d'armes, la formation de cadres en vue de l'insurrection, etc.), la solution d'un appareil clandestin rattaché à la direction du Parti et à l'Internationale — solution adoptée par les partis kominterniens — ferait parfaitement l'affaire. Mais pour nous il s'agit maintenant de mener une guerre révolutionnaire dont la conduite est bien plus politique que militaire et cela appelle des solutions inédites. C'est à ce propos que le bagage d'expérience évoqué plus haut peut nous être utile. Dans la mesure où un appareil entièrement militaire, faisant pièce aux structures politiques habituelles du Parti, pleinement autonome mais dépendant de ses instances dirigeantes, ne nous paraît pas adapté au caractère spécifiquement politico-militaire de la Guerre Révolutionnaire Prolongée métropolitaine, et dans la mesure où une dilution des forces militaires et une ventilation des tâches de guérilla dans les structures de base du Parti nous semble irréaliste, sinon irresponsable, ce que nous pouvons apprendre de la manière dont le général Giap a combiné des forces militaires spécialisées, autonomes et puissantes (celles du Nord) et des forces armées occasionnelles, légères et issues d'organisations de base (celles du FNL), nous intéresse au plus haut point. Car en effet, on peut imaginer que la solution aux problèmes structurels posés par la thèse du Parti combattant et la stratégie de Guerre Révolutionnaire Prolongée réside dans une combinaison de ce type, qui verrait les structures de base du Parti (cellules, comités, etc.) contribuer ponctuellement, prudemment et avec des moyens limités, à la propagande armée et au harcèlement, tandis qu'un appareil militaire spécifique, dépendant directement des plus hautes instances du Parti, assurerait de manière efficace les initiatives politico-militaires de grande envergure, le tout parfois coordonné dans des campagnes uniques. Le type d'organisation adopté par le Front de l'Indépendance dans la Résistance anti-nazie en Belgique avec la structure des Partisans Armés d'une part et celle des Milices Patriotiques d'autre part présente également beaucoup d'intérêt à ce propos.

- **Quelques mots encore sur l'expérience des Cellules et les leçons qu'il convient d'en tirer**

Les camarades de Voie Prolétarienne écrivent: «Les camarades des CCC reviennent sur leur expérience de construction du Parti de manière autocritique (...) en termes de "dysfonctionnement" avec l'activité militaire. Mais dans le rapport entre politique et militaire, il ne suffit pas de dire qu'il y a une relation dialectique, il faut en définir l'**aspect principal** au risque de l'éclectisme. Si nous sommes d'accord pour affirmer que "la politique doit être au poste de commande" et que "le parti commande au fusil", les tâches organisationnelles, politiques, théoriques, les tâches de parti, ne sont pas des questions techniques mais une conception politique, une conception **des priorités dans les tâches** à un moment donné.» Une critique qu'ils développent ensuite sous le titre «Le dysfonctionnement des CCC».

Si nous voulons nous comprendre à ce propos, il faut manifestement préciser le contenu des domaines «politique» et «militaire» avant d'aborder leurs interactions, leur relation dialectique, l'aspect principal de cette dialectique, etc. Car une sorte de réflexe théorique conditionné pousse à décréter d'office que le militaire sert le politique, que dans la relation l'aspect principal est le politique et l'aspect secondaire le militaire, point à la ligne. Mais à la réflexion ça se révèle un peu court... quand pas dangereux, car pareilles généralités (aussi justes soient-elles!) risquent de bloquer l'analyse. Elles tendent spontanément à des conclusions du genre: le pôle principal c'est le pôle politique (légal), le pôle secondaire c'est le pôle combattant (clandestin), les structures combattantes doivent servir les structures politiques, etc.

Or ces conclusions ne sont correctes que dans le cas où les forces militaires révolutionnaires sont spécifiquement militaires et en tant que telles démarquées des forces révolutionnaires spécifiquement politiques, donc organisationnellement indépendantes du Parti; quand l'Armée Rouge (ou l'organisation de guérilla) est distincte du Parti — même si nourrie par lui, fidèle à sa ligne générale, disposant d'une hiérarchie propre doublée d'une organisation de commissaires politiques, etc. Une conception qui fut appliquée dans la guerre révolutionnaire en Chine (lorsque Mao formulait les thèses évoquées par les camarades de VP) et que rallie encore actuellement en Espagne le PCE(r), qui est distinct des GRAPO (les rangs de ces derniers recèlent des combattants issus du Parti, bien sûr, mais aussi des communistes autonomes, des libertaires, des anti-fascistes, des démocrates, etc.).

Et ces mêmes conclusions ne sont plus appropriées face à la conception stratégique et organisationnelle du Parti combattant élaborée par les camarades italiens et que nous rallions. Dans le cadre de cette conception, les principes fondamentaux comme «le Parti commande au fusil» et «le politique est l'aspect principal de la dialectique politico-militaire» ne conduisent plus automatiquement aux formules organisationnelles qui furent celles du Komintern. Le Parti combattant commande aux fusils en intégrant la lutte armée parmi ses propres tâches — *partitistes* —, les rapports entre les structures militaires et les autres structures du Parti relevant simplement du centralisme démocratique. La nature même du Parti combattant établit la primauté du politique sur le militaire (les structures et l'activité militaires étant directement fonction du projet politique du Parti) et en même temps elle infirme la priorité des structures spécifiquement politiques (des forces d'agit-prop légales extérieures au Parti, essentiellement) sur les structures politico-militaires du Parti combattant, nécessairement clandestines.

Cette mise au point faite, nous pouvons maintenant réfléchir plus précisément à la critique de l'expérience des Cellules en 1984/1985. On peut effectivement dire qu'il y a eu éclectisme dans le sens où l'aspect principal de la dialectique entre la propagande armée et l'exploitation politique et organisationnelle de ses effets (ce qui est très différent de la dialectique entre le politique et le militaire) n'avait pas été clairement dégagé ou, du moins, n'avait pas conduit à des conclusions pratiques suffisantes.

Le projet erroné auquel les Cellules adhéraient au départ (produit bâtard de mauvaises influences et d'une pratique empirique des choses) supposait possible d'animer

parallèlement mais séparément une structure clandestine uniquement vouée à la propagande armée et une aire légale, ouverte (c'est-à-dire prête à rassembler des initiatives indépendantes parmi celles qui devaient inévitablement surgir — et qui, effectivement, apparurent), vouée à l'agitation, à la propagande, à la formation, au débat. Une sorte d'attelage informel où les deux chevaux étaient censés marcher de pair par la seule vertu de leur vigilance politique, de leur attachement à un projet global commun, de leur volonté sincère à régler leur pas l'un sur l'autre. Nous savions cette option loin d'être idéale et nous nous rassurons en fixant son dépassement à une étape ultérieure (la fondation d'une organisation capable de jouer un rôle unificateur, dirigeant, solidement implantée dans la classe, véritable embryon du Parti Communiste Combattant), mais nous étions alors loin d'en mesurer toute la naïveté subjectiviste.

Nous pourrions résumer notre autocritique ainsi : la dialectique entre propagande armée et exploitation politique et organisationnelle de la propagande armée est essentielle, elle constitue l'âme de notre stratégie révolutionnaire. Tout dysfonctionnement à cet endroit (en raison d'une orientation fautive ou d'une direction déficiente, d'une mauvaise distribution/structuration/articulation des forces, etc.) débouche soit sur le militarisme (cf. Action Directe), soit à l'opposé sur l'opportunisme liquidateur (cf. l'UCC), et en tout cas sur la défaite (cf. les Cellules).

Cette autocritique est à la base des conclusions que nous avons exposées — sans doute trop hâtivement — dans notre première participation au débat. Nous disions la nécessité d'un pôle de lutte clandestin, recouvrant tous les domaines de l'activité révolutionnaire (politique, militaire, organisationnel), animant lui-même l'essentiel de la dialectique politique/militaire et incarnant l'aspect principal de la dialectique légalité/illégalité. L'aspect secondaire de cette dernière relation tenant dans les structures publiques d'agit-prop, de solidarité prolétarienne, d'édition, etc.

L'expérience de 1984/1985 enseigne qu'au lieu de se reposer sur l'aire légale pour assurer tout le travail politique, les Cellules auraient dû privilégier les deux axes suivants. Primo, un travail politique et organisationnel avec les sympathisants restés à l'écart des structures publiques et donc de l'espionnage policier, en place de l'instrumentalisation qui fut trop souvent la règle (le travail de formation, par exemple, était pratiquement subordonné au travail militaire). Cette façon de faire doit créer, favoriser une dynamique de développement lente (until connaissant until qui connaît until et ainsi de suite) mais sûre et conforme aux besoins de la lutte. Secundo, un travail de propagande armée spécifiquement conçu pour favoriser la prise en charge d'initiatives révolutionnaires autonomes par les secteurs avancés de la classe avec lequel, compte tenu de son isolement relatif, l'organisation ne pouvait encore établir de relations directes.

Transférer des militants éprouvés de l'aire légale au pôle clandestin (ainsi, par exemple, l'entrée de Pascale et Didier dans les Cellules en octobre 1985) peut parfaitement se justifier, rien ne s'y oppose par principe tant que cela reste marginal par rapport au développement de filières clandestines de recrutement et de formation. Estimer que l'aire d'agit-prop constitue la réserve opérationnelle, le « vivier naturel », l'antichambre forcée de la lutte clandestine est une grave erreur. Au-delà des inconvénients tactiques de cette conception (elle offre une voie royale à l'espionnage et aux infiltrations), elle est inacceptable en ce qu'elle établit un rapport de dépendance des structures combattantes vis-à-vis de l'aire légale. Elle ôte finalement toute substance au projet stratégique faisant du Parti clandestin le centre de gravité du mouvement révolutionnaire.

Tout ça pour dire que quand nous évoquons le problème du dysfonctionnement dans l'interaction propagande armée / exploitation de la propagande armée qui s'est posé aux Cellules en 1984/1985, contrairement à l'idée que nous prêtent les camarades de VP nous ne faisons pas allusion à un problème « technique » mais bien à un problème stratégique. Notre autocritique reconnaît certes, en plus, une mauvaise distribution des forces et de mauvais choix dans les investissements, mais elle souligne avant tout un vice de la



conception stratégique qui rendait impossible une gestion centralisée, qui rendait ardue la perception des déséquilibres et dysfonctionnements — et de surcroît empêchait d'y remédier.

Il faut aussi être précis quand on parle de la « déviation militariste » qui a entaché la lutte de notre organisation en 1984/1985 et ne pas tomber dans une généralité réductrice et expéditive. Car si le pôle politico-militaire — les Cellules — a bien souffert d'une déviation militariste, le pôle politique public et légal a souffert dans le même mouvement et pour des raisons symétriques d'une déviation opportuniste.

La relation illégalité/légalité doit être considérée dans sa totalité et on ne peut en isoler un seul terme. La dérive opportuniste des structures légales fut l'exact pendant de la surenchère militariste des Cellules. Il n'y pas eu trop de militaire de façon absolue dans la pratique des Cellules (il faudrait dans ce cas conclure à trop de politique du côté des structures publiques ?!), le problème exact fut que la propagande armée était déconnectée d'une agit-prop classique, comme l'agit-prop menée par les structures légales était déconnectée de la propagande armée. On a pu ainsi voir des initiatives d'agit-prop classique rester stériles parce que menées en faveur du projet révolutionnaire dans des secteurs où ce projet n'avait pas été crédibilisé par la propagande armée. La stérilité de ces initiatives d'agit-prop était le miroir des actions de propagande armée restées sans écho.

Bien sûr c'est un problème complexe. Il ne suffit pas seulement de faire coïncider au bon endroit le travail d'agit-prop et la propagande armée. Il faut aussi que les angles d'attaque politique, les thèmes d'interventions, les mots d'ordre avancés, etc., soient correctement sélectionnés pour garantir l'épanouissement des potentialités de l'activité politique et politico-militaire. Mais cela nous ramène tout de même au propos de notre première intervention, à savoir que dès le premier stade du processus révolutionnaire « une gestion centralisée de tous les aspects politiques et militaires de la lutte est nécessaire [car] elle seule permet de doser correctement les investissements politiques et militaires et de leur assurer ainsi une interaction dialectique et productive. »

Nous pensons donc que la manière dont les camarades de VP perçoivent notre autocritique, dont ils tentent de la tirer en direction d'une critique de la lutte armée dès les premières étapes du processus révolutionnaire est incorrecte.

#### • **Quelle version de la conception insurrectionnelle aujourd'hui ?**

Après avoir exposé notre projet stratégique dans ses grandes lignes, avec ses lacunes, ses audaces, ses points faibles, etc., il nous semble opportun de retourner le problème aux camarades de Voie Prolétarienne : — Nous ne doutons pas que notre projet vous paraîtra hérétique... mais il ne suffira pas de répondre qu'en plus de la poudre il sent le fagot. Voulez-vous présenter le projet stratégique que vous ralliez, en continuation/adaptation/amélioration de la conception insurrectionnelle en vigueur dans le Komintern dans l'entre-deux-guerres ?

À ce propos, les camarades de VP écrivent dans leur première contribution au débat : « Ce ne sont pas les faibles résultats de nos activités respectives qui permettent actuellement de trancher sur la justesse de l'orientation proposée. Plutôt que d'en rester aux actes de foi respectifs (pour ou contre la lutte armée), il faut faire le bilan des expériences passées, qui ne manquent pas. S'il faut rejeter la conception "insurrectionnaliste", cela n'implique pas pour autant le développement dès aujourd'hui de la lutte armée. »

En théorie, non, mais que proposent alors les camarades ? Le passé est riche d'expériences et force est de constater que du point de vue stratégique elles se rangent dans l'une ou l'autre des trois catégories suivantes : la stratégie insurrectionnelle (de type Komintern), la stratégie *foquiste* ou la stratégie de guerre prolongée. Plus encore que la stratégie insurrectionnelle — et ce n'est pas peu dire —, la stratégie *foquiste* a révélé au fil de ses échecs sur le continent latino-américain (mais aussi en Iran) qu'elle ne pouvait triompher que face à un régime dans un état de faiblesse exceptionnelle.

Reste alors la guerre prolongée. Si l'on excepte le succès *insurrectionnaliste* en Russie et *foquiste* à Cuba, toutes les victoires révolutionnaires ont été obtenues d'une façon ou l'autre selon les principes de la guerre prolongée. Le Président Gonzalo, qui a fondé la guerre populaire au Pérou avec le succès que l'on sait, affirme que la guerre prolongée a une valeur universelle en tant que principe stratégique (comme le Parti a une valeur universelle en tant que principe organisationnel), qu'elle constitue la doctrine militaire du prolétariat et de ce fait un des apports essentiels de Mao Tsé-toung au Marxisme-Léninisme (il exprime cette opinion notamment dans l'interview donnée à El Diario en 1989).

Ne s'impose-t-il pas alors aux révolutionnaires des métropoles de s'investir dans l'étude de la Guerre Populaire Prolongée, de ses succès (Chine, Indochine, Pérou) comme de ses revers (Malaisie), pour en distinguer tout ce qui relève spécifiquement des pays dominés (agricoles, semi-féodaux et sous-développés) d'une part et son contenu universel d'une autre ? Pour élaborer à partir de ce contenu une ligne stratégique correspondant à la réalité des métropoles, en mettant à profit les leçons des expériences du mouvement révolutionnaire européen ?

Nous en sommes persuadés et c'est avec cette conviction que nous avons développé notre proposition stratégique de « Guerre Révolutionnaire Prolongée ». Faisons aussi remarquer que nos recherches dans cette direction sont loin de faire exception.

Ce n'est pas un hasard si les camarades d'un pays en partie agricole et sous-développé, en partie prolétarisé et urbanisé, à savoir la Turquie, énoncent un projet stratégique spécifique de « Guerre Révolutionnaire Composée » relevant à la fois de la Guerre Populaire Prolongée et des orientations stratégiques du courant marxiste-léniniste combattant dans le mouvement révolutionnaire européen.

## Pour conclure à présent

Nous espérons que cette seconde participation au débat avec Voie Prolétarienne aura suffisamment répondu aux questions des camarades à propos des raisons et des choix stratégiques qui fondent selon nous la nécessité immédiate de la lutte armée dans l'activité communiste. Précisons que nous la justifions encore par d'autres raisons dans d'autres domaines et que nous jugeons pleinement erronée et inacceptable l'opinion exprimée par les camarades de VP quand ils écrivent :

« Aujourd'hui, selon nous, le "communisme combattant" (version moderne du terrorisme à l'époque de Lénine) gaspille des forces révolutionnaires, des énergies militantes, en stérilise d'autres détournées des tâches urgentes du moment : combattre la confusion sur tous les terrains, reconstruire le Parti, se lier à la classe ouvrière, recréer le cadre politique et organisationnel nécessaire pour pouvoir changer d'échelle dans l'activité. »

À notre avis la propagande armée (la forme de lutte armée qui s'impose aux premiers stades de l'activité des communistes) permet précisément de combattre la confusion en révélant l'existence d'une initiative révolutionnaire conséquente et irréductible, elle établit l'espace et détermine les critères de reconstruction du Parti dont a besoin le processus révolutionnaire dans les pays européens aujourd'hui — à savoir un Parti combattant —, elle permet de mobiliser et de rallier les avant-gardes ouvrières (cheval de Troie en direction des larges masses) sur une base véritablement révolutionnaire et elle crée à terme les conditions permettant d'accéder à l'étape stratégique suivante.

Nous aurions aimé poursuivre le débat, il nous semble que beaucoup de matière mériterait encore d'être abordée, décortiquée, analysée... Mais bon, Voie Prolétarienne souhaite pour sa part le suspendre provisoirement. Nous regrettons la décision des camarades autant que nous la respectons. Nous voulons d'ailleurs aussi leur dire combien nous avons été heureux du sérieux et de la camaraderie dont nos relations ne se sont pas départies durant ce travail — contradictoire — en commun. Mais peut-être sera-t-il relancé plus vite qu'on l'imagine ?

POUR LE COMMUNISME!

VIVE L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN!

**Collectif des prisonnièr(e)s des Cellules Communistes Combattantes**

2 octobre 1993

Manuel Perez Martinez ( Arenas ) / PCE(r)

## SUR LA STRATÉGIE DE LA LUTTE ARMÉE RÉVOLUTIONNAIRE

Le débat ouvert il y a longtemps déjà dans le mouvement révolutionnaire en Europe occidentale, autour de l'importance ou du rôle stratégique de la lutte armée révolutionnaire, est très loin de sa conclusion. On en a une preuve avec le supplément de la revue Correspondances Révolutionnaires n°12-13, d'octobre-novembre 1992, où on trouve deux textes qui ont attiré notre attention. Le premier a pour titre « Lutte armée et politique révolutionnaire » et il est signé par le Collectif des Prisonnier(e)s des Cellules Communistes Combattantes. Le second lui répond et il a également un titre frappant : « Violence révolutionnaire et construction du Parti, aujourd'hui, en Europe » Il est signé par le Comité Directeur de Voie Prolétarienne (VP).

L'intérêt de ces deux textes est grand, au moins pour nous, parce qu'ils vont nous permettre d'éclaircir quelques idées qui étaient restées en dehors des polémiques antérieures et qui, néanmoins, se trouvent à **la base** de tout débat sur le sujet. Pour le reste, nous regrettons de ne pouvoir partager ce style de débat « tout à fait correct » qu'ont employé les camarades des CCC, qui sans doute a rendu les choses beaucoup plus faciles aux rédacteurs de VP déclarant dès l'introduction de leur texte : « Nous voulons tordre le cou à une certaine forme de romantisme autour de la lutte armée, comme solution hypothétique face aux difficultés actuelles du communisme militant. » Ensuite, ceux de VP demandent : « Pourquoi avec les CCC ? », et voilà leur réponse : « Parce que ce sont les camarades qui nous l'ont proposé, sous une forme qui nous convenait. »

Il est évident que sous cette « forme » conciliatrice, sous cette respectabilité (pleinement au goût des philistins petits-bourgeois), on ne peut défendre aucune position révolutionnaire. C'est ce qui a permis à VP, à l'encontre des désirs ou des bonnes intentions des prisonniers des CCC, d'apporter de l'eau à son moulin. Il est indéniable, comme VP s'est chargée de le souligner, qu'il existe un « désaccord sur un point fondamental », à savoir que « VP ne juge pas nécessaire dès aujourd'hui la pratique de la lutte armée » tandis que les CCC disent : « pour notre part nous sommes persuadés de sa nécessité immédiate ». Mais il n'est pas moins vrai que les preuves apportées par les camarades belges dans leur plaidoirie, preuves qu'ils se sont souciés de réunir avec soin, ne parviennent pas à établir sur une base sûre et claire, vraiment de principe, le désaccord proclamé. Elles n'acquièrent à aucun moment une dimension théorique et se confondent plusieurs fois avec l'idée qu'ils prétendent combattre, sans même arriver à effacer cette trace de « romantisme » que ceux de VP ont décelée dans leur texte.

Il en est ainsi parce que les camarades des CCC n'ont pas encore compris que le débat ne tourne pas (ou ne doit pas tourner) autour de l'utilisation **immédiate**, ou non, de la lutte armée. Ils n'ont pas compris que cette question est une question **dérivée**, conditionnée par une autre beaucoup plus importante. On peut dire la même chose des autres questions sur lesquelles ils ont insisté dans tous leurs écrits et déclarations, au sujet du rôle « initiateur » ou propagandiste qu'ils attribuent à la lutte armée révolutionnaire. Tout cela est très juste dans les conditions qu'ils décrivent, mais ce n'est pas le plus important quant aux effets théoriques et pratiques. On ne doit pas s'étonner du fait que les rédacteurs de VP en aient conçu une certaine arrogance et proclament en criant à tue-tête : « C'est en effet une constante de tout le courant combattant européen de traiter de la lutte armée "en général", sans caractériser le contexte dans lequel elle se déroule. Il n'y a rien de plus faux. » Oui, bien sûr, il n'y a rien de plus faux et ils le savent très bien.

Nous ne sommes pas étonnés du fait que malgré l'énorme intérêt qu'ils ont toujours démontré pour les péripéties de ce courant, ils aient passé sous silence l'expérience du

mouvement de résistance organisé que notre Parti dirige en Espagne depuis plus de dix-sept ans. Mais pour ces messieurs, nous n'avons même pas atteint la qualité de « combattants ». Nous ne sommes pas affligés d'être traités d'une façon tellement discriminatoire et même vexatoire par *d'illustres et éprouvés révolutionnaires marxistes-léninistes*, comme sans doute ils se considèrent. Au contraire, il est connu que nous sommes un peu masochistes et que nous aimons ça. Pour cette raison, nous n'avons aucune difficulté à reconnaître leurs précieuses contributions au débat qui est en train de se développer, ni à leur consacrer tout le temps et la place qu'elles méritent.

Il est fort possible que les dirigeants de VP n'aient pas jeté un coup d'œil sur nos matériaux, mais tout de même, ils doivent avoir lu « La critique contemplative » que nous avons dédiée au fameux Mr Becker. Ce document a été cité par les camarades des CCC dans le texte que VP soumet à une rigoureuse analyse. Il est donc inclus dans l'opération de « torsion du cou » qu'ils ont cherché à réaliser, même s'ils ne le citent jamais. Il est exact que les camarades des CCC ont préféré insérer une partie seulement d'un passage de la plus grande importance par rapport au problème traité. Et qu'ils l'ont extrait en coupant plusieurs fois le fil du raisonnement et de sa conclusion logique, pour inclure des phrases qui ne veulent absolument rien dire. Ils doivent connaître les raisons qui les ont conduits à se livrer à pareilles amputations, même si nous doutons beaucoup qu'il s'agissait de maintenir *les bonnes manières*. Mais voyons tout de suite ce que dit ce passage que les camarades des CCC ont coupé comme ils l'ont voulu :

« En fait, la violence n'est pas la question centrale dans la critique que Becker fait à la guérilla urbaine. Sa tentative vise à poser le faux dilemme de savoir si ce sont les masses ou "un petit groupe" qui l'exerceront. Mais que nous sachions, personne ici n'a dit que la révolution puisse être l'œuvre de quelques élus, même très héroïques, vaillants ou prêts au sacrifice. Ce que nous soutenons, c'est l'absolue nécessité d'incorporer la lutte armée à la stratégie révolutionnaire, en la concevant comme une partie essentielle, comme quelque chose qui découle de tout le développement historique et des conditions matérielles objectives dans lesquelles se livre aujourd'hui la lutte de classe au sein des États capitalistes, de leur nature fasciste et spoliatrice, profondément réactionnaire. Dans ces conditions, que Mr Becker se charge bien de mentionner, la lutte armée surgit de manière inévitable comme résultat de la crise, de l'intensification de l'exploitation de la classe ouvrière et des autres travailleurs, de la brutalité et de l'oppression qu'ils subissent de la part de l'État; elle naît de la résistance qu'opposent les masses, d'une manière croissante, au système de la bourgeoisie en processus accéléré de ruine et de décomposition. Au moment venu — qu'il est impossible de fixer dès maintenant —, cette forme de lutte devra devenir principale et toutes les autres devront y être subordonnées. »

Il se peut que cette citation soit insuffisante pour « caractériser le contexte » dans lequel se développe la lutte armée en Europe, mais ce que personne ne peut mettre en doute, c'est qu'il s'agit tout au moins d'un essai de *caractérisation*, c'est-à-dire qu'on n'est pas en train d'ignorer ni omettre cette donnée si essentielle au moment de déterminer la stratégie révolutionnaire. Il faut remarquer en outre qu'on est occupé à traiter cet important problème sur un plan général, et non dans la perspective des conditions d'un pays concret, comme pourrait être l'Espagne. Si les dirigeants de VP sont si intéressés, comme ils le disent, par ce thème — et non seulement par « tordre le cou » aux romantiques —, nous osons leur suggérer de lire les textes du PCE(r). Ils pourraient y trouver une « caractérisation du contexte » non seulement générale mais aussi **concrète**, qui se réfère à un pays concret où depuis de nombreuses années se livre le type de lutte qu'ils déplorent tant. Pourraient-ils en faire l'effort? Ne serait-ce qu'essayer? Ne perdons pas espoir. Nous savons que pour eux, comme pour leur compère Mr Becker dont ils ont sûrement pris exemple, toute cette lutte et l'analyse du Parti à son endroit n'est rien d'autre que du « réformisme armé ». Nous avons pourtant réalisé cette analyse du « contexte », qu'ils sont en train de réclamer. Mais au lieu de s'y attacher, de l'étudier et de la critiquer, ils ont choisi de **l'ignorer**. Ils ressemblent aux autruches face au péril, qui se défendent en se cachant la tête sous l'aile. Cette attitude les

rend même incapables d'étudier le problème dans les termes justes de sa formulation et les empêche aussi de comprendre un texte si clair et si fondamental à cet égard que le travail de Lénine « La guerre de partisans ». Ils le citent sans se rendre compte qu'il fut précisément rédigé pour faire un peu de lumière dans la tête de ceux qui « esquivent (...) l'analyse des conditions de la guerre civile au moyen de clichés et de phrases rabattues sur l'anarchisme, le blanquisme, le terrorisme... »

Quelles conclusions devons-nous tirer de ce texte ? D'abord, Lénine fait remarquer les deux questions fondamentales dont il faut tenir compte au moment d'examiner le problème des méthodes de lutte, qui sont justement celles dont on est en train de discuter :

« En premier lieu, le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à **quelque forme de combat unique et déterminée. Il admet les méthodes de lutte les plus variées.** (...) [Le marxisme] n'entend en aucun cas se limiter aux formes de lutte possibles et existantes dans un moment donné ; il reconnaît qu'un changement de la conjoncture sociale entraînera **inévitablement l'apparition** de nouvelles formes de lutte, encore inconnues aux militants de la période donnée. Le marxisme, sous ce rapport, **s'instruit**, si l'on peut dire, à l'école pratique des masses ; il est loin de prétendre **faire la leçon** aux masses en leur proposant des formes de lutte **imaginées** par des "**fabricants de système**" dans leur cabinet de travail. (...) »

« En second lieu, le marxisme exige absolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect **historique**. Poser cette question en dehors des circonstances historiques, concrètes, c'est ignorer l'abc du matérialisme dialectique. À des moments distincts de l'évolution économique, en fonction des diverses conditions dans la situation politique, dans les cultures nationales, dans les conditions d'existence, etc., différentes formes de lutte se hissent au premier plan, deviennent les principales, et par suite, les formes secondaires, accessoires, se modifient à leur tour. Essayer de répondre par oui ou par non, quand la question se pose d'apprécier un moyen déterminé de lutte, sans examiner en détail les circonstances concrètes du mouvement au degré de développement qu'il a atteint, ce serait abandonner complètement le terrain marxiste. »

« Tels sont les deux principes essentiels qui doivent nous guider. »

Mais il ne suffit pas de proclamer ces deux principes. En plus, Lénine établit bien clairement que cela n'exempte pas le parti révolutionnaire du devoir de « généraliser » et « rendre conscientes » les nouvelles formes de lutte dont le mouvement ne cesse de se doter, en mettant au premier plan à chaque étape du développement celle de ces formes qui est devenue la principale, en vue de l'impulser et de l'étendre, en lui soumettant toutes les autres.

Néanmoins, de cette position de Lénine que nous venons de citer, les dirigeants de VP ont déduit que « de fait, tous les théoriciens du marxisme se sont attachés à situer la lutte armée dans son contexte politique ». En réalité, ce « contexte politique » n'est rien d'autre que le moment de l'insurrection générale. En dehors de ce moment, selon VP, la lutte armée n'a aucun sens théorique ni politique. « Parler de nécessité de lutte armée en Europe — affirment-ils — c'est la justifier politiquement dans le contexte actuel. Malheureusement, les camarades des CCC (comme la plupart des militants combattants) sont silencieux à ce propos, et restent à l'affirmation de principe de sa nécessité. Leurs documents sont hors du temps, et bien malin qui pourrait dire en quelle année ils ont été écrits. » En vérité, ceux qui sont hors du temps et de toute réalité sont les dirigeants de VP. Pour eux, tout le problème se réduit en fin de compte à une question de « justification » politique. Cet aspect lui-même reste complètement estompé dans leur texte, dès le moment où il se formule de façon unilatérale, en le séparant de sa vraie base ou de son **contexte historique**, social et économique. Tout ce qu'ils disent sur « le contexte dans lequel se développe la lutte armée » se réduit précisément à une description des éléments purement conjoncturels ou de la situation politique, oubliant tous **les traits essentiels** du régime économique et politique de l'époque dans laquelle nous vivons dans les pays capitalistes. Autrement dit, à part ce verbiage emphatique sur le « contexte » et les attaques contre la lutte révolutionnaire, rien n'apparaît

dans leur travail qui puisse être considéré comme un essai sérieux d'analyser ces problèmes.

Apparemment, ni Lénine ni aucun marxiste n'ont décrit le cadre général dans lequel se développe actuellement la lutte de classe dans le monde entier ; ils n'ont pas élucidé le « contexte » **économique et politique de l'impérialisme**, du régime des monopoles ; ils n'ont pas non plus caractérisé l'opportunisme qui cache et falsifie cette réalité avec mille arguties en même temps qu'il sabote le développement de la lutte des classes sous toutes ses formes. Rien d'étonnant si, après tant de verbiage à propos du « contexte » et autres choses, ils concluent en réduisant le problème des méthodes de lutte (et d'organisation) qu'il faut appliquer à notre époque (l'époque de la crise générale du système capitaliste) à une question de **tactique, d'opportunité politique** : peut-être que hier les conditions pour le développement de la lutte armée étaient réunies, aujourd'hui elles ne le sont absolument pas, et demain... eh bien, en réalité, on ne sait pas très bien ce qui se passera demain et on ne peut pas le savoir, tout ça dépendra de la situation politique ! Ce qu'on peut faire maintenant, c'est « revendiquer » le « caractère stratégique de la violence révolutionnaire ». Tous les opportunistes raisonnent de cette façon, ils font l'apologie du capitalisme et du régime politique bourgeois, en le faisant apparaître comme si ce système n'avait pas changé depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est parce qu'ils rêvent de pouvoir revenir à l'utilisation des vieilles méthodes de lutte qu'il fallait appliquer à cette époque-là. De cette façon, ils pensent accumuler des forces révolutionnaires à travers un processus pacifique et légal, en attendant que se présente l'opportunité (la conjoncture politique) qui leur permettra « d'organiser l'insurrection ». C'est seulement dans ces conditions qu'ils sont disposés à reconnaître l'importance ou le « caractère stratégique » de la lutte armée (autre chose est de l'organiser et de la pratiquer quand arrive le moment). Mais le fait qu'aujourd'hui on oppose une résistance les armes à la main, et qu'on cherche à aider de cette façon les masses et leur organisation révolutionnaire, c'est une forme de « romantisme », de « terrorisme » ou « réformisme armé » qu'ils sont obligés de combattre !

Ils oublient ou passent sous silence dans leur analyse l'étape historique dans laquelle nous vivons, la phase monopoliste, impérialiste du développement capitaliste, et le régime politique correspondant qui est de caractère policier, militariste et profondément réactionnaire indépendamment du pays particulier dont il peut s'agir et de toute conjoncture politique concrète ; ils oublient ou ne veulent pas tenir compte que dans ces conditions, il devient impossible au prolétariat d'organiser ses forces et de les disposer pour la lutte s'il n'utilise pas d'autres moyens appropriés à la situation ; en outre, ils oublient ou ne veulent pas tenir compte que dans tous les cas, même en mettant les choses au mieux, la bourgeoisie monopoliste ne se laissera pas surprendre quelle que soit la « conjoncture » par un mouvement insurrectionnel, que tout cela relève de l'histoire et que l'État de la bourgeoisie monopoliste n'est rien d'autre que **la contre-révolution armée** prête à assaillir la révolution à n'importe quel moment.

« Les formes anciennes [de lutte] ont éclaté, leur nouveau contenu — contenu anti-prolétarien, réactionnaire — ayant atteint un développement démesuré. » (« La maladie infantile du communisme — Le "gauchisme" »). Ici Lénine ne se réfère ni à une conjoncture politique déterminée ni à aucun pays concret ; il formule un problème qui relève d'une situation générale, qui touche non seulement un moment donné de la vie d'un pays mais aussi toute une étape de l'évolution historique ou économique et qui, pour cette raison, concerne l'ensemble du mouvement révolutionnaire de tous les pays. On en déduit **le caractère stratégique** qu'ont acquis les nouvelles méthodes de lutte. Il ne s'agit pas, comme le suggèrent les dirigeants de VP, d'une stratégie conçue comme « une succession de tactiques appropriées, selon les périodes et les contradictions politiques rencontrées », mais **d'intégrer** les nouvelles méthodes de lutte, l'action armée et beaucoup d'autres formes de résistance que les masses opposent tous les jours au système d'exploitation et d'oppression capitaliste, comme **parties de la stratégie générale** de la lutte du prolétariat révolutionnaire ; il s'agit, enfin, de « régénérer, vaincre, se soumettre toutes les formes,

anciennes aussi bien que nouvelles — non pour s'accommoder des formes anciennes, mais pour savoir faire de toutes les formes, qu'elles soient anciennes ou nouvelles, un instrument de la victoire définitive et complète, décisive et irréversible du communisme.» (op. cit.)

**M.P.M. (Arenas)**

Avril 1994



## Note à propos de l'article du camarade Arenas « Sur la stratégie de la lutte armée révolutionnaire »

La rédaction de notre seconde contribution sous le titre « Lutte armée et politique révolutionnaire », qui répond à « Violence révolutionnaire et construction du Parti, aujourd'hui, en Europe » du Comité Directeur de Voie Prolétarienne était achevée depuis un bon moment lorsque nous avons pu prendre connaissance de l'article du camarade Arenas intitulé « Sur la stratégie de la lutte armée révolutionnaire ». Nous n'en avons pas modifié notre nouveau travail, mais nous pensons que des lecteurs pourraient être intéressés par les précisions suivantes que, croyons-nous, l'article en question appelle.

Arenas nous critique d'abord pour avoir choisi d'affronter à fleurets mouchetés, avec force civilités, les camarades de Voie Prolétarienne sur la question de la lutte armée. Lui-même mène sa critique au sabre d'abordage, tambour battant, en considérant que rien ne distingue VP des Becker (MRI) et consorts déjà sévèrement étrillés par le PCE(r) dans le texte « La critique contemplative ». Rappelons simplement que dans la longue introduction de notre première contribution nous exposons pourquoi nous rejetons pareil amalgame. Loin d'une considération de philistin et sans méconnaître la profondeur de nos désaccords, nous estimons que la pratique politico-militante de VP tranche d'une façon salutaire avec les malhonnêtetés, les tours de passe-passe et autres comportements de bandits politiques des Becker, PTB et C<sup>ie</sup>.

Le camarade déclare ensuite que notre texte, contrairement à son intention, ne permet pas de fonder théoriquement la nécessité de la lutte armée pour la lutte révolutionnaire aujourd'hui: «... les camarades des CCC — écrit-il notamment — n'ont pas encore compris que le débat ne tourne pas (ou ne doit pas tourner) autour de l'utilisation **immédiate**, ou non, de la lutte armée ». Il estime d'ailleurs que notre propos s'exposerait à la critique formulée par VP: nous aurions commis l'erreur de traiter de la lutte armée « en général » sans nous soucier de son contexte. Et il poursuit en présentant son analyse de ce contexte et en rappelant à l'occasion que le PCE(r) a exposé depuis longtemps son point de vue sur la question. Bon. Dans notre seconde contribution, nous tâchons de démontrer que la critique formulée par VP est injuste et inappropriée. Injuste parce que nous nous soucions bel et bien du contexte, inappropriée parce que ce contexte ne peut-être ramené à une affaire de « conditions politiques » (conjoncturelles) mais concerne le domaine de la stratégie révolutionnaire à notre époque. Cependant nous n'ignorons pas l'existence d'une divergence de vue particulière entre les militants espagnols et nous, une divergence qui expliquerait l'insatisfaction du camarade Arenas devant notre texte. Nous y reviendrons brièvement plus loin.

Arenas remarque encore qu'à l'occasion d'une citation extraite du document du PCE(r) « La critique contemplative », nous avons sélectionné le propos afin d'en retenir une idée et en évincer une autre. En fait, nous avons simplement cité deux passages en signalant leur écartement par le signe typographique adéquat. Il n'y a donc pas lieu de parler de coupure du raisonnement « plusieurs fois », de « pareilles amputations », d'introductions de « phrases qui ne veulent absolument rien dire », etc. L'accusation qui transparaît sous la plume du camarade Arenas est vraiment déplacée. Cela dit, il est plus intéressant de se pencher sur le fondement théorico-politique du problème. Nous allons l'évoquer sommairement.

Nous avons décidé de citer « La critique contemplative » dans un cadre précis, le point "F" de notre analyse, intitulé « Violence d'avant-garde ou violence de masse: un faux dilemme ». Nous y démontrons que cette opposition imaginée entre violence d'avant-garde et violence de masse est erronée, qu'il n'y a pas à choisir, que l'une et l'autre ont des sources respectives, obéissent à des logiques propres, etc. Ce faux dilemme, un argument chéri par les critiques malhonnêtes de la lutte armée, était selon nous inadmissible de la part des camarades de VP. Nous avons alors cité la critique contre Becker pour souligner combien

cette conception n'était qu'une vieille lune malsaine, opportuniste, éventée depuis longtemps.

Il est vrai que, dans *La critique contemplative*, les camarades du PCE(r) ne se sont pas contentés de critiquer ce faux dilemme pour son seul caractère opportuniste (pour sa seule négation du rôle de l'avant-garde). Ils associent leur critique à une analyse de la lutte armée révolutionnaire européenne que nous n'avons pas reprise — que nous avons délibérément évité de citer — et sur laquelle le camarade Arenas revient dans son article. Car si nous sommes d'accord avec la critique à l'opportunisme (traduite dans les deux passages réunis en citation), nous ne le sommes pas avec l'analyse prétendant fonder la légitimité de la lutte armée par le « fait » qu'elle naîtrait de la résistance que les masses opposent au système. Nous pensons que la lutte armée peut effectivement apparaître et se développer de bas en haut, à partir de l'initiative des masses en lutte, mais qu'elle peut tout autant le faire de haut en bas, à partir de l'initiative des avant-gardes communistes qui, par cette pratique, ouvrent une perspective révolutionnaire aux luttes des masses.

Nous avons donc fait référence à la critique d'opportunisme portée au faux dilemme, sans poursuivre avec sa « réfutation » sur base d'une origine « de masse », « antifasciste » de la lutte armée. Selon nous, cette origine n'a pas la valeur historique et théorique que lui confère le camarade Arenas. Nous ne voulions pas non plus, dans le cadre du débat avec VP, ouvrir une parenthèse à propos d'une divergence entre le PCE(r) et nous, expliquer le pourquoi et le comment de notre choix, etc. Le débat s'est déjà révélé suffisamment complexe, inutile vraiment d'en rajouter.

Signalons maintenant que cette divergence a déjà fait l'objet d'une analyse. Dans le premier numéro de la revue *Per il Partito* (avril 1989), les camarades italiens de la Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant ont rendu public un texte intitulé « Pour le débat dans le mouvement révolutionnaire européen ». Dans ce document, ils critiquaient aussi cet aspect de la base théorico-politique des camarades espagnols, dont nous parlions plus haut, et cela précisément à l'occasion de l'étude de divers textes dont *La critique contemplative*. Cette critique de la CpcPCC, ainsi que notre exposé d'une autre divergence avec les camarades espagnols (« Sur le Parti Combattant »), ont été publiés en même temps que les textes « Parti et Guérilla », « Deux lignes » et « La critique contemplative » du PCE(r) et de la Commune Karl Marx des prisonniers du PCE(r) et des GRAPO, dans le numéro 8 de *Correspondances Révolutionnaires*. À notre connaissance, les camarades espagnols n'ont réagi ni à l'une ni à l'autre de ces contributions critiques.

Comme le contenu de *Pour le débat dans le mouvement révolutionnaire européen* de la CpcPCC expose précisément l'argumentation par laquelle nous réfuterions la critique que nous porte aujourd'hui le camarade Arenas, à savoir une approche erronée dans la réflexion sur la lutte armée et son fondement théorique, nous trouvons plus facile pour nous et le lecteur de renvoyer à ce document et d'en rester là pour l'instant.

## **Collectif des prisonnièr(e)s des Cellules Communistes Combattantes**

Septembre 1994

## Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant

### CONTRIBUTION AU DÉBAT

Par ce texte, nous voulons compléter notre contribution au débat théorique et politique dans le mouvement révolutionnaire en Europe. Nous voulons plus particulièrement nous inscrire dans le débat ouvert par les Cellules Communistes Combattantes (Belgique) et par Voie Prolétarienne (France) avec les deux textes: « Lutte armée et politique révolutionnaire » (Cellules Communistes Combattantes, mai 1992) et « Violence révolutionnaire et construction du Parti, aujourd'hui, en Europe » (Voie Prolétarienne, septembre 1992) publiés en supplément à Correspondances Révolutionnaires n° 12/13, octobre-novembre 1992.

L'initiative de ces deux organisations communistes nous semble très intéressante et louable. Au niveau international, le débat entre organisations communistes a été jusqu'à maintenant trop pauvre et son développement nous paraît d'une importance fondamentale, surtout dans la situation actuelle où règne beaucoup de confusion et de désorganisation dans les rangs communistes.

Pour qui n'a pas encore eu l'occasion de lire ces documents, nous pouvons dire que l'essentiel du débat tourne autour de la nécessité ou non de la lutte armée dans les pays impérialistes (en particulier l'Europe) dans la situation actuelle. Les Cellules Communistes Combattantes se prononcent ouvertement en sa faveur, tandis que Voie Prolétarienne nettement contre. Textuellement, les camarades des Cellules Communistes Combattantes déclarent que la lutte armée est « dès maintenant dans les conditions de nos pays une nécessité stratégique et tactique du combat pour la révolution ». Tandis que les camarades de Voie Prolétarienne écrivent: « Les conditions objectives (caractère de la crise actuelle) et subjectives (état des masses et des forces communistes) la rendent impossible et dangereuse. »

Nous voudrions laisser de côté *la guerre* des citations. Dans la majorité des cas elle est totalement inutile puisqu'elle ne permet pas de clarifier en profondeur les positions politiques respectives et cantonne le débat à des niveaux infantiles de type « je suis plus léniniste que toi... » ou autres aménités du genre. Quant à l'équivalence et à l'interchangeabilité présumées des formes de lutte selon Lénine, l'usage de sa citation nous paraît vraiment un prétexte. Il n'est pas principalement question de formes de lutte mais bien de l'Organisation, de la constitution générale du Parti, et donc du fait que l'on doit également inclure ce moyen parmi les autres. Dans ce sens, ce sont les groupes qui y renoncent qui font un usage restrictif de cette citation de Lénine, vu qu'ils n'utilisent pas toutes les formes de lutte (tandis que les Organisations Communistes Combattantes n'ont évidemment jamais renoncé aux différentes formes, mêmes légales). Mais allons directement au cœur du débat.

**La question à résoudre est-elle: « La lutte armée est-elle praticable dès maintenant ? » Ou plutôt: « Comment se concrétise la politique révolutionnaire d'un Parti Communiste aujourd'hui dans les pays impérialistes ? » Ou, en d'autres termes encore: « Le problème est-il simplement la lutte armée ou plutôt le bilan des expériences historiques du mouvement communiste international et des formes adéquates pour une nouvelle proposition du programme communiste (de prise du pouvoir par la classe et de démarrage de la transition socialiste) et d'une politique révolutionnaire correspondante ? »**

Et donc: « Quels sont les fondements d'une émergence du Parti sur le plan théorique, programmatique, politique, organisationnel (d'un parti qui lutte ouvertement pour le pouvoir) ? » et « Quel rapport s'établit-il entre ces conditions subjectives et celles objectives de l'évolution du système capitaliste dans sa crise générale de surproduction de capitaux ? »

À savoir: « **Dans quelle phase sommes-nous, révolutionnaire, prérévolutionnaire, non révolutionnaire ou autre ?** »

La crise générale du processus d'accumulation capitaliste a conditionné de manière croissante les diverses étapes politiques qui se sont succédées ces vingt dernières années. La réalité de la crise ne peut plus être cachée, une crise qui a lentement commencé à éroder les bases institutionnelles du consensus de masse, une crise économique qui s'associe de plus en plus à une crise politique et à des équilibres extrêmement précaires.

Les niveaux de croissance précédents ne pourront qu'être difficilement retrouvés sans modifications substantielles de la structure économique basée sur l'accumulation capitaliste. La nécessité de ces modifications est aujourd'hui largement reconnue, il existe un large consensus à ce propos, mais un peu moins sur la nature des modifications nécessaires.

Il y a ceux qui prônent le marché libre en exaltant les propriétés miraculeuses et en inventant de nouvelles et ceux qui, au contraire, appellent à un peu plus de social. De vieilles recettes déjà utilisées dans le passé et qui semblent aujourd'hui incapables d'éloigner le problème et annoncent de durs affrontements de classe et des divergences d'intérêts internes à la bourgeoisie.

Sommes-nous alors en présence d'une situation révolutionnaire ?

Par situation révolutionnaire objective, on peut entendre une période où il est impossible de retrouver des modèles d'expansion à grande échelle, un consensus de masse et une stabilité politique sans fractures brutales (les guerres impérialistes et les révolutions sont naturellement comprises comme ruptures fortement traumatiques). En ce sens, la période actuelle exprime un potentiel révolutionnaire immense, beaucoup plus grand que dans les périodes précédentes. Cela ne signifie pas que nous soyons à la veille de la prise du Palais d'Hiver, mais simplement que les tendances générales vont vers le renforcement de ces potentialités objectivement révolutionnaires.

Sans s'étendre dans une reconstruction historique (que nous pensons commune aux camarades interlocuteurs et aux marxistes-léninistes en général), on peut dire que l'actuelle seconde grande crise historique générale de surproduction de capitaux (la première se situant entre les deux guerres mondiales impérialistes) est absolument insoluble par des moyens ordinaires (économiques et politiques), et cela indépendamment des niveaux d'intensité locaux de cette crise (elle ne se répercute évidemment pas de la même manière en Italie ou au Brésil).

Selon l'analyse marxiste-léniniste, confirmée par l'histoire, la crise ne peut se résoudre qu'à travers de gigantesques destructions de capitaux excédentaires, de même que principalement sous la forme de grandes guerres impérialistes, ou bien par la relance de la révolution prolétarienne.

C'est dans ce sens que nous parlons de la période actuelle comme d'une période objectivement révolutionnaire. Mais il manque évidemment le moment subjectif, l'organisation politique, le Parti Communiste.

**Aujourd'hui le problème est comment faire émerger une force révolutionnaire organisée dans une période historique objectivement révolutionnaire.**

Un problème immense bien sûr, qui intègre et renvoie à tous les autres problèmes d'analyse et de bilan, au moins du dernier grand cycle de lutte des classes et d'expériences communistes pour le Parti, disons à partir des années 1960. Des analyses et bilans qui doivent certainement confronter les différentes expériences, parmi lesquelles celles des Organisations Communistes Combattantes ont été décisives : ce furent tout de même de sérieuses raisons qui poussèrent une partie significative des meilleures avant-gardes prolétariennes produites par ce cycle de lutte à fonder des Organisations Communistes Combattantes. En réalité, la première chose à prendre en considération est la distinction entre des pratiques différentes de lutte armée qui surgirent pourtant en général de quelques

solides raisons communes. La raison valable et commune la plus importante fut certainement l'exigence de rupture avec la dégénérescence du mouvement communiste international en révisionnisme moderne, qui conditionnait et empoisonnait le mouvement communiste depuis trop longtemps. Mais l'explosion de cette contradiction engendra aussi des positions extrémistes, classiques à tout jeune mouvement révolutionnaire.

Ainsi en fut-il de quelques positions qui marquèrent les expériences de lutte armée dans un sens extrémiste, militariste, anti-parti et parfois dans un sens anticommuniste *tout court*. Mais il serait évidemment malhonnête de prendre cela comme prétexte pour niveler tous les parcours des Organisations Communistes Combattantes, en liquidant par là les positions qui furent purement communistes. Une véritable position communiste se formula et se précisa au fil du temps, vécut transversalement au sein de quelques Organisations Communistes Combattantes, dans le vif de la lutte des classes, même si mélangée à des déviations et à des tendances impropres.

Cette *maturation*, qui se réalisa surtout au sein des Brigades Rouges, permit au phénomène de la lutte armée communiste d'acquérir un poids et un enracinement indiscutables, et ce poids, cet enracinement sont la contre preuve du bien-fondé des réponses — même seulement ébauchées — aux questions ouvertes par la relance du mouvement communiste international aujourd'hui dans les pays impérialistes. Autrement, l'apparition et l'expansion d'un tel phénomène n'auraient pas été pensables.

Nous nous référons à cette hérédité et seulement à elle, car ce qui nous intéresse est la solution des problèmes posés pour la relance du mouvement communiste international et du processus de constitution du Parti et non la question de la lutte armée en tant que telle.

À partir de la sortie du livre « Politique et Révolution » de la composante des Brigades Rouges ensuite connue comme Deuxième Position, se précisa une synthèse de l'expérience menée dans le cadre de quelques thèses qui rompaient avec l'organisation « guérilléra » et affirmaient la reprise organique de l'organisation marxiste-léniniste au service de laquelle l'usage de la lutte armée devenait un apport fondamental pour traduire cette organisation en pratique politique, en politique révolutionnaire.

L'utilisation de la lutte armée sortait de l'impasse d'un modèle insurrectionnel vidé par des décennies de pratique opportuniste des partis révisionnistes et par l'alternative non reproductible mécaniquement dans les centres impérialistes de la « Guerre Populaire Prolongée » qui s'était affirmée comme une stratégie victorieuse pour les peuples opprimés. Pour critiquable qu'elle soit, l'expérience de la lutte armée culminant dans la maturation évoquée ci-dessus, devint une base, un riche patrimoine à systématiser et à valoriser dans la reprise organique de l'organisation marxiste-léniniste.

Les thèses fondamentales en sont :

**« Le Parti fait de la politique avec les armes, mais surtout il fait de la politique ! Autrement dit, il établit et gradue les formes, les contenus, l'intensité et les objectifs de sa propre pratique militaire en fonction de sa propre politique. »**

**« L'être sujet politique qui intervient dans les contradictions, qui représente l'intérêt de classe, qui mobilise, oriente, dirige les masses populaires phase par phase, conjoncture par conjoncture, conjuguant attaque et défense, réclame l'unité politico-militaire du Parti. »**

Ce serait donc une très grave erreur de travailler à la formation d'une organisation politique comme le Parti en la mutilant dès la naissance, en la privant de la possibilité de se donner directement tous les instruments nécessaires à la réalisation de son objectif historique, la prise du pouvoir en l'occurrence. Liquider en termes frileux et superficiels l'aspect militaire équivaut à cela.

L'aspect militaire qui ne peut plus être renvoyé à demain, c'est qu'aujourd'hui le mode de production capitaliste traverse une de ses plus grandes crises historiques, l'incapacité et l'impossibilité de garantir non seulement la croissance économique, politique et culturelle,

mais aussi d'empêcher un processus régressif et ceci face à la possibilité concrète de vivre mieux donnée par le formidable développement des forces productives.

Bien entendu, cela ne signifie pas : « Armons-nous et partons ! »

Le prolétariat et ses avant-gardes, même s'ils démontrent leur propre force de manière ponctuelle, se révèlent incapables d'assumer le rôle de direction. Idéologiquement faible s'il est privé d'une organisation solide, le prolétariat se laisse *duper* par la promesse mythique d'une mort douce, d'un changement graduel, et l'influence des partis et des syndicats révisionnistes conditionne encore largement et profondément ses comportements aujourd'hui. La classe ouvrière paraît désorientée, générant de rares et maigres avant-gardes mais manifestant pourtant des capacités de maintien importantes.

La situation est objectivement révolutionnaire mais privée d'une subjectivité capable de recueillir et transformer en projet politique communiste l'énorme potentialité révolutionnaire produite par la dégénérescence de la crise. Les mots d'ordre chauvins, corporatistes et l'illusion social-démocrate conditionnent encore de manière dangereuse l'activité politique des masses.

Le Parti naît comme acte formel d'une minorité de militants et d'avant-gardes, affrontant et commençant à résoudre immédiatement les problèmes dont le moindre n'est pas la tâche de diriger le prolétariat en organisant la lutte pour la prise du pouvoir politique. Renvoyer à demain l'organisation politico-militaire du prolétariat équivaut à le priver d'une perspective de réussite sérieuse, à l'abandonner dans les labyrinthes de la confusion idéologique des opportunistes et « étapistes » de toutes espèces, à le priver de la possibilité d'intervenir en tant que classe dans l'œuvre de transformation, à le reléguer au rôle de spectateur passif.

**Armer idéologiquement, politiquement et militairement une classe est la condition minimale pour garantir une quelconque possibilité d'affirmation.**

Il suffit de penser à ce qu'auraient été les changements révolutionnaires qui se sont succédés au cours de l'histoire si les classes naissantes avaient délégué aux vieilles institutions politiques la tâche de les représenter et de défendre leurs propres intérêts. Rien n'aurait changé, les institutions primitives se seraient renouvelées sur le sang des classes naissantes. Le prolétariat doit pouvoir exprimer pleinement son droit à diriger la société, en organisant de manière autonome sa propre force, en revendiquant dans la pratique tous les instruments nécessaires à son émancipation pleine et complète.

La reprise de l'initiative des communistes ne s'improvise toutefois pas, l'isolement auquel ils ont été condamnés ces dernières années ne s'efface pas rapidement, un isolement dû également à leurs propres erreurs, à la non compréhension des dynamiques de l'affrontement des classes.

Il n'y a pas d'excuses, le bilan autocritique déjà entamé doit être le plus complet possible sous peine de perpétuation de l'isolement politique. Mais un bilan autocritique qui garantisse la compréhension des limites et des erreurs commises, avec une vision complète de ses propres racines historiques.

Le mouvement communiste, expression politique avancée du prolétariat, revendique le pouvoir comme condition minimale pour l'avènement du processus de transition vers la société communiste. Le chemin est encore long et les masses prêtes à la révolution ne se profilent pas encore à l'horizon. Mais bien des masses prêtes à des révoltes même si elles sont encore brèves et contradictoires.

À qui revient la tâche de transformer la révolte en lutte organisée pour la révolution ? Avec quelle politique ? Avec quels instruments ?

C'est-à-dire comment se relier à la dynamique complexe que vivent les masses prolétariennes tant par rapport aux nombreuses difficultés auxquelles se heurte leur recomposition comme classe que par rapport à leur combativité croissante engendrée par la crise ?

Il faut ici reprendre avec force un élément de principe marxiste-léniniste : les masses vivent déjà de manière partielle, épisodique, fragmentaire et confuse les éléments de contradiction du mode de production capitaliste et de dépassement possible de la contradiction. C'est pour cela qu'un rôle d'avant-garde important des communistes consiste à savoir rassembler, unifier, systématiser ces éléments et ces poussées de masse, en les rapportant au plan d'action systématique et programmatique propre du Parti, de la lutte politique.

La politique révolutionnaire, l'agir du Parti, se qualifie principalement comme rapport, comme instrument de dialectique entre les forces sociales, de classe : un rapport au sein de notre classe entre ses diverses composantes pour réussir à placer au centre l'intérêt général de classe et donc les secteurs plus avancés, dirigeant les moins avancés et neutralisant les retardataires. Un rapport entre les classes antagonistes pour réussir à renverser les termes du rapport de force, c'est-à-dire pas seulement en défendant ou attaquant de manière aventuriste mais en conjuguant défense et attaque. Un rapport qui place au centre de l'affrontement l'intérêt général de classe comme il se concrétise dans la conjoncture et la situation spécifique (rapport entre programme communiste et programme politique de phase, qui applique la ligne de masse comme initiative globale du Parti qui sache mettre en relation tous les différents éléments stratégiques et tactiques d'avant-garde et de masse, dans la situation spécifique), donc un rapport entre le présent et le futur de la lutte des classes. Un rapport entre la défense et les revendications de classe et la nécessaire attaque contre le projet politique dominant de la bourgeoisie, contre sa fraction dominante (en général la bourgeoisie impérialiste), parce que l'un ne va pas sans l'autre, parce qu'aujourd'hui plus encore qu'hier il n'y a aucune avancée minimum ou aucune défense des conditions de vie et de travail sans repousser et attaquer les plans de restructuration de la bourgeoisie.

En ce sens, il faut comprendre « l'unité du politique et du militaire » comme une disposition du Parti sur une orientation globale qui puisse assumer l'ensemble des exigences d'une stratégie et d'une lutte politique révolutionnaire, donc inhérentes au présent (même très retardataire) de la réalité de classe et au développement futur sur le terrain révolutionnaire où l'agir d'un Parti communiste trouve cependant sa finalité ; qui assume avant tout la défense minimale existante dans la classe mais qui sache indiquer nettement que sans attaque la défense est vouée à l'échec.

Dans les phases prérévolutionnaires ou dans les phases révolutionnaires en devenir (ou objectivement révolutionnaires), tout cela se joue sur le terrain politique, l'unité du politique et du militaire est une méthode de lutte politique et elle poursuit des objectifs politiques : les logiques de guerres, de guérilla et compagnie en sont exclues !

« L'attaque au cœur de l'État » a été la ligne stratégique qui a le mieux synthétisé tout cela dans l'expérience concrète d'un pays impérialiste comme l'Italie.

« L'attaque au cœur de l'État » a été la traduction concrète d'un bon rapport tactique/stratégie, d'une « projectualité » révolutionnaire qui s'est rapprochée de l'agir de Parti.

Aujourd'hui en Europe, nous devons absolument nous poser la question d'une « projectualité » révolutionnaire qui sache relier le terrain des expériences de lutte et d'organisation de masse au terrain de développement révolutionnaire. Nous ne devons pas craindre ce paradoxe difficile : pour défendre la plus petite portion des acquis sociaux, il faut certainement participer aux organisations de masse, mais il faut aussi leur indiquer la lutte pour le pouvoir comme l'unique perspective sérieuse, réaliste et possible face au processus inextinguible de régression sociale imposé par la bourgeoisie impérialiste et par les lois d'airain du mode de production capitaliste.

Avançons dans l'étude des textes des camarades de Voie Prolétarienne et des Cellules Communistes Combattantes et un peu à la fois nous réussirons à donner une réponse à ces questions. Les camarades de Voie Prolétarienne disent que : « ... un certain nombre de militant(e)s (du moins en France) sont réduit(e)s à l'impuissance politique et stérilisé(e)s par la fascination qu'exerce encore l'expérience passée de la lutte armée en Europe. »

Nous ne mettons pas en doute le fait qu'il puisse y avoir des militants qui ne font rien en restant, soi-disant, en extase devant l'expérience passée de la lutte armée.

Ce qui nous paraît incompréhensible, c'est comment les camarades de Voie Prolétarienne font pour arriver à rendre la lutte armée elle-même responsable de cela. Nous savons tous très bien qu'il y a des militants qui, partageant des analyses catastrophiques sur la fin du système, restent seulement assis et attendent en portant des jugements sur tout et tous. Mais il ne nous est jamais venu à l'esprit de rejeter la faute de leur inutilité sur les analyses qu'ils font. Chacun est libre de trouver l'excuse qu'il veut pour justifier sa propre inactivité, mais la responsabilité est seulement et uniquement la sienne.

Pour en revenir à la « fascination » exercée par l'expérience de la lutte armée, qui existe certainement — nous n'avons aucun problème à le reconnaître —, elle a sûrement des causes et il nous paraît donc beaucoup plus intéressant d'en chercher le pourquoi.

L'expérience de la lutte armée a certainement marqué profondément la réalité politique et a donné des résultats. Lesquels ?

Au moment de sa naissance, en Italie et dans quelques autres situations, elle a été *la prolongation de l'organisation de masse ouvrière* et en est devenue un facteur de puissance et de renforcement. Il y avait donc une étroite dialectique entre la tendance des mouvements de masse à utiliser la violence (nécessaire entre autres pour faire sauter le cadre répressif rigide qui avait empêché les luttes des années précédentes : la hiérarchie des usines et la police dans les rues) et l'organisation de la violence par des noyaux d'avant-garde qui la recueillaient et l'exprimaient à un niveau plus élevé et efficace et l'inséraient dans une proposition dialectique plus large, dans un projet politique. En même temps, ce dernier élément révélait encore plus comment l'avènement de formes d'organisation armée était et reste un acte subjectif bien précis, reste le domaine de décision d'avant-gardes politiques qui élaborent et mettent en route un projet politique. Et dans ce sens, le résultat fut aussi positif : elle démontrait concrètement la détermination à assumer un projet politique qui menait à l'ouverture du processus révolutionnaire.

En somme, les deux éléments (croissance du mouvement de masse sur le terrain de l'usage de la force et de sa corrélative maturation politique révolutionnaire ; mise en route d'un projet politique pour l'ouverture du processus révolutionnaire) étaient et restent des choix subjectifs, que l'on ne peut donc pas attendre du développement objectif de la lutte des classes.

À un certain point en Italie, au milieu des années 1970, il était clair pour tous que l'on ne pouvait plus avancer sur le terrain de la lutte des masses. Les masses avaient donné énormément avec une grande intensité et continuité, *la question qui se posait était le débouché politique*. Au point que face aux difficultés à le trouver, de nombreux secteurs extraparlimentaires firent naufrage précisément dans le retour au parlementarisme (naturellement *tactique*). Le grand pas en avant fait par les Brigades Rouges fut d'amener l'Organisation Armée et le déplacement de l'affrontement du plan diffus entre Capital et Travail au plan entre classe et État comme débouché politique concret. Ce fut l'actualisation de la voie révolutionnaire dans un pays impérialiste.

Avec toutes ses limites et contradictions, ce passage fonctionna et détermina précisément la canalisation des énergies prolétariennes produites dans les luttes vers les deux débouchés politiques principaux : soit au parlement avec les révisionnistes, soit dans le camp de la lutte armée révolutionnaire. Cette dernière, dans son expression la plus mûre et communiste, les Brigades Rouges, acquit une autorité et un rôle de référence qu'aucun groupe extraparlimentaire n'avait jamais réussi à obtenir.

Une considération et une estime s'étaient répandues à un niveau de masse pour les révolutionnaires qui non seulement disaient que pour changer la société il fallait aussi utiliser les armes, mais de plus mettaient cela concrètement en pratique.



Sans l'utilisation de l'instrument lutte armée, les forces révolutionnaires n'auraient jamais pesé sur la lutte politique comme elles l'ont fait. Les révolutionnaires en récoltèrent les fruits en en découvrant l'efficacité comme instrument de lutte politique révolutionnaire.

La lutte armée accéléra par exemple le déclin révisionniste, mettant à nu son véritable caractère de classe. Elle ne souligna pas seulement la fin des espaces réformistes (perspective de société du bien-être pour tous) et la participation directe à l'émergence contre-révolutionnaire du pouvoir : elle sanctionna le rôle révisionniste.

En outre, elle débarrassa le terrain de nombreuses équivoques et ralentit le reflux des masses et la défaite sur le plan de leurs objectifs revendicatifs (comme cela arriva par la suite).

Ce sont quelques-uns des résultats obtenus par l'usage de l'instrument de la lutte armée, mais nous ne nous arrêtons pas là, continuons et écoutons ce qu'ont encore à dire les camarades de Voie Proletarienne.

Très correctement, ils nous donnent une leçon de matérialisme historique et dialectique en nous rappelant qu'on ne peut faire abstraction de la situation concrète quand on discute de la validité ou de l'opportunité d'un instrument de lutte. À cet égard, ils nous assènent un coup très dur avec une citation opportune de Lénine tirée de « La guerre de partisans », qu'ils introduisent en disant : « C'est en effet une constante de tout le courant combattant européen de traiter de la lutte armée "en général", sans caractériser le contexte dans lequel elle se déroule. Il n'y a rien de plus faux. »

Ils ont évidemment raison d'affirmer qu'il n'y a rien de plus faux, nous sommes totalement d'accord avec cette affirmation, nous devons malheureusement ajouter que : **« Il n'y a rien de plus erroné ! »**

Laissons tomber les définitions du type « le courant combattant européen », qui sont pour le moins plutôt incorrectes puisque les camarades de Voie Proletarienne n'ignorent rien — ils le démontrent dans d'autres passages de leur texte — du fait qu'il n'existe pas « un courant », mais de nombreuses positions politiques extrêmement diversifiées.

Nous ne voulons toutefois pas décortiquer ici les positions de toutes les organisations qui ont pratiqué la lutte armée en Europe, ni animer une polémique entre divers courants qui ont théorisé et appliqué diverses lignes politico-militaires, mais aller jusqu'à dire que « leurs documents sont hors du temps, et bien malin qui pourrait dire en quelle année ils ont été écrits » nous semble vraiment excessif.

Durant les premières années de leur résistance, les Brigades Rouges n'auraient peut-être pas fait une analyse de la situation concrète de l'Italie tant sur le plan politique qu'économique, national qu'international, pour réussir à affirmer un parcours politico-militaire qui a, pour le moins, attiré l'attention de tous les communistes ? Les Brigades Rouges ne seraient peut-être pas arrivées à l'unité du politique et du militaire à travers une analyse de la situation concrète de ces années ? La définition même du S.I.M. (Stato Imperialista dei Multinazionali, État Impérialiste des Multinationales) n'aurait pas été le fruit d'une analyse, erronée ou non, de la situation concrète ?

Approfondissons l'analyse de l'expérience italienne qui démontre exactement le contraire de ce qu'affirment les camarades de Voie Proletarienne. Son succès, son affirmation advinrent justement parce qu'elle su s'insérer dans les contradictions principales d'une situation précise.

En résumé : l'expérience italienne su se placer au point le plus élevé des luttes de masse, où on commençait à vérifier pratiquement l'illusion/impossibilité d'une croissance infinie des luttes et des instances revendicatives dans le cadre de la société capitaliste, où on vérifiait le grand mensonge de la possibilité d'un « capitalisme à visage humain », et du projet révisionniste de transition pacifique au socialisme.

Au début de la grande crise capitaliste, en attaquant le rôle de récupération et de contrôle des luttes révisionnistes, l'initiative combattante mit ainsi en lumière leur fonction historique (et spécifique dans ce cas) de conciliation de classe (donc de subordination de classe).

Dans de nombreux cas, ce rôle se révéla crûment à la fois par la contention/répression de luttes particulières et par un alignement au secours de l'État bourgeois contre l'initiative combattante.

Ce passage politique concret et spécifique (et en même temps chargé d'une portée générale et historique) ne fut possible que grâce à l'initiative combattante.

Dans ce passage politique précis et déterminé, elle joua (et même bien au-delà de la conscience qu'elle-même en avait) un rôle politique qui amena l'instance prolétarienne sur la scène de la lutte politique. Il n'aurait pas pu en être autrement : la preuve en fut simultanément le naufrage parlementaire de l'ex-gauche extraparlamentaire et sa réabsorption définitive dans l'orbite révisionniste/réformiste.

Le fait de s'insérer dans une situation spécifique est démontré dans la mesure où des résultats tangibles se déterminent, qui influencent la lutte politique, qui interagissent avec les autres forces en jeu. Cela fut bien visible et tangible en Italie.

En attaquant « le cœur de l'État », les diverses structures de l'État bourgeois et ses soutiens réformistes/révisionnistes, l'initiative combattante indiquait concrètement la direction de développement de la lutte prolétarienne pour pouvoir affirmer ses propres revendications. Parce que, franchi un certain seuil, il n'existe pas d'autre possibilité de développement que l'attaque contre le régime bourgeois, en somme l'ouverture d'un processus révolutionnaire.

L'initiative combattante contraignit les forces ennemies à réagir et à répondre sur ce terrain politique : le prolétariat prenait ainsi l'initiative, débarrassait le terrain des bassesses de la politique-spectacle bourgeoise et plaçait au centre les véritables questions. L'idée selon laquelle le progrès social, la transformation sociale, passait par le rapport de force entre classes antagonistes et inconciliables était au centre de la lutte politique. Ou bien on passait par le renversement des rapports de production capitalistes (donc en attaquant l'ensemble de l'appareil de pouvoir qui les soutient, comme premiers pas de la révolution politique) ou bien on refluit inévitablement dans la tendance à la baisse sous la pression de la crise capitaliste et de la contre-offensive bourgeoise.

Les Organisations Communistes Combattantes se positionnèrent ainsi durant ces années comme les représentantes conséquentes des luttes et revendications prolétariennes, de leurs contenus et aspirations, tandis que les révisionnistes parlaient de plus en plus de « compatibilité », d'« économie nationale », de « compromis historique », etc. Cela se produisait, répétons-le, de la manière la plus élevée, générale et politique possible. L'indication ainsi donnée par une Organisation Combattante présente et enracinée au niveau national dans les pôles de la lutte de classe avait une efficacité et une autorité politiques qu'aucune dénonciation de la presse révolutionnaire, même très distribuée, n'aurait pu avoir, et qu'aucune lutte de masse n'aurait pu faire sortir des limites de ses revendications partielles.

Si tout cela ne signifie pas avoir adapté un discours général historiquement valable à la situation particulière et spécifique, alors nous nous inclinons devant la sagesse universelle des camarades de Voie Prolétarienne.

Donnons seulement deux ou trois exemples concernant d'autres positions représentées par des Organisations qui pratiquent ou ont pratiqué la lutte armée. La RAF en Allemagne ne fondait peut-être pas ses thèses sur la fonction de la guérilla en Europe justement par une analyse de la situation dans son pays ? N'était-ce pas justement une analyse de la situation qui la conduisait à estimer que la révolution en Allemagne n'était pas possible, que le prolétariat allemand n'était plus une classe révolutionnaire mais une aristocratie ouvrière corrompue par le système, et donc que la guérilla devait être le couteau dans le dos de

l'impérialisme, ouvrant un front interne, permettant le développement de la révolution à la périphérie du système, à savoir le tiers-monde ?

La décision même de la RAF d'abandonner la lutte armée n'est peut-être pas consécutive à une analyse de la situation ?

Que tout cela soit largement critiquable, nous le nierons d'autant moins que nous avons toujours considéré indispensable la critique du subjectivisme et du tiers-mondisme. Mais on ne peut certainement pas dire que l'on avait affaire là à des déterminations politiques intemporelles.

Quand le Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) ou les GRAPO en Espagne nous martèlent leurs analyses sur le système espagnol et par assimilation européen, en racontant que le fascisme est en vigueur et donc que Felipe Gonzales est l'autre face de Franco, et que par conséquent les GRAPO sont l'embryon de l'armée populaire antifasciste en continuité historique avec la guerre civile espagnole, pouvons-nous dire qu'ils ne font pas d'analyse de la situation actuelle ? Non ! Nous pouvons certes dire que cette analyse est erronée, mais nous ne pouvons pas dire qu'elle n'existe pas.

Et encore, l'analyse de la situation actuelle tant nationale qu'internationale n'est-elle pas continuellement présente dans chaque numéro de notre revue Pour le Parti ?

Les camarades de Voie Proletarienne trouvent cependant que « le courant combattant » ne se situe pas dans le temps. En somme, ils ne voient pas ou font mine de ne pas voir. Nous nous demandons : *pourquoi ?*

Pourquoi Voie Proletarienne présente-t-elle tous ceux qui se réclament de la lutte armée révolutionnaire en Europe comme s'ils étaient des êtres qui flottent dans un état intemporel et peut-être aussi sans poids ?

Parce qu'elle ne connaîtrait pas tout le débat politique de ces vingt-cinq dernières années ? Nous ne le pensons pas. Les camarades de Voie Proletarienne démontrent dans leurs textes mêmes avoir largement connaissance de tout le débat politique passé et présent. Alors pourquoi ?

Nous pensons que le problème est fondamentalement unique, ils ne peuvent admettre la temporalité de la lutte armée aujourd'hui dans nos pays, admettre en outre que la lutte armée communiste dans les pays impérialistes est fille de notre époque, dans le sens qu'elle surgit justement à un stade déterminé du développement capitaliste pour des raisons précises.

La lutte armée naît de la faillite et de la démonstration d'impuissance des groupes révolutionnaires nés à la fin des années soixante, condamnés au néant faute de pouvoir assumer les instruments politiques aptes à l'affirmation de la politique communiste révolutionnaire, face à l'impossibilité d'exploiter d'autres instruments politiques (légaux ceux-ci) comme la présence parlementaire (et nous croyons que là-dessus les camarades de Voie Proletarienne sont d'accord avec nous).

Admettre cela signifierait admettre sa propre impuissance. Non ?

Mais revenons au discours que nous avons commencé, en passant cette fois aux caractères généraux de validité de l'expérience combattante.

Cette expérience a constitué la relance d'un *centre politique prolétarien* de lutte pour le pouvoir. Elle a recueilli et développé positivement les éléments du blocage du mouvement communiste international dans les pays impérialistes. Ces éléments de blocage consistent en particulier en la difficulté à conjuguer la perspective programmatique communiste avec une stratégie politique cohérente et correspondante à cette perspective. On a constaté cette difficulté très souvent dans l'histoire du mouvement communiste international (et du Komintern en particulier), soit dans le sens d'un éclectisme idéologique/programmatique,

même combiné à l'adoption d'une stratégie politique efficace, soit dans celui d'une incapacité à poursuivre la mise en route programmatique correcte par une stratégie politique adéquate.

Nous pensons surtout aux déficiences de la ligne insurrectionnelle : dans le cas du Parti Communiste d'Italie, l'excès de sectarisme mena à l'isolement des expériences combattantes de masse contre le fascisme et, ensuite, à l'appréhension correcte du problème militaire (la Résistance) mais au service d'une ligne de relative compromission. Les mêmes contradictions ont été constatées dans de nombreux cas européens et internationaux.

La ligne d'accumulation des forces prévalut ensuite, toujours en fonction d'une échéance insurrectionnelle petit à petit repoussée dans le temps.

*Le problème de fond n'est pas seulement la mise en route programmatique (qui reste l'élément central) mais aussi les moyens et la stratégie politique. S'ils ne concrétisent pas l'horizon de la lutte pour le pouvoir, s'ils n'ont pas une certaine correspondance à cette perspective (pour si lointaine qu'elle puisse être), on tombera inévitablement sur d'autres terrains « tactiques » et l'utilisation de moyens pacifiques finira par mener au pacifisme *tout court* (cela a été largement démontré dans l'histoire du mouvement communiste international d'ailleurs).*

Que ce soit clair, nous parlons de « correspondance » entre mise en route programmatique, théorie et principes d'une part, stratégie politique, ligne de masse et moyens de l'autre. Nous n'entendons donc pas surévaluer l'importance des moyens, mais souligner qu'il doit y avoir une homogénéité, une correspondance entre les divers niveaux de l'agir du Parti, de la politique d'un Parti Communiste.

L'unité du politique et du militaire a démontré qu'elle est le terrain adéquat pour comprendre et développer en syntonie ces différents niveaux. C'est le terrain qui a consacré « l'attaque au cœur de l'État » comme stratégie de lutte politique, qui signifie recomposer l'intérêt général de classe, prolétarien, en relation dialectique avec l'attaque qui se porte dans le camp ennemi, bourgeois. Nous le répétons : il ne peut exister de défense sans attaque, il ne peut y avoir d'affirmation de revendications prolétariennes sans attaquer et faire reculer le projet politique dominant de la bourgeoisie dans une phase et dans une situation déterminée.

Nous insistons sur ce concept central : la lutte politique est l'application du matérialisme dialectique et historique dans les rapports entre les classes et ceux-ci se définissent et se redéfinissent continuellement dans un équilibre, dans une unité sociale globale, évidemment presque toujours dominée par la fraction bourgeoise la plus puissante, la bourgeoisie impérialiste. Mais cette unité sociale existe toujours entre deux éléments fondamentaux antagonistes et, par conséquent, l'espace de l'un se fait toujours aux dépens de l'autre : ce que nous appelons le rapport de force entre les classes comme base essentielle pour expliquer et comprendre les divers phénomènes sociaux et politiques.

Il ne peut donc exister une politique révolutionnaire, une représentation politique du prolétariat qui ne s'appuie sur le terrain du rapport de force, qui ne soit en mesure d'attaquer dans le camp ennemi : cela se présente surtout sur le plan programmatique mais conjointement à une stratégie et à une politique qui sachent concrétiser ce terrain programmatique contre la bourgeoisie et son équilibre de pouvoir concret et spécifique. « L'attaque au cœur de l'État » a été avant tout cette capacité politique et a ainsi correspondu à la période d'affirmation et de développement de la lutte armée communiste.

Il faut par contre clarifier (spécialement vis-à-vis des positions des camarades belges) que la conception de « l'attaque au cœur de l'État » est une conception politique révolutionnaire, **non** de guerre révolutionnaire. Il s'agit d'une discriminante fondamentale qui s'est précisée au cours du temps et des expériences vécues par le mouvement révolutionnaire, et qui a affiné une diversité stratégique très importante.

Les exigences de rupture au début des années 1970 exaltèrent l'aspect militaire/combattant, favorisant également la transposition de modèles «guérilléristes» — de guerre populaire prolongée et de «foquisme» — suivis par le mouvement révolutionnaire des pays périphériques durant la grande vague de luttes de libération nationale anti-coloniale (transposition motivée par une série de raisons également valables, parmi lesquelles surtout l'exigence de rupture avec la «théologie de l'insurrection» devenue un alibi pour la dérive révisionniste).

Cette transposition s'est révélée pleine d'erreurs, en substance parce que :

- La guerre populaire prolongée correspond programmatiquement à une étape politique — celle des alliances entre le prolétariat, les paysans et, parfois, la bourgeoisie nationale — et à l'objectif correspondant de la «Nouvelle Démocratie», absolument dépassés dans les pays impérialistes où il n'y a plus aucune possibilité d'alliance, tous les caractères progressistes de la bourgeoisie étant épuisés depuis longtemps et les classes moyennes (paysans et petite bourgeoisie) étant drastiquement réduites. Dans les pays impérialistes, la tendance à un prolétariat largement majoritaire dans la société est d'actualité et le vrai problème est désormais celui de l'hégémonie de son noyau central — la classe ouvrière — seul en mesure d'en recomposer la grande masse fragmentée et divisée. Dans les pays impérialistes, la révolution prolétarienne et la transition socialiste sont à l'ordre du jour et non une quelconque étape intermédiaire.
- Cette transposition comportait une orientation stratégique basée sur la libération progressive de bases rouges — et leur administration —, chose par ailleurs impossible aujourd'hui dans les pays impérialistes, et parallèlement un développement du processus révolutionnaire qui se concevait immédiatement comme un processus de guerre de guérilla, où l'usage de la lutte armée correspondait d'emblée à une logique de guerre (même de faible intensité). Ces «dérives mécanistes» eurent une place importante dans les expériences révolutionnaires des années 1970, parallèlement à d'autres aspects correspondant bien davantage à l'émergence possible du nouveau mouvement communiste. Ces influences, répétons-le, furent en majorité pleines d'erreurs, jusqu'à l'affirmation erronée d'une stratégie de guerre civile ouverte qui mena à une escalade militaire inconsidérée et perdante.

Par rapport à ces considérations, la position des camarades belges nous semble encore pour ainsi dire éclectique. Elle voudrait perpétuer la stratégie de la guerre populaire prolongée (même épurée et adaptée) en la combinant avec certains aspects de la stratégie de «l'attaque au cœur de l'État».

Il convient d'être plus clair à ce propos : les exigences de la bataille politico-idéologique au sein du prolétariat à propos de sa constitution en sujet politique indépendant, contre la bourgeoisie et son État, se déterminent toutes encore aujourd'hui sur le terrain politique, et l'unité du politique et du militaire doit précisément être entendue comme moyen de la politique du parti prolétarien. Toute logique de guerre est immature, aventuriste et perdante aujourd'hui dans les pays impérialistes.

L'expérience combattante des Brigades Rouges a marqué une rupture décisive dans l'histoire politique italienne (et d'autres pays) ; elle est considérée comme la révolution, comme l'unique phénomène sérieux auquel les prolétaires purent reporter leurs espérances de transformation sociale (et cela même en présence de tant d'héritages, de freins et de doutes ; par exemple, une partie très significative des électeurs du PCI sympathisait en même temps avec les Brigades Rouges).

D'amples secteurs prolétariens comprirent, sur base de leur propre expérience particulière et historique, que l'unique alternative sérieuse était les Brigades Rouges en tant qu'expression révolutionnaire authentique (une compréhension qui, au-delà d'une adhésion immédiate impossible — ce n'était certes pas une phase révolutionnaire — se concrétisa en une forte relation dialectique) et cela eut lieu non seulement grâce à la mise en route programmatique

(commune à d'autres groupes révolutionnaires), mais aussi et surtout grâce à une stratégie agissant sur la réalité politique au moyen de la lutte armée.

Qu'ensuite le parcours politique fut aussi tissé d'erreurs et de contradictions jusqu'à sa défaite tactique (due en partie au fait de vouloir pousser les masses sur le terrain d'une guerre civile ouverte, rien moins que mûre) n'enlève rien à sa valeur, parce *qu'en tout cas* un parcours révolutionnaire *réel* ne peut s'éterniser, en butte au flux/reflux de la lutte des classes et à une attaque répressive de grande envergure menée par l'État bourgeois.

Le développement ne sera jamais linéaire, il y aura encore de lourds reculs, mais cela n'est pas irrémédiable si l'on reste sur le terrain de la lutte révolutionnaire. On ne peut pas juger l'histoire politique des organisations révolutionnaires à l'étalon des partis bourgeois normaux.

L'expérience des Brigades Rouges a démontré que si les révolutionnaires agissent réellement sur un projet qui concrétise la perspective révolutionnaire (conjuguant donc finalité programmatique et moyens de lutte et d'organisation), ils font apparaître les potentialités révolutionnaires que porte le prolétariat et qui sont seulement à l'état latent et égarées sur le terrain parlementaire, et ce *surtout parce que* cette présence révolutionnaire fait défaut.

Cela signifie avoir influé sur la lutte politique comme elle se présente concrètement dans un pays, dans une certaine période; cela signifie avoir eu une capacité d'initiative politique et donc avoir placé le débat et l'affrontement sur les questions centrales de l'antagonisme de classe.

Un autre argument fort réside dans la régression autoritaire, militariste de l'impérialisme. La démocratie formelle se développe de plus en plus comme une coquille vide, dans laquelle agit le noyau dur de l'État bourgeois. C'est un phénomène toujours plus ancré tant dans les pays périphériques, souvent gouvernés par des dictatures militaires, que dans les pays impérialistes (démocratiques): le recours aux coups de force dans les moments critiques, la suspension de la légalité bourgeoise, l'utilisation de nombreux moyens de pression et de chantage contre les mouvements de masse, l'utilisation d'appareils clandestins jusqu'à l'agression violente et frontale, sont une constante. La différence dans leur utilisation, par rapport aux régimes fascistes, est leur limitation dans le temps, leur alternance avec l'habituelle farce parlementaire et le niveau élevé de mystification avec laquelle ils sont gérés.

Mais le résultat est le même, et surtout maintenant dans une phase tellement persistante de crise générale du mode de production capitaliste qui ne promet rien d'autre que la dégradation des conditions de vie du prolétariat et de ses perspectives futures.

Longue est la liste des organisations prolétariennes qui, dans des périodes « pacifiques », ont voulu contenir leur action dans le cadre de la légalité bourgeoise et n'ont pas su ensuite faire face aux agressions bourgeoises et encore moins passer à l'attaque.

En Italie, cela est apparu clairement avec les massacres planifiés, les projets putschistes et l'utilisation systématique des agressions fascistes et de la mafia.

Le mouvement ouvrier italien a pu comprendre par là que la bourgeoisie ne respecte pas les pactes et que la démocratie n'est pas aussi réelle et stable que les révisionnistes voudraient le faire croire.

*Un autre résultat fut de voir dans l'organisation combattante la réponse prolétarienne: l'État bourgeois ne respecte même pas sa légalité, pourquoi le prolétariat devrait-il se lier les mains et se contenter d'un affrontement politique pacifique?*

Ce résultat a seulement pu être atteint grâce à quelques groupes de révolutionnaires qui se sont chargés de responsabilités précises et ont lancé un parcours politique précis. À défaut, et comme cela arrive encore trop souvent, face à la violence bourgeoise il ne serait resté qu'un mouvement ouvrier désarmé, incapable de riposter et embrouillé par le lamentable

chœur réformiste/révisionniste des invocations à la démocratie, et ce mouvement aurait ainsi été violemment tiré en arrière sur un terrain conservateur et contre-révolutionnaire.

Aux affirmations des camarades de Voie Proletarienne du genre : « (...) pour ce qui concerne les Brigades Rouges, il n'est pas correct de mettre d'un côté les succès (impact, tremblement de terre politique et social) et de l'autre les échecs (effondrement idéologique et politique). C'est une même orientation qui a dominé ce courant, dont le caractère principal était le militarisme lié au spontanéisme face au mouvement ouvrier. », nous pouvons répondre sans trop de problèmes, toujours en faisant référence à l'expérience italienne, que jusqu'à la moitié des années 1970 les groupes extraparlimentaires (dont plusieurs quasi identiques à Voie Proletarienne) ne réussissaient pas à dépasser le niveau « économiste », donc de soutien et de radicalisation des luttes économiques du prolétariat. Lesquelles bien que riches et chargées de valeur politique implicite, restent des luttes « économistes » et, de ce fait, facilement assimilables par la politique réformiste. Les groupes extraparlimentaires furent souvent définis comme étant « les mécontents », ceux qui haussent toujours plus les revendications en restant en fin de compte des éléments de garniture d'un système.

Les Brigades Rouges marquèrent au contraire une rupture nette : il était manifeste pour tous que se mouvoir avec une telle force et une telle détermination signifiait autre chose, que les objectifs devaient être bien autres. Il devint rapidement clair pour le prolétariat que l'attaque contre des patrons d'usines de mort, des dirigeants industriels et des cadres intermédiaires, des politiciens, des magistrats, des fascistes et des représentants politiques de l'État bourgeois, voulait dire viser à la révolution !

Même confusément, on ne pouvait manquer de percevoir que l'attaque systématique contre le système de pouvoir qui régit les rapports sociaux, signifie que l'on veut un autre système de pouvoir et de rapports sociaux. Cela établissait une différence claire et nette par rapport à tous les autres partis ou groupes !

En somme, le terrain politique se rétablissait concrètement pour le prolétariat, plutôt que d'être réduit en permanence à la manœuvre économiste et électorale.

Ceci a placé encore plus le dos au mur le révisionnisme qui, contraint à la mobilisation contre l'initiative révolutionnaire, même quand elle produisait le meilleur effet de propagande politique au niveau de masse (comme ce fut le cas avec des exécutions comme celles des dirigeants industriels des usines de Seveso et de Porto Marghera), révélait aux yeux du prolétariat sa profonde appartenance au système capitaliste.

Plus tard, durant les années 1980, quand la présence communiste combattante avait été drastiquement réduite, l'État et ses révisionnistes attaquèrent de nombreux mouvements de lutte en les accusant de faire le jeu du « terrorisme » par l'irresponsabilité de leurs revendications. Parallèlement, il y eut une certaine extension de l'utilisation des persécutions judiciaires, sur base des articles du code pour « bande armée » et « association subversive », contre des avant-gardes et des cercles de lutte qui n'avaient rien à voir avec la lutte armée, démontrant que tout ce qui sortait des marges de compatibilité avec le système était objectivement et/ou subjectivement subversif.

Enfin, c'est un point acquis qu'en Italie et dans d'autres pays impérialistes, malgré de lourdes défaites tactiques, le mouvement révolutionnaire se reproduit en prenant en considération ces expériences, les ayant assumées de leurs propres traits constitutifs. Aujourd'hui, dans une partie importante du mouvement, on raisonne, on se mobilise et on s'organise en tenant compte de ces résultats et des modèles organisationnels conséquents. Malgré la longue période de reflux et une très dure sélection, une nouvelle levée de révolutionnaires s'est formée. Les nombreuses contradictions et limites réelles ont poussé la majorité des ex-militants à la reddition, à l'abandon, mais elles ont d'autre part consolidé une couche de révolutionnaires qui ont poursuivi, au prix de durs sacrifices, justement parce qu'ils ont su sauvegarder les résultats acquis et trouver des réponses aux contradictions.

Aujourd'hui il faut faire un pas de plus, donner vie au pôle communiste capable de conduire à la fondation du Parti, en redonnant vie à une politique révolutionnaire. La clarté et la confrontation des positions en sont une base essentielle.

## **Cellule pour la constitution du Parti Communiste Combattant**

Octobre 1994